



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

POLITIQUES RATIONNELLES
ET BONNES PRATIQUES
SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA

BROCHURE N°

4

Pour des partenariats efficaces



POLITIQUES RATIONNELLES ET BONNES PRATIQUES
SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA

Brochure 4

POUR DES PARTENARIATS EFFICACES

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Première édition publiée en octobre 2010 par :
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France

Site Web : <http://www.unesco.org/aids>
Courriel : aids@unesco.org

Tous droits réservés. Ce document peut être librement revu, résumé, reproduit ou traduit, en tout ou en partie, mais non vendu ou employé à des fins commerciales.

Référence suggérée pour les citations :
UNESCO. 2010. Brochure 4 : Pour des partenariats efficaces. Politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA (série de brochures). Paris, UNESCO.

Conception graphique et maquette : Anna Mortreux
Photo de couverture : © 2007 Rabin Chakrabarti, avec l'aimable autorisation de Photoshare.

Composition et impression aux presses de l'UNESCO
© UNESCO 2010

Imprimé en France
(ED-2008/WS/9 4889.9)

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et acronymes	4
Remerciements	5
Avant-propos	6
1. Le rôle des partenariats dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA	8
2. Typologie des partenariats dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA	8
2.1 Les partenariats mondiaux	8
2.2 Les partenariats régionaux	13
2.3 Les partenariats nationaux et locaux	15
2.4 Les partenariats entre les gouvernements et les partenaires du développement	16
2.5 Les partenariats entre les organismes des Nations Unies	17
2.6 Les partenariats entre les ministères sectoriels	20
2.7 Les partenariats au sein du secteur de l'éducation	22
2.8 Les partenariats avec la société civile	24
2.9 Les partenariats avec les personnes vivant avec le VIH	26
2.10 Les partenariats avec les communautés	27
2.11 Les partenariats avec les enfants et les jeunes	30
3. Les partenariats à l'appui de l'EPT et de l'accès universel	32
3.1 Améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation	32
3.2 Renforcer les capacités d'élaboration des politiques et des plans relatifs au VIH et au SIDA	36
3.3 Le financement de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA	37
3.4 Renforcer l'éducation préventive relative au VIH	37
3.5 Susciter l'engagement et le soutien en faveur de l'éducation sur le VIH et le SIDA	39
3.6 Atténuer l'impact du VIH et du SIDA	43
4. Conclusion	47
4.1 Enseignements tirés	47
4.2 Obstacles	48
4.3 Facteurs contribuant à l'efficacité des partenariats	48
Bibliographie	50
Réponse de l'UNESCO au VIH & SIDA	54
Outils d'appui fonctionnels d'EDUSIDA	55
Sites Web utiles	57

SIGLES ET ACRONYMES

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique	OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
CARICOM	Communauté des Caraïbes	OMS	Organisation mondiale de la santé
CCC	Communication visant à changer les comportements	ONG	Organisation non gouvernementale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	ONU DC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
CHAT	Outil d'harmonisation et d'alignement au niveau du pays	PALOPS	Pays lusophones d'Afrique
CME	Campagne mondiale pour l'éducation	PAM	Programme alimentaire mondial
DFID	Ministère britannique du développement international	PCD	Partenariat pour le développement de l'enfant
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
EDC	Centre pour le développement de l'éducation (Education Development Center, Inc.)	PVVIH	Personne(s) vivant avec le VIH
EDUSIDA	Initiative mondiale d'ONUSIDA sur l'éducation et le VIH & SIDA	RÉSEAU	Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO
EMIS	Système intégré de gestion de l'éducation	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
EPT	Éducation pour tous	SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
ESART	EduSector AIDS Response Trust	TAC	Campagne pour l'accès au traitement
ETII	Équipe de travail interinstitutions	TAR	Thérapie antirétrovirale
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	TIC	Technologies de l'information et de la communication
FAWE	Forum des éducatrices africaines	TTISSA	Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne
FRESH	Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
GTU	Syndicat d'enseignants en Guyana	UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
GYCA	Coalition mondiale des jeunes sur le VIH/SIDA	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	UNGEI	Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles
IE	Internationale de l'éducation	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IPE	Institut international de l'UNESCO	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
IMO A	Initiative de mise en œuvre accélérée	VIH	Virus d'immunodéficience humaine
IST	Infection sexuellement transmissible		
MEF	Mouvement pour l'éducation des filles		
MTT	Unité mobile d'intervention sur l'impact du VIH et du SIDA sur l'éducation		
OIT	Organisation internationale du travail		

REMERCIEMENTS

La présente brochure a été produite par la Section VIH et SIDA de la Division de la coordination des politiques des Nations Unies en matière d'éducation de l'UNESCO et rédigée par Kathy Attawell, consultante. L'auteur et l'UNESCO sont reconnaissants aux membres du personnel de l'UNESCO qui ont contribué à ce travail en apportant leurs suggestions et observations et en relisant divers projets. Nous souhaitons plus particulièrement adresser nos remerciements aux collègues des Bureaux de l'UNESCO à Bangkok, Harare et Dakar, du Secteur de la culture et du Bureau de la planification stratégique. L'auteur remercie chaleureusement les collègues de l'UNICEF, de la Banque mondiale et du Secrétariat de l'ONUSIDA qui, grâce à leurs commentaires, l'ont aidée à finaliser la présente brochure.

L'auteur tient en particulier à remercier pour leur soutien Christopher Castle, Christoforos Mallouris, Tania Boler, Rebecca Ferguson et Justine Sass, qui sont à l'origine de l'élaboration de cette brochure et des autres de la même série. Elle remercie également pour leurs observations tous ceux qui ont relu les versions préliminaires de ce document : Lydia Ruprecht, Jan Wijngaarden, Memory Zulu (UNESCO); Don Bundy, Stella Manda, Elizabeth Mziray et Andy Tembon (Banque mondiale); Thilly De Bodt, Anna Maria Hoffmann et Changu Mannathoko (UNICEF).

L'élaboration de cette brochure n'aurait pas été possible sans la coopération et l'assistance de collègues de l'UNESCO et d'autres qui ont enrichi cette brochure de leurs expériences personnelles, des enseignements qu'ils en ont tirés et d'importants documents et autres matériels.

AVANT-PROPOS

Les effets du VIH et du SIDA sur les systèmes éducatifs et dans les salles de classe partout dans le monde sont de plus en plus considérés comme un obstacle important sur la voie du développement, pour ce qui est notamment de réaliser l'Éducation pour tous (EPT) et d'atteindre les six objectifs définis par le Forum mondial sur l'éducation, à Dakar, en avril 2000. Pour continuer de progresser vers ces six objectifs, il faut un surcroît de volonté et d'action en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies globales qui tiennent compte de l'impact du VIH et du SIDA sur les apprenants, les éducateurs, les établissements d'enseignement et l'ensemble du secteur de l'éducation. Par ailleurs, des objectifs de développement plus vastes touchant la réduction de la pauvreté, l'accès à la santé et l'expansion de l'éducation, notamment ceux inscrits dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ne sauraient être atteints sans une prise en compte effective de l'épidémie du SIDA et une réponse adéquate à ce phénomène.

Des difficultés nous attendent, mais aussi des possibilités de planifier l'avenir de manière stratégique en tirant parti des expériences passées et des leçons que nous en tirons.

Le besoin d'une meilleure information d'ordre empirique sur les interventions réussies en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA se fait encore sentir mais l'on en sait déjà beaucoup sur les bonnes pratiques et politiques en matière de réponses du secteur de l'éducation à cette épidémie. Cette série de brochures consacrée aux politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA vise à élargir le champ de nos connaissances par des idées nouvelles, des constats essentiels et des exemples de programmes. Les personnes chargées d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes peuvent se référer à ces constats et exemples pour préparer les systèmes éducatifs à faire face aux besoins des apprenants et des éducateurs.

Cette série de brochures part du principe que le rayonnement du système éducatif ne se limite pas à l'école et touche le foyer, la communauté, le centre religieux et d'autres lieux d'apprentissage, faisant ainsi intervenir les pratiques éducatives en milieu formel, non formel et informel.

Considérant que seules les solutions locales permettront de surmonter les difficultés locales, cette série de brochures se donne pour objet de rassembler diverses expériences en matière de programmes et de politiques émanant de différentes régions sur lesquelles il serait possible de s'appuyer pour pourvoir aux besoins en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA au niveau des communautés, des districts et des pays.

Notre espoir est que cette série consacrée aux politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA sera utilisée par un large éventail de personnes qui s'emploient à répondre au VIH et au SIDA par le biais de l'éducation. L'inventaire n'est aucunement exhaustif et les exemples donnés sont censés inspirer des approches novatrices qui tirent parti des ressources, des compétences et des expériences existantes. Ces brochures sont aussi censées constituer des documents « vivants » qui se prolongeront dans les progrès futurs. C'est ainsi qu'en 2008, les trois premières brochures de cette série ont été révisées et actualisées par l'inclusion de nouveaux exemples et constats essentiels, et deux nouvelles brochures ont été mises au point pour fournir une information plus approfondie et des exemples sur d'autres domaines thématiques essentiels.

Nous espérons que les utilisateurs de ces brochures et d'autres de la même série y verront des outils utiles. Les réactions des utilisateurs seront les bienvenues et nous les encourageons à aider au développement de cette série de publications par leurs contributions et leurs expériences.

Mark Richmond
 Directeur de la Division de la coordination des propriétés
 des Nations Unies en matière d'éducation
 Coordonnateur mondial de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA

Brochure 4

POUR DES PARTENARIATS EFFICACES

Les partenariats stratégiques jouent un grand rôle dans la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. C'est ce qui ressort de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT) organisée en novembre 2006 au Caire, Égypte, à l'issue de laquelle les gouvernements, les agences multilatérales et bilatérales et les organisations de la société civile se sont engagés à : « encourager les partenariats stratégiques transsectoriels afin d'intensifier et d'appuyer la réponse globale du secteur de l'éducation » au VIH et au SIDA.

La présente brochure vise à susciter une meilleure compréhension des partenariats, des résultats auxquels ils permettent d'aboutir et des obstacles à leur efficacité. Consacrée aux partenariats dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA, elle s'appuie sur un large éventail d'expériences menées aux niveaux mondial, régional et local afin de :

- donner un bref aperçu du rôle des partenariats et expliquer pourquoi ils sont importants ;

- présenter la typologie des partenariats existants ;
- mettre en évidence la contribution des partenariats à l'EPT et à l'accès universel aux programmes de prévention, au traitement, à la prise en charge et au soutien ;
- faire la synthèse des enseignements tirés en matière de partenariat.

Le lecteur aura soin de tenir compte de certaines limitations : cette brochure n'est pas un guide par étapes sur la façon d'établir et de gérer les partenariats, de telles explications étant en effet amplement fournies par d'autres publications. Elle s'appuie sur des exemples de partenariats tirés de publications ou de la « littérature grise », en privilégiant les partenariats auxquels est associée l'UNESCO. Peu de travaux d'évaluation rigoureux ont été menés sur le fonctionnement et l'impact des partenariats, d'où la difficulté de présenter une analyse systématique des succès et des échecs de ces partenariats.

1. LE RÔLE DES PARTENARIATS DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION ET DU VIH & SIDA

Comme l'illustrent les exemples cités dans la présente brochure, les partenariats peuvent :

- plaider plus efficacement en faveur des objectifs de l'éducation et du VIH & SIDA, s'agissant en particulier de la réforme des politiques et des pratiques et de la formulation de stratégies globales en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA ;
- susciter l'engagement des ministères de l'éducation et renforcer leurs capacités en vue d'une réponse efficace au VIH et au SIDA, notamment par l'élaboration de politiques nationales d'éducation sur le VIH et le SIDA ;
- appuyer les réponses globales aux niveaux mondial et national, en veillant à la coordination et à l'harmonisation de l'action menée par les gouvernements, les donateurs, les organismes des Nations Unies, les prestataires de services et les communautés dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA ;
- mobiliser les ressources pour permettre au secteur de l'éducation de formuler une réponse au VIH et au SIDA et de promouvoir une utilisation plus efficace et efficiente des ressources disponibles ;
- assurer une couverture exhaustive et veiller à la cohérence des messages, en évitant les approches fragmentaires et l'offre inégale d'informations et de services ;
- renforcer l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école, en particulier dans les contextes où le VIH et le SIDA constituent un sujet sensible ;
- soutenir les efforts visant à atténuer l'impact de l'épidémie sur le secteur de l'éducation ainsi que sur les éducateurs et les apprenants touchés, notamment en garantissant l'accès au traitement, à la prise en charge et aux services de soutien ;
- promouvoir la mise en commun des connaissances et des compétences, l'apprentissage par l'expérience et le partage des leçons apprises, de biens et de services et du soutien logistique.

2. TYPOLOGIE DES PARTENARIATS DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION ET DU VIH & SIDA

2.1 Les partenariats mondiaux

Aux niveaux mondial et régional, des partenariats ont été établis entre les organisations multilatérales, les organismes des Nations Unies, les donateurs bilatéraux, les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG) internationales, les associations, les instituts de recherche et les organismes techniques.

Les partenariats forgés avec le secteur privé peuvent contribuer à améliorer certains aspects de l'éducation et à appuyer les efforts visant à renforcer l'éducation sur le VIH et le SIDA (Ingram *et al.*, 2006). Les gouvernements peuvent tirer parti des compétences et de l'expérience des entreprises dans les domaines de la gestion, de la planification stratégique, de la résolution des problèmes,

du renforcement des compétences, de la production efficace de biens et de services et du soutien logistique.

Plus particulièrement, le secteur privé peut financer des bourses, fournir des ressources (par exemple en donnant des matériels d'enseignement et d'apprentissage à des écoles locales), et compléter l'action des enseignants et des ONG en autorisant leurs employés à participer à des programmes de bénévolat et de tutorat. Certaines entreprises du secteur privé travaillent ainsi avec le secteur de l'éducation pour renforcer les compétences relatives aux technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique du Sud, ou encore pour améliorer l'éducation en Jordanie. Il faut toutefois souligner que, dans les pays en développement, la participation des entreprises à des partenariats reste à ce jour limitée (Draxler, 2008).

On trouvera ci-dessous des exemples de partenariats mondiaux, dont beaucoup visent à coordonner l'action des partenaires internationaux et à soutenir les réponses

globales du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA au niveau national. Les partenariats mondiaux jouent également un grand rôle dans l'élaboration des cadres de politique, dans l'action normative et dans la définition des principes directeurs. Plus spécifiquement, les partenariats entre l'UNESCO et ses divers instituts contribuent à établir des liens entre recherche, politique et pratiques et à diffuser les données et les expériences.

L'action coordonnée de ces partenariats mondiaux revêt une importance capitale. L'ONUSIDA et l'UNESCO ont mis en évidence l'importance des liens entre EDUSIDA et d'autres partenariats mondiaux (UNESCO, 2006) tels que Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace (FRESH), l'Initiative Accélérer – groupe de travail de l'Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation – et le programme Éducation pour tous/ SIDA, dirigé par l'Internationale de l'éducation (IE), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Education Development Center, Inc. (EDC).

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

L'ONUSIDA a été créé en 1994 par une résolution du Conseil économique et social des Nations Unies. Ce programme conjoint réunit aujourd'hui dix coparrainants – le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la

EDUSIDA

Banque mondiale – et le Secrétariat de l'ONUSIDA. Il est chargé de définir une réponse coordonnée des Nations Unies à l'épidémie du SIDA. À l'échelle internationale, l'ONUSIDA joue un rôle d'impulsion, de plaidoyer et de suivi de l'épidémie. Il favorise également la coordination au niveau national, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du système des Nations Unies, en s'appuyant sur les trois principes – un plan stratégique national, une instance nationale de coordination et un cadre national de suivi et d'évaluation. L'ONUSIDA a également mis en place des mécanismes de coordination axés sur l'éducation, en particulier l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation et EDUSIDA.

L'Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation

Les Équipes de travail inter-institutions (ETII) ont été mises en place par l'ONUSIDA afin de répondre à des défis spécifiques dans 17 domaines d'assistance technique. Les ETII regroupent des agences multilatérales, dont les coparrainants de l'ONUSIDA, des donateurs bilatéraux et privés et des organisations de la société civile travaillant dans des domaines spécifiques.

L'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, conduite par l'UNESCO, a pour but d'accélérer et d'améliorer la réponse du secteur éducatif au VIH et au SIDA et de favoriser des interventions coordonnées à l'appui de l'action menée aux niveaux mondial et national. Ses objectifs consistent notamment à promouvoir et à soutenir les bonnes pratiques relatives au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation et à encourager l'alignement et l'harmonisation dans et entre les institutions. Elle poursuit ces objectifs en renforçant la base de données et en diffusant les résultats à l'appui de la prise de décisions et de l'élaboration

des stratégies ; en encourageant l'échange d'informations et de matériels ; et en menant une action conjointe pour jeter un pont entre les communautés de l'éducation et celles du VIH & SIDA et renforcer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Principales activités de l'ETII :

- Inciter les parties prenantes, à l'intérieur comme à l'extérieur du secteur, à s'engager en faveur d'une réponse de l'éducation, notamment en participant aux conférences mondiales sur le SIDA et en invitant des partenaires externes à assister aux réunions de l'ETII.
- Mener une action de sensibilisation sur l'importance d'une réponse globale de l'éducation au VIH et au SIDA. L'ETII s'efforce d'assister aux grands événements régionaux et internationaux, notamment aux manifestations organisées par l'**Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)**, aux conférences

internationales et régionales sur le SIDA et aux réunions portant sur les initiatives phares de l'éducation, telles que l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) de l'Éducation pour tous.

- Promouvoir l'intégration du VIH et du SIDA aux plans et aux stratégies de l'éducation, par exemple en soutenant les ministères de l'éducation via l'Initiative Accélérer (voir ci-dessous) ; en veillant à ce que les procédures de validation de l'IMOA accordent toute l'attention voulue au VIH et au SIDA ; et en élaborant des outils pratiques à l'appui de l'intégration du VIH et du SIDA aux plans d'éducation par les partenaires du développement.

- Renforcer les outils et les résultats en matière de suivi et d'évaluation, notamment au moyen de l'Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA (ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2005) et de l'assistance technique fournie au Rapport mondial de suivi sur l'EPT afin que l'évaluation des progrès accorde toute l'attention voulue au VIH et au SIDA.
- Produire, diffuser largement et promouvoir l'utilisation des ressources techniques sur certains aspects clés de la réponse, en particulier l'éducation au traitement du VIH et du SIDA, l'éducation des filles à la prévention du VIH et l'éducation de qualité.

Initiative mondiale de l'ONUSIDA sur l'éducation et le VIH & SIDA (EDUSIDA)



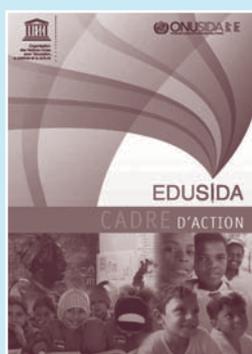
ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR
UNICEF
PAM
PNUD
UNFPA

ONUDC
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

Conduite par l'UNESCO, EDUSIDA est une initiative multipays de l'ONUSIDA à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et du renforcement des réponses globales des secteurs nationaux de l'éducation au VIH et au SIDA. Cette initiative résulte d'un partenariat entre les gouvernements, les coparrainants de l'ONUSIDA et les organisations de la société civile, dont des associations de personnes vivant avec le VIH. Le comité des organismes coparrainants (COC) de l'ONUSIDA a lancé le programme EDUSIDA en mars 2004. Le cadre d'action d'EDUSIDA définit les cinq éléments clés de la réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA :

- Éducation de qualité.
- Contenu, programmes et matériels d'enseignement.
- Formation et soutien des éducateurs.
- Politique, gestion et systèmes.
- Approches et points d'entrée pour l'action relative au VIH et au SIDA du secteur de l'éducation.



En collaboration avec ses partenaires, l'UNESCO a élaboré des outils afin de soutenir d'un point de vue technique et opérationnel la mise en œuvre dans les pays partenaires d'EDUSIDA. Il s'agit notamment des Fiches techniques d'EDUSIDA à l'intention des responsables politiques et des Aperçus des ressources techniques destinés au personnel technique (UNESCO, 2008a ; 2008b). D'autre part, l'UNESCO a organisé des ateliers sous-régionaux et nationaux en Afrique, en Asie, et en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNESCO, 2007b ; 2007c ; 2007d) pour promouvoir le cadre d'action et renforcer les capacités des ministères de l'éducation, des organismes des Nations Unies et des partenaires de la société civile afin de promouvoir la réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA au niveau national.

Les ateliers sous-régionaux ont procédé à l'évaluation de l'action menée actuellement par les pays en fonction des cinq éléments clés du cadre d'action et défini les futures actions prioritaires à réaliser pour renforcer la réponse du secteur de l'éducation au niveau national. Ainsi, le Botswana prévoit de réaliser une étude sur l'impact du VIH et du SIDA sur le secteur de l'éducation ; d'intensifier le recours aux méthodes participatives dans l'éducation sur le VIH et le SIDA ; et d'accroître la participation des personnes vivant avec le VIH. Le Kenya prévoit de mettre en place un cadre institutionnel pour la gestion des systèmes, en particulier en ce qui concerne le suivi et l'évaluation ; de donner aux enseignants une éducation sur le VIH et le SIDA dans le cadre de la formation continue ; et de promouvoir une stratégie d'accès universel qui tienne compte de la prévention et des besoins spécifiques des orphelins et des enfants vulnérables. Enfin, la Namibie prévoit de mettre en œuvre un programme sur le VIH et le SIDA adapté au lieu de travail dans le secteur de l'éducation ; de réviser le programme d'enseignement sur les compétences nécessaires à la vie courante afin d'intégrer la prévention, le traitement, la prise en charge et le soutien ; et de compléter l'élaboration des outils de suivi et d'évaluation (UNESCO, 2007b).

EDUSIDA produit en outre une série de profils pays qui montrent l'importance de la participation d'un large éventail de partenaires à l'évaluation de la réponse nationale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA et décrivent les progrès de la mise en œuvre d'EDUSIDA ainsi que les enseignements qui en ont été tirés. Points clés de quelques profils pays récents :

Au **Burundi**, EDUSIDA a permis de renforcer le partenariat entre l'UNESCO, le Ministère de l'éducation et de la culture, le Ministère de la jeunesse et des sports, les collectivités locales et les organisations communautaires. Un module global sur les compétences nécessaires à

la vie courante et le VIH a été conçu à l'issue d'une collaboration entre l'UNICEF, le UNFPA, l'ONUSIDA, la société civile et le Conseil national pour le SIDA. Un atelier régional pour les jeunes consacré au VIH, à l'égalité entre les sexes et aux droits de l'homme a été organisé en avril 2007 à l'échelle des pays des Grands Lacs – Burundi, République démocratique du Congo et Rwanda. Il a abouti à la constitution de ROADSIGN, un réseau régional de jeunes.

En **Jamaïque**, l'UNESCO travaille avec le Réseau des coordonnateurs de l'action du secteur de l'éducation des Caraïbes face au VIH, l'EDC, les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux afin de renforcer la réponse du secteur de l'éducation. Les activités prioritaires comprennent notamment : la définition de la stratégie quinquennale du secteur de l'éducation ; le renforcement des capacités des établissements de formation des enseignants et des administrateurs des écoles ; la production de matériels de formation adaptés aux jeunes à l'intention des responsables des ministères et des directeurs des établissements d'enseignement supérieur.

Au **Lesotho**, les principales activités consistent à réunir un large éventail de partenaires afin de mieux faire comprendre la nécessité d'une réponse globale du secteur de l'éducation au SIDA et de renforcer les engagements pris par les responsables politiques

en faveur de la formation du personnel chargé du système d'information de l'éducation à la collecte de données pertinentes ; et d'améliorer la formation initiale des enseignants grâce à une coopération avec l'institut de formation des maîtres du Lesotho.

En **République de Moldova**, EDUSIDA a largement contribué à promouvoir une approche coordonnée entre les organismes des Nations Unies, l'UNICEF en particulier, et d'autres partenaires et à faire connaître la contribution du secteur de l'éducation à la réponse au VIH et au SIDA.

Au **Zimbabwe**, l'UNESCO a entamé des discussions avec l'OIT sur le renforcement des programmes relatifs au VIH et au SIDA adaptés au lieu de travail dans le secteur de l'éducation. D'autre part, l'UNESCO coopère avec le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU) pour réfléchir aux moyens d'étendre l'action de prévention du VIH à l'école et avec le Ministère de l'enseignement supérieur pour inciter les jeunes gens séropositifs à s'impliquer davantage dans les activités relatives au VIH et au SIDA.

Accélérer les réponses du Secteur de l'éducation au VIH et au SIDA (Accélérer)

L'Initiative Accélérer, lancée en 2002 sous forme de groupe de travail de l'ETII sur l'éducation, vise spécifiquement à accélérer les réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Le groupe de travail intervient dans les domaines clés suivants :

- Promotion du leadership sectoriel.
- Partage de l'information entre les pays.
- Renforcement des capacités.
- Identification des lacunes dans les connaissances.

Objectifs et progrès

Le groupe de travail de l'Initiative Accélérer s'est fixé cinq objectifs. Objectifs et principaux résultats obtenus depuis 2002 (en 2007) :

Objectif 1 : Promouvoir le leadership du secteur de l'éducation et susciter une demande sectorielle en faveur d'une réponse au VIH et au SIDA.

Résultat : Les ministères de l'éducation de 37 pays ont participé à des ateliers sous-régionaux pour mieux comprendre le rôle de l'éducation dans la réponse nationale au VIH et au SIDA. Vingt-six d'entre eux ont ensuite défini et mis en œuvre des actions au niveau national.

Objectif 2 : Harmoniser l'aide entre les partenaires du développement pour accroître le soutien aux pays et réduire les coûts de transaction.

- Renforcement de la coordination entre les parties prenantes.
- Identification des ressources et constitution de réseaux.

Partenariat entre 30 bailleurs de fonds et organismes des Nations Unies, l'Initiative mène une action de soutien, essentiellement en organisant des ateliers sous-régionaux et nationaux. Depuis novembre 2002, des équipes éducatives originaires de 37 pays d'Afrique ont sollicité l'aide du groupe de travail et 1 350 membres du personnel du secteur de l'éducation ont suivi une formation.

Résultat : Au total, 76 organisations ont travaillé ensemble dans le cadre de l'Initiative Accélérer au cours de cette période. Vingt-quatre ateliers sous-régionaux et nationaux ont reçu le soutien de représentants des coparrainants de l'ONUSIDA, de 15 donateurs bilatéraux et de 52 organisations de la société civile. Chacune de ces catégories était représentée à chaque manifestation et entre cinq et 21 organisations ont participé à chacun des ateliers.

Objectif 3 : Promouvoir la coordination avec les organismes nationaux de lutte contre le SIDA et favoriser l'accès aux fonds alloués au VIH et au SIDA.

Résultat : Les 37 ministères de l'éducation participants ont commencé à établir des contacts avec les organismes chargés de formuler une réponse au SIDA de leur pays et 26 d'entre

eux ont ensuite bénéficié des financements alloués par les Conseils nationaux pour le SIDA.

Objectif 4 : Partager les informations relatives au VIH et au SIDA qui revêtent de l'importance pour le secteur de l'éducation.

Résultat : Une série de documents fondamentaux sur l'éducation et le VIH & SIDA ont été diffusés auprès des éducateurs en anglais, en français et en portugais. Au total, 250 000 exemplaires ont été diffusés lors de sessions de formation des éducateurs et 322 000 autres ont été téléchargés depuis un site Web spécial. Des réseaux sous-régionaux de points focaux pour le VIH et le SIDA dans les ministères de l'éducation ont été constitués au sein des entités régionales suivantes : Afrique de

l'Ouest (CEDEAO), Afrique centrale (CEEAC), Afrique de l'Est (EAC) et Afrique lusophone (PALOP).

Objectif 5 : Renforcer sur le plan technique le contenu et la mise en œuvre de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.

Résultat : L'analyse des plans sectoriels d'un échantillon de 11 pays avant et après la participation aux ateliers de l'Initiative Accélérer montre que les plans ont été améliorés en ce qui concerne la politique, la gestion, la formation des enseignants à la prévention, les compétences nécessaires à la vie courante et l'accès à l'éducation des orphelins et des enfants vulnérables, en particulier les filles. Les données disponibles montrent que la plupart des plans ont ensuite été utilisés pour piloter la mise en œuvre.

Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace (FRESH)

Partenariat associant l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale, le PAM, le PNUD, l'Internationale de l'éducation, le Centre pour le développement de l'éducation (EDC) et le Partenariat pour le développement de l'enfant (PCD), le FRESH a pour objectif de promouvoir une approche globale de la santé en milieu scolaire, notamment en ce qui concerne le VIH et le SIDA. Les quatre composantes de FRESH :

FRESH

- Des politiques sanitaires en milieu scolaire.
- L'eau, l'assainissement et l'environnement.
- Une éducation à la santé basée sur l'acquisition de compétences.
- Des services de santé et d'alimentation à l'école.

Ces composantes se fondent sur trois stratégies qui montrent l'importance des partenariats entre les enseignants et le personnel de santé et les secteurs de l'éducation et de la santé, entre les écoles et les communautés et avec les enfants et les jeunes.



© ONUSIDAL. Taylor

Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous (IMOA-EPT)

Lancée en 2002, l'IMOA constitue un partenariat mondial entre les donateurs et les pays bénéficiaires dans le but d'accélérer les progrès vers la réalisation, d'ici à 2015, de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) relatif à l'enseignement primaire universel. L'IMOA est fondée sur la promesse des donateurs de fournir une aide financière et technique coordonnée, accrue et prévisible et sur l'engagement des pays en développement de donner la priorité à l'enseignement primaire et d'élaborer des plans d'éducation crédibles. L'Initiative est soutenue par l'ensemble des principaux donateurs en faveur de l'éducation, par les organismes des Nations Unies et les agences multilatérales ainsi que par une coalition d'ONG réunies sous la bannière de la **Campagne mondiale pour l'éducation (CME)**. L'IMOA a entraîné une augmentation des décaissements en faveur de l'éducation de base. Ainsi, selon les estimations, les décaissements destinés aux pays à faible revenu sont passés de 0,6 milliard de dollars des États-Unis en 2002 à 3,1 milliards en 2004.

Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)

Lancée en 2001 par le Secrétaire général de l'ONU, l'UNGEI est un partenariat pour l'éducation des filles et l'égalité entre les sexes. Le Mouvement pour l'éducation des filles (MEF), qui est rattaché à l'UNGEI, est une initiative africaine visant à autonomiser les filles et à les aider à faire entendre leur voix, à promouvoir des écoles sûres, à lutter contre les violences sexistes et à améliorer les perspectives des filles en matière d'éducation.

Coalition mondiale des entreprises contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

La Coalition mondiale des entreprises contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme est une alliance de plus de 200 entreprises employant plus de 55 millions de salariés dans le monde qui encourage ses membres à définir des politiques relatives au VIH et au SIDA pour leurs employés, leurs familles et leurs communautés. En s'appuyant sur les liens qui les unissent, l'UNESCO et la Coalition mondiale des entreprises ont signé un nouvel accord de coopération en janvier 2006 afin de mobiliser les acteurs du secteur de l'entreprise pour qu'ils interviennent partout dans le monde en faveur de l'éducation sur le VIH et le SIDA en se fixant pour objectifs la réduction du risque et de la vulnérabilité et la constitution de partenariats public-privé entre les entreprises privées et les partenaires de l'UNESCO.

Le programme EPT/SIDA

Lancé en janvier 2006, le programme EPT/SIDA est un partenariat constitué par l'Internationale de l'éducation, l'OMS et le EDC. Il poursuit les objectifs suivants :

- Prévenir l'infection au VIH des enseignants et des apprenants.
- Renforcer les capacités des syndicats d'enseignants pour qu'ils influencent les politiques relatives à l'EPT.
- Atténuer les effets négatifs du VIH et du SIDA sur les objectifs de l'EPT.

Le programme EPT/SIDA fusionne les programmes sur la prévention du VIH et du SIDA et sur l'EPT qui existaient auparavant indépendamment l'un de l'autre et s'appuie sur les interventions antérieures pour former les formateurs et les enseignants, renforcer les capacités des syndicats d'enseignants et produire des matériels de formation et des documents pédagogiques adaptés aux enseignants et aux contextes culturels. Les objectifs du programme EPT/SIDA concernent également la mise en place d'environnements scolaires sûrs, le conseil et les tests de dépistage, le traitement, la stigmatisation et les discriminations. Le programme EPT/SIDA affirme en outre que les syndicats d'enseignants peuvent soutenir les enseignants séropositifs en constituant des partenariats avec les groupes de personnes vivant avec le VIH et les réseaux d'enseignants séropositifs dans le cadre des programmes consacrés au VIH et au SIDA des syndicats et en soutenant les groupes d'enseignants séropositifs. Le programme EPT/SIDA a produit deux manuels pratiques à l'usage des éducateurs et des syndicats sur la construction d'environnements scolaires respectueux de l'égalité entre les sexes et sur le soutien aux éducateurs vivant avec le VIH et leur implication (http://www.ei-ie.org/efaits/fr/documentation_ei.php).



© UNUSIDA/S. Noorani

2.2 Les partenariats régionaux

Au niveau régional, des partenariats ont été forgés entre des organisations multilatérales, des organismes des Nations Unies, des bailleurs de fonds, des ONG internationales, des instituts de recherche et des agences techniques. Comme l'illustrent les exemples suivants, les partenariats régionaux dynamisent les réponses nationales, notamment en encourageant la collaboration et la confrontation des expériences, en renforçant la formation et en élaborant des normes communes pour

les programmes adaptés au lieu de travail. Les partenariats gérés par l'intermédiaire d'instances régionales économiques et politiques, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) contribuent efficacement à accélérer la réponse au VIH et au SIDA, en particulier dans le secteur de l'éducation.

L'UNESCO, l'UNICEF et l'ONUSIDA ont co-organisé un atelier sous-régional pour l'Asie centrale sur le VIH et l'éducation à Tachkent, en mai 2006, dans le but de formuler une réponse cohérente et coordonnée du secteur de l'éducation et de favoriser la coopération entre les ministères, les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires. Cet atelier a permis de réunir pour la première fois des représentants des ministères de l'éducation et de la santé du **Kazakhstan**, du **Kirghizistan**, du **Tadjikistan** et d'**Ouzbékistan**. Compte tenu des similarités entre ces pays, l'atelier s'est également attaché à définir une stratégie de réponse à l'épidémie.

L'UNESCO et l'OIT ont élaboré conjointement des politiques adaptées au lieu de travail pour le secteur de l'éducation dans les **Caraïbes et en Afrique australe**. Les ateliers ont réuni des représentants des ministères de l'éducation et de l'emploi, des associations d'enseignants et d'employeurs et des organismes nationaux chargés du SIDA afin d'adapter le Code de pratique de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail au contexte de l'éducation, ce qui a permis de publier et de diffuser un ensemble de politiques régionales (OIT et UNESCO, 2006a et 2006b).

Le Bureau de l'UNESCO à Dakar, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique, ainsi que d'autres partenaires comme la Banque mondiale et l'UNICEF ont soutenu la mise en place d'un réseau de points focaux pour le VIH et le SIDA dans les ministères de l'éducation des **pays de la CEDEAO** dans le cadre d'un programme élargi de renforcement des capacités du secteur de l'éducation dans la perspective de l'EPT et en lien avec l'Initiative Accélérer. Les activités réalisées comprennent notamment l'élaboration d'un cadre et de mécanismes destinés à faciliter l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les points focaux et les autres acteurs de l'éducation sur le VIH et le SIDA. Le soutien apporté par les partenaires du développement, l'UNICEF et la Banque mondiale permet de repérer les lacunes des politiques, d'élaborer des plans stratégiques, de mobiliser des ressources et d'intégrer la question du VIH et du SIDA aux programmes d'enseignement primaire. L'UNESCO fournit également une prise en charge et un soutien aux éducateurs séropositifs en établissant des liens entre les ministères de l'éducation et les Conseils nationaux pour le SIDA.

Le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation dans les **États arabes**, s'appuie sur l'approche FRESH dans le cadre de la stratégie régionale de l'UNESCO pour la prévention du VIH et du SIDA par l'éducation. Des plans de travail ont été élaborés en coopération avec l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS et l'ONUSIDA. Les ONG associées à la mise en œuvre des activités réalisées dans le cadre du FRESH comprennent notamment : Family Health International, Jordanie ; Caritas, Égypte ; l'Association pour le planning familial, Syrie ; Makassed, l'Association islamique de bienfaisance, Liban ; et la Société des médecins généralistes de Tunisie. Pendant la phase actuelle de la stratégie, les groupes ciblés par les interventions sont les étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur. Ainsi, le Forum régional sur la sensibilisation à la santé et le développement communautaire qui a eu lieu à Damas en janvier 2007 réunissait des jeunes et des conseillers en éducation à la santé venus de 13 pays arabes.



© 2008 Erberto Zani, avec l'aimable autorisation de Photoshare

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, grâce au partenariat qu'elle a constitué avec d'autres coparrainants de l'ONUSIDA, l'UNESCO a pu soutenir avec une efficacité accrue la réponse au SIDA dans la région. L'UNESCO et la Banque mondiale ont notamment apporté leur soutien à une réunion à laquelle assistaient les ministres de l'éducation et les autorités nationales de lutte contre le SIDA des pays de la Communauté et Marché commun des Caraïbes (CARICOM), réunion qui a été l'occasion de renouveler l'engagement en faveur d'une réponse globale du secteur de l'éducation.



© UNESCO

De même, en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, l'UNESCO a soutenu en mai 2007 un atelier de réflexion sur l'utilisation du théâtre et des arts audiovisuels dans le cadre d'une réponse au SIDA adaptée au contexte culturel. L'atelier, qui a permis de réunir des artistes et des représentants d'organismes des Nations Unies, d'organisations de la société civile et d'instituts universitaires, a abouti à la création du Réseau régional d'experts culturels et de créateurs travaillant ensemble pour la prévention et la prise en charge du VIH et du SIDA (SIDACULT.net). Le réseau constitue un forum d'échange d'informations et d'expériences à l'échelle régionale.



© UNESCO

D'autre part, l'UNESCO encourage les partenariats visant à partager les expériences et les enseignements tirés de la coopération Sud-Sud entre le **Brésil** et les **pays lusophones d'Afrique**. Ainsi, l'UNESCO s'appuie sur l'expérience du Brésil pour apporter son appui à la planification du secteur de l'éducation en **Guinée-Bissau**, bien que la construction de partenariats durables n'aie pas toujours été facile – citons, parmi les obstacles rencontrés, la difficulté de réunir des partenaires issus d'horizons divers, la faible capacité

institutionnelle de la Guinée-Bissau et les complexités liées à un contexte de post-conflit. Le Mozambique-Brazil Youth Exchange, coparrainé par l'UNESCO, l'ONUSIDA, l'UNICEF et les gouvernements, est un programme d'échange entre des associations de jeunes qui contribue à renforcer les capacités du Conseil national de la jeunesse du **Mozambique** et à favoriser l'échange d'informations entre les associations des deux pays.

Établis par le biais d'organisations telles que l'Union africaine et l'ADEA, les partenariats régionaux peuvent également contribuer à susciter l'engagement des responsables politiques nationaux et à lancer des initiatives pour faire face aux difficultés communes.

L'ADEA est un partenariat entre des ministères de l'éducation africains et des partenaires financiers et techniques externes. Elle s'attache à favoriser le dialogue politique, à renforcer les capacités institutionnelles et techniques grâce à l'échange d'informations et à l'adoption d'approches novatrices au niveau régional et enfin à mettre en place des partenariats avec les organisations de la société civile. L'éducation et le VIH & SIDA, thème d'une récente rencontre ministérielle,

est également au cœur des préoccupations d'un Groupe ad hoc consacré à la mise en commun des stratégies visant à atténuer l'impact de l'épidémie sur le secteur de l'éducation. L'ADEA procède également à l'évaluation régulière des progrès accomplis dans le secteur de l'éducation en Afrique, en accordant une attention particulière aux réponses efficaces au VIH et au SIDA.

2.3 Les partenariats nationaux et locaux

Au niveau national, il existe différents types de partenariats associant, par exemple, les ministères, les donateurs, les organismes des Nations Unies, les organisations de la société civile et les réseaux de personnes vivant avec le VIH, ainsi que des partenariats au sein du secteur de l'éducation. Au niveau local, les partenariats comprennent les

liens entre les écoles et les ONG, les services de santé et l'aide sociale ou encore les communautés et les jeunes. Qu'il s'agisse de coordonner les interventions, de veiller à la cohérence des approches et des messages et d'assurer l'aspect global des interventions, les partenariats nationaux revêtent une importance toute particulière.

2.4 Les partenariats entre les gouvernements et les partenaires du développement

La formulation d'une réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA et la mise en œuvre des Trois principes exigent des partenariats efficaces entre les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux. Ces partenariats peuvent améliorer la coordination et l'utilisation des ressources disponibles, mais leur efficacité dépend souvent de la vigueur

du leadership des gouvernements et de leur maîtrise du processus. Les partenaires du développement, dont les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux, travaillent avec les gouvernements de nombreux pays par l'intermédiaire des structures nationales de coordination de la lutte contre le SIDA et des groupes de travail du secteur de l'éducation.

Au **Mozambique**, la réponse nationale au VIH et au SIDA est coordonnée par le Conseil national pour le SIDA. Le principal forum de coordination, le Forum national des partenaires, placé sous la présidence du Conseil national pour le SIDA, se réunit tous les mois pour évaluer les progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique national et se compose notamment des partenaires du développement et de la mise en œuvre.

En **Zambie**, le Groupe des partenaires pour la coopération sur le VIH et le SIDA a pour objectif d'améliorer la coordination et l'harmonisation parmi les partenaires du développement, de renforcer la collaboration entre ces partenaires et le Conseil national pour le SIDA, et de favoriser la coordination du

soutien à la réponse de la Zambie au SIDA, en tenant compte notamment des contributions de la Stratégie d'aide conjointe pour la Zambie (JASZ). Ce mécanisme permet aux donateurs bilatéraux et aux organisations multilatérales de définir les modalités de la coordination conjointe de l'aide qu'ils apportent au Plan national de développement 2006-2010 et, plus particulièrement, au « secteur » du VIH et du SIDA.

L'**Éthiopie** dispose à la fois d'un groupe de donateurs pour l'éducation et d'un Forum national des partenaires, qui favorise les partenariats entre le gouvernement, les donateurs et les organismes des Nations Unies sur la question du VIH et du SIDA.

Il est parfois difficile de réunir le secteur de l'éducation et celui du VIH et du SIDA, ainsi que leurs mécanismes de coordination respectifs. Pour constituer des partenariats stratégiques afin de renforcer la réponse du secteur de l'éducation au SIDA, l'une des solutions consiste à mettre en place un groupe de travail sur l'éducation et le VIH & SIDA qui travaille en étroite collaboration avec l'organisme national chargé de coordonner la réponse au SIDA.

La plupart des partenariats ayant pour objectif de renforcer la coordination au niveau national, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou dans celui du VIH et du SIDA, se caractérisent par les éléments suivants :

- Une déclaration d'intention claire.
- Un mémorandum d'accord répartissant les tâches et les responsabilités.
- Des principes qui définissent les modalités de communication et de coopération entre les partenaires.
- Un chef de file qui assure la coordination entre toutes les parties prenantes.
- Un forum permettant des consultations régulières.

L'ETII sur l'éducation a récemment commandé une série d'études de cas (ETII sur l'éducation, 2008a) dans le but d'évaluer la qualité et l'efficacité de la collaboration entre partenaires dans quatre pays – Jamaïque, Kenya, Thaïlande et Zambie – où des efforts considérables sont

Au **Cambodge**, le groupe de travail sur l'éducation et le VIH & SIDA mis en place au sein du Ministère de l'éducation est présidé par le Secrétaire d'État à l'éducation ou par le Vice-Ministre. Il regroupe les chefs de département et le personnel technique.

En **Indonésie**, un groupe semblable, placé sous l'égide de l'autorité nationale de lutte contre le SIDA, réunit l'ensemble des ministères pertinents du secteur de l'éducation.

déployés à l'appui de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Les études de cas avaient pour objectif de déterminer la façon dont les partenaires extérieurs coordonnent leurs efforts dans le pays ; de repérer les doublons et les lacunes de la réponse nationale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA ; et de formuler des recommandations pour une meilleure coordination.

Les résultats montrent qu'en dépit d'une nette amélioration de la coordination entre les partenaires du développement et les ministères de l'éducation grâce aux plans sectoriels d'éducation et par l'intermédiaire de mécanismes tels que les approches sectorielles, certains des principaux donateurs ne participent pas aux tentatives d'harmonisation et d'alignement. Les mécanismes visant à promouvoir la coordination entre l'ensemble des partenaires, la collaboration entre les secteurs et les

partenariats entre le gouvernement et les organisations de la société civile dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA sont généralement faibles ou inexistantes.

L'ONUSIDA a d'autre part élaboré l'Outil d'harmonisation et d'alignement au niveau du pays (CHAT) afin d'aider les autorités nationales de lutte contre le SIDA à évaluer la participation de tous les partenaires du développement

à la réponse nationale ainsi que le degré d'harmonisation et d'alignement entre ces partenaires. Les études expérimentales fondées sur le CHAT au Botswana, au Brésil, en République démocratique du Congo, en Indonésie, au Nigéria, en Somalie et en Zambie indiquent que le respect des engagements en matière d'harmonisation et d'alignement reste limité.

2.5 Les partenariats entre organismes des Nations Unies

Les organismes des Nations Unies travaillent de plus en plus dans le cadre de partenariats au niveau des pays. Divers mécanismes visent à promouvoir les partenariats entre ces organismes :

- Les Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH et le SIDA, qui rassemblent des représentants nationaux des coparrainants de l'ONUSIDA et d'autres organismes des Nations Unies dans le but de planifier la réponse coordonnée des Nations Unies.
- La division du travail au sein de l'ONUSIDA : dans chacun des 17 domaines techniques qui ont été définis, un organisme des Nations Unies fait office de chef de file et les autres organismes, de partenaires principaux (voir tableau 1, page suivante), en fonction de leurs domaines de compétences respectifs et de leur avantage comparatif.
- Les équipes conjointes des Nations Unies sur le SIDA et les programmes conjoints de lutte contre le SIDA, qui regroupent les coparrainants de l'ONUSIDA afin de coordonner le soutien apporté par les organismes des Nations Unies à la réponse nationale au VIH et au SIDA, conformément au principe de division du travail. Les équipes conjointes commencent à élaborer des programmes conjoints de lutte contre le SIDA, qui trouvent une traduction dans le plan et le budget commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA dans les contextes où existe un Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF). *
- La réforme des Nations Unies régie par le principe « Unis dans l'action » – un plan unique, un programme unique, un cadre budgétaire unique – appliquée à titre expérimental dans huit pays.

La mise en place des équipes conjointes des Nations Unies sur le SIDA et des programmes conjoints de lutte contre le SIDA a beaucoup progressé. Selon le Secrétariat de l'ONUSIDA, des équipes conjointes ont été établies dans 83 pays et des programmes conjoints ont été élaborés dans 47 pays.

Au **Viet Nam**, l'équipe conjointe des Nations Unies sur le SIDA se compose des directeurs d'agence de onze organisations des Nations Unies. Une équipe conjointe sur le SIDA, constituée du personnel technique de ces onze organismes, a été mise en place. À l'appui de la réponse nationale au VIH et au SIDA, et conformément au Plan national de développement socioéconomique 2006-2010, les Nations Unies concentreront leurs efforts sur quatre domaines stratégiques, dont un programme global sur les jeunes et le VIH, qui donne une grande importance à l'intégration du VIH et du SIDA au programme d'enseignement secondaire. L'élaboration de cette composante du programme conjoint a impliqué la collaboration des membres du groupe des Nations Unies pour l'éducation, qui comprend notamment l'UNESCO, l'UNICEF, le UNFPA et l'OMS.

L'**Inde** a mis en place une équipe conjointe sur le SIDA en janvier 2006. Placée sous la présidence du coordinateur de l'ONUSIDA dans le pays, l'équipe se compose du personnel technique des dix coparrainants de l'ONUSIDA qui

interviennent en Inde. Un mécanisme commun de collecte de fonds, coordonné par l'ONUSIDA, a été adopté pour l'ensemble de l'équipe.

Au **Nigéria**, les organismes des Nations Unies ont convenu d'un nouveau rôle et d'un nouveau mandat pour le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA et pour l'équipe conjointe sur le SIDA, ainsi que d'un cadre relatif à la responsabilité et à l'établissement des rapports. Les membres des équipes conjointes ont été identifiés en accord avec leur chef d'agence. Les groupes de travail techniques ont été modifiés afin de former quatre groupes conformément aux engagements sur l'accès universel.

Les organismes des Nations Unies en **Russie** ont établi un groupe thématique des Nations Unies sur le SIDA. Grâce aux efforts conjoints qui ont été déployés, des fonds ont été obtenus auprès de plusieurs donateurs afin de renforcer les trois principes et de promouvoir la prévention du VIH parmi les jeunes.

Il ressort d'une récente évaluation indépendante que les équipes conjointes peuvent favoriser le dialogue et la coopération entre les organismes des Nations Unies, mettre en place un forum permettant de planifier et d'assurer le suivi des programmes conjoints de lutte contre le SIDA, mobiliser des ressources et donner à l'ONU la possibilité de s'exprimer d'une seule voix et d'être unie dans l'action sur le VIH et le SIDA (Atawell et Dickinson, 2007). Cette étude révèle également que les difficultés auxquelles font face les partenariats interinstitutions au sein de l'ONU sont communes aux autres types de partenariats :

- Une surcharge de travail, y compris le temps consacré aux réunions et à la communication, très contraignante pour les organisations de taille modeste.
- Des vues divergentes sur le sens du partenariat, qui suscite des attentes variées.
- Des différences entre les organisations en ce qui concerne le cycle de planification ainsi que les procédures financières, opérationnelles et administratives.
- L'absence d'une définition claire des rôles et des responsabilités des différents partenaires.

En **Tanzanie**, le programme unique des Nations Unies, approuvé par le gouvernement et l'ONU et conforme aux stratégies nationales, repose sur six piliers, dont le VIH et le SIDA. L'équipe conjointe sur le SIDA a conçu un programme conjoint sur le SIDA qui a été lancé en janvier 2008. Les bailleurs de fonds sont sollicités pour alimenter un fonds unique des Nations Unies administré conjointement par l'ONU et par le gouvernement, et ce afin de soutenir la mobilisation, l'allocation et le décaissement de fonds supplémentaires destinés aux éléments sous-financés du programme unique des Nations Unies. L'ONUSIDA souscrit au Fonds unique des Nations Unies et a approuvé un accord conjoint de coopération.

- La nécessité de concilier les priorités des différents organismes et celles du partenariat.
- La gestion de la concurrence éventuelle et des chevauchements entre les mandats.

S'il est encore trop tôt pour évaluer les effets positifs des programmes conjoints de lutte contre le SIDA, une analyse qui fait la synthèse des études portant sur d'autres programmes conjoints des Nations Unies dans 14 pays entre 1997 et 2005 révèle que les programmes conjoints ont permis de favoriser la compréhension mutuelle entre les ministères, de contribuer à une programmation plus exhaustive, de réduire les doublons et de renforcer le partage des connaissances entre les organismes des Nations Unies.

Dans les pays où est appliquée à titre expérimental la réforme de l'ONU, les organismes travaillent en partenariat au sein des Nations Unies ainsi qu'avec les gouvernements afin d'intégrer le VIH et le SIDA aux programmes « Unis dans l'action », qui sont aussi l'occasion de mobiliser des ressources en faveur des domaines d'activités insuffisamment financés, comme l'illustrent les exemples suivants.

Au **Pakistan**, les mécanismes du programme unique des Nations Unies sont actuellement mis en place. Il s'agit notamment des groupes de travail thématiques responsables des cinq domaines du programme conjoint des Nations Unies. Le VIH et le SIDA relèvent du groupe de travail thématique sur la santé et la population. L'ONUSIDA s'était déjà orientée vers la planification conjointe des organismes des Nations Unies sur le VIH et le SIDA avant la réforme de l'ONU ; les plans relèveront désormais de la santé et de la population. Les plans relatifs aux cinq domaines ont été finalisés en 2008. Les organismes affecteront 80 % de leurs ressources aux programmes conjoints. Les Nations Unies envisagent également la création d'un fonds commun ou d'un Fonds OMD à l'appui de la mise en œuvre du programme unique des Nations Unies.

Les partenariats bilatéraux entre les organismes des Nations Unies peuvent également renforcer certains aspects de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA en tirant parti des compétences et de l'expérience de chacun des partenaires. Par exemple :

- L'UNESCO et l'OMS travaillent en étroite collaboration dans le domaine de l'éducation au traitement du VIH et du SIDA. Elles ont ainsi organisé conjointement des consultations techniques en novembre 2005 afin de réunir des professionnels spécialistes de l'éducation au traitement représentant des organismes publics, des ONG internationales et locales, des organismes des Nations Unies et des réseaux de personnes vivant avec le VIH. Ces consultations ont permis d'illustrer

l'importance des partenariats entre tous les secteurs pertinents, en particulier la santé et l'éducation, les organisations de la société civile, les communautés et les personnes vivant avec le VIH afin de renforcer l'éducation au traitement et l'état de préparation de la communauté.

- Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'OIT et l'UNESCO ont travaillé ensemble à l'adaptation du *Code de pratique de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail* (OIT, 2001) en vue de l'élaboration de politiques sur le VIH et le SIDA applicables au lieu de travail dans le secteur de l'éducation en Afrique australe et dans les Caraïbes.

Domaines d'appui technique	Organisme responsable	Partenaires principaux
1. PLANIFICATION STRATÉGIQUE, GOUVERNANCE ET GESTION FINANCIÈRE		
VIH/SIDA, développement, gouvernance et rationalisation, y compris des instruments tels que les DSRP, et une législation habilitante, les droits de la personne et la sexospécificité	PNUD	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, OMS, Banque mondiale, UNFPA, HCR
Appui aux plans stratégiques nationaux dont les priorités ont été définies et les coûts évalués, gestion financière, ressources humaines, renforcement des capacités et amélioration des infrastructures, atténuation de l'impact et travail sectoriel	Banque mondiale	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, PNUD, UNESCO, UNICEF, OMS
Gestion des achats et de l'approvisionnement, formation y compris	UNICEF	PNUD, UNFPA, OMS, Banque mondiale
Programmes et politiques de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail, mobilisation du secteur privé	OIT	UNESCO, PNUD
2. DÉVELOPPEMENT DES INTERVENTIONS		
Prévention		
Prévention de la transmission du VIH dans les milieux sanitaires, sécurité transfusionnelle, conseil et test de dépistage, diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles, et mise en relation des services de prévention du VIH et des services de traitement du SIDA	OMS	UNICEF, UNFPA, OIT
Fourniture d'informations et enseignement, programmation en matière de préservatifs, prévention ciblant les jeunes déscolarisés et efforts de prévention ciblant les groupes vulnérables (sauf les consommateurs de drogues injectables, les détenus et les réfugiés)	UNFPA	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, ONUDC, OMS
Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)	UNICEF, OMS	UNFPA, PAM
Prévention destinée aux jeunes dans les établissements d'enseignement	UNESCO	OIT, UNFPA, UNICEF, OMS, PAM
Prévention de la transmission du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables et dans les prisons	ONUDC	PNUD, UNICEF, OMS, OIT
Politiques globales, suivi et coordination de la prévention	Secrétariat de l'ONUSIDA	Ensemble des coparrainants
Politique, contrôle et coordination d'ensemble en matière de prévention	Secrétariat d'ONUSIDA	Toutes les organisations coparrainantes
Traitement, soins et appui		
Traitement antirétroviral et suivi, prophylaxie et traitement des infections opportunistes (adultes et enfants)	OMS	UNICEF
Soins et appui pour les personnes vivant avec le VIH, les orphelins et les enfants vulnérables, et aux foyers affectés	UNICEF	PAM, OMS, OIT
Appui alimentaire/nutritionnel	PAM	UNESCO, UNICEF, OMS
Lutte contre le VIH dans les situations d'urgence, de reconstruction et de présence massive de forces de sécurité		
Renforcement de la réponse au SIDA dans les milieux des forces de sécurité, dans les services en uniforme et en cas de crise humanitaire	Secrétariat de l'ONUSIDA	HCR, UNICEF, PAM, OMS, UNFPA
Lutte contre le VIH parmi les populations déplacées (réfugiés et personnes déplacées dans leur propre pays)	HCR	UNESCO, UNFPA, UNICEF, PAM, OMS, PNUD
3. SUIVI ET ÉVALUATION, INFORMATIONS STRATÉGIQUES, PARTAGE DES CONNAISSANCES ET RESPONSABILISATION		
Informations stratégiques, partage des connaissances, et responsabilisation, coordination des efforts nationaux, constitution de partenariats, sensibilisation, suivi et évaluation, y compris estimation de la prévalence nationale et projection de l'impact démographique	Secrétariat de l'ONUSIDA	OIT, PNUD, UNESCO, UNFPA, HCR, UNICEF, ONUDC, PAM, OMS, Banque mondiale
Mise en place et mise en œuvre d'une surveillance du VIH, par le biais d'enquêtes sentinelles/de population	OMS	Secrétariat de l'ONUSIDA

Voir : ONUSIDA, 2005. *Mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches en matière d'appui technique, synthèse et bien-fondé.*

2.6 Les partenariats entre les ministères sectoriels

Les politiques et les plans de lutte contre le VIH et le SIDA du secteur de l'éducation posent les fondements d'une réponse sectorielle globale et, en particulier, de la coordination avec les autres ministères sectoriels. Grâce à une bonne coopération entre les ministères de l'éducation et de la santé, les matériels de formation et d'enseignement peuvent être mis à jour sur le plan technique et les éducateurs, comme les apprenants, peuvent avoir accès aux services de prise en charge du VIH et du SIDA.

Les ministères de l'éducation doivent également forger des partenariats avec d'autres ministères sectoriels pour que les éducateurs et les apprenants aient accès à l'éducation sur le VIH et le SIDA et aux services de prise en charge. Ainsi, et bien que le ministère de l'éducation soit au bout du compte responsable du bien-être des éducateurs et des apprenants à l'école, une réponse globale exige la participation du ministère de la protection sociale en matière de prise en charge et de soutien et du ministère de l'emploi en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des politiques applicables au lieu de travail.

En **République démocratique du Congo**, le Ministère de l'éducation et celui de la santé travaillent en partenariat avec le PNUD et le secteur privé pour conseiller les enseignants et les étudiants et leur proposer des tests volontaires et des traitements gratuits.

Au **Brésil**, l'UNESCO et l'UNICEF ont travaillé en partenariat avec les ministères fédéraux de la santé et de l'éducation ainsi qu'avec les secrétariats d'État à la santé et à l'éducation pour remédier au manque de cohérence dans l'éducation préventive relative au VIH et à l'intégration insuffisante entre santé et éducation, et pour faire en sorte que l'éducation préventive relative au VIH soit dispensée dans toutes les écoles publiques. Le Groupe de gestion fédéral qui a été constitué réunit des représentants du Ministère de la santé, du Ministère de l'éducation, de l'UNESCO et de l'UNICEF. Les responsables de l'éducation au niveau des États et des municipalités ont été sensibilisés et incités à mettre en place des Groupes de gestion à leur échelon. La mise en œuvre par les secrétariats d'État à la santé et à l'éducation tient compte des besoins locaux. La participation des enseignants, des étudiants et des parents est encouragée.

Cette réussite est en partie due à la participation des secteurs de la santé et de l'éducation, et plus particulièrement à la mobilisation du secteur de l'éducation. Jusqu'alors, seuls les coordinateurs SIDA des secrétariats à la santé à l'échelle des États et des municipalités préconisaient de dispenser aux jeunes une éducation préventive relative au VIH. L'UNESCO et l'UNICEF ont largement contribué à faciliter la collaboration entre ces deux ministères. Selon une évaluation réalisée par l'UNESCO, dans les écoles participant au programme, quelle que soit leur discipline, tous les enseignants dispensent une éducation préventive au VIH. À l'inverse, dans les écoles qui ne participent

Les partenariats stratégiques avec d'autres secteurs doivent être encouragés et soutenus par tous les acteurs du secteur de l'éducation, comme les syndicats d'enseignants, les instituts de formation, les autorités chargées de l'éducation nationale au niveau du district et les structures de gestion des établissements scolaires.

Rares sont les exemples documentés de partenariats entre les ministères de différents secteurs mis en place dans le but de renforcer la réponse du secteur éducatif au VIH et au SIDA. Selon *l'Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA 2004* (ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2005), la quasi-totalité des ministères de l'éducation ont tenté d'identifier des partenaires susceptibles de participer à la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Ainsi, 99 % d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient essayé d'impliquer des organismes publics ou d'autres ministères, en général les commissions nationales de lutte contre le SIDA et les ministères de la santé. Or, selon une autre étude portant sur la réponse du secteur de l'édu-

pas au programme, cette tâche est confiée aux seuls professeurs de sciences. L'étude révèle également que, dès lors qu'une explication leur est fournie, les parents adhèrent au programme. L'une des difficultés a consisté à institutionnaliser l'éducation préventive à l'école dans un pays où ce sont les États qui fixent eux-mêmes leurs priorités. Il a également été difficile de faire en sorte que l'éducation préventive aborde la question du VIH et des drogues de manière appropriée.

Au **Kenya**, le projet de santé reproductive des adolescents, qui a testé des approches novatrices de la santé reproductive des adolescents et de la prévention du VIH dans deux districts, repose sur un partenariat entre des organismes internationaux, des ministères, des communautés et des jeunes. PATH (Program for Appropriate Technologies in Health) et Population Council ont travaillé en collaboration avec le Ministère de l'éducation, des sciences et technologies, le Ministère de la santé et le Ministère de l'égalité entre les sexes, des sports, de la culture et des services sociaux (MGSCSS) afin de concevoir un programme destiné aux écoles primaires et secondaires ; de donner une formation aux enseignants chargés de l'orientation et des conseils ainsi qu'aux étudiants pairs-éducateurs dans les écoles ; de former les professionnels de santé pour qu'ils proposent des services adaptés aux jeunes ; et de donner une formation aux conseillers d'aide au développement social du Ministère pour qu'ils travaillent avec les dirigeants communautaires et religieux et les jeunes pairs-éducateurs hors milieu scolaire afin de susciter un débat et de stimuler le soutien au sein des communautés.

Le **Nigeria** a pris des mesures pour mettre en place des partenariats entre le secteur éducatif et d'autres ministères, ainsi qu'avec la société civile et le secteur privé, afin d'accroître

cation au VIH et au SIDA réalisée dans 18 pays, l'insuffisance des consultations et de la coordination entre les ministères de l'éducation et les autres ministères sectoriels nuit considérablement à l'efficacité de l'élaboration des politiques et de la programmation au sein du secteur éducatif (Boyer et Jellema, 2005).

Les partenariats contribuent en outre de façon capitale à la mobilisation des ressources pour le secteur de l'éducation. Les ministères de l'éducation doivent contribuer activement aux conseils nationaux pour le SIDA pour s'assurer que l'éducation soit prise en considération dans les plans nationaux de lutte contre le SIDA ainsi que dans les Mécanismes de coordination nationale, qui déterminent l'accès aux aides du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Il est particulièrement important de travailler en partenariat avec le Ministère de la santé dans les pays où le secteur de la santé est le principal bénéficiaire de l'aide allouée à la lutte contre le VIH et le SIDA.



© ONUSIDA/P. Viro

l'efficacité de l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école. Au Nigéria, la réponse au SIDA a d'abord été conduite par le secteur de la santé. Les premiers programmes sur le VIH en milieu scolaire, essentiellement organisés par les ONG, étaient surtout axés sur l'intervention par les pairs en dehors des programmes d'enseignement. Le manque d'implication de la part des autorités locales responsables de l'éducation, des enseignants et des parents a contribué à alimenter l'opposition à l'introduction de l'éducation sur le VIH à l'école. Le développement de l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école a été l'aboutissement du renforcement des partenariats. Le partenariat Expanded Life Planning Education Partnership dans l'État d'Oyo en est l'un des premiers exemples. Soutenu par le Ministère britannique du développement international (DFID), il associait le Ministère de la santé et celui de l'éducation, la Commission des services éducatifs, l'Association pour la santé familiale et reproductive ainsi que des organisations de la société civile et des organisations confessionnelles (Idogho, 2007). Ce projet a par la suite servi de modèle de partenariat entre les ministères et entre le gouvernement et la société civile. Parmi les interventions menées dans le cadre de ces projets, citons notamment : la sensibilisation des institutions religieuses et traditionnelles, le renforcement des capacités des services éducatifs et les activités visant à promouvoir la participation et le soutien des communautés.

Le renforcement des partenariats entre le gouvernement et la société civile ont notamment permis d'adopter le Cadre stratégique national pour la mise en œuvre des programmes sur la santé reproductive des adolescents. L'action de sensibilisation menée par les coalitions de la société civile sur le VIH, le SIDA et l'EPT en faveur de l'intégration de l'éducation à la sexualité aux programmes scolaires, de même que les partenariats entre

la société civile et le gouvernement, ont abouti à l'adoption de la politique et du curriculum nationaux relatifs à la vie familiale et à l'éducation sur le VIH. L'application de ce programme à l'école a nécessité la mise en place de nouveaux partenariats – il a notamment fallu associer les organisations confessionnelles afin de vaincre l'opposition à une éducation globale sur le VIH et le SIDA à l'école. Il a également été nécessaire d'obtenir le soutien du DFID au projet Capacity for Universal Basic Education, qui a été mis en œuvre par le British Council et ActionAid Nigeria, afin de produire des manuels scolaires en partenariat avec le Ministère de l'éducation.

Défis et enseignements :

- La nécessité de gérer les relations entre des ONG spécialistes de l'éducation et des ONG spécialistes du VIH et du SIDA qui n'avaient encore jamais travaillé ensemble.
- L'importance du travail en partenariat entre ces deux groupes d'ONG, qui s'est révélé plus efficace que le travail mené indépendamment des autres ONG. Les ONG associées à la réponse au VIH et au SIDA ne comprenaient pas le secteur éducatif, elles ne savaient pas comment gérer les « sentinelles de l'éducation ». De leur côté, les ONG de l'éducation n'avaient pas de connaissances techniques suffisantes sur le VIH et le SIDA.
- La nécessité de renforcer les compétences du secteur public pour l'aider à travailler avec la société civile et de reconnaître, de façon générale, le gouvernement travaille à un rythme plus lent que la société civile.
- La nécessité d'obtenir un consensus au sein de la société civile sur les objectifs et le contenu de l'éducation sur le VIH avant toute participation à des partenariats élargis.

2.7 Les partenariats au sein du secteur de l'éducation

Les structures de coordination relatives au VIH et au SIDA au sein des ministères de l'éducation revêtent une importance capitale. *L'Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA 2004* (ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2005), montre que 72 % des ministères ayant participé à l'enquête disposaient de structures de gestion ou de comités chargés de diriger, de guider et d'évaluer la réponse du secteur. Même s'il apparaît que ces structures sont généralement faibles ou surchargées de travail, le fait qu'elles aient été mises en place est un indicateur important.

L'UNESCO attache une grande importance à la constitution de partenariats entre les ministères de l'éducation et les autres acteurs du secteur de l'éducation, comme les commissions de la fonction enseignante, les syndicats d'enseignants et les associations professionnelles, les instituts de formation des enseignants, les autorités scolaires et les chefs d'établissement. De tels partenariats peuvent inciter les responsables politiques à s'engager à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des plans sur le VIH et le SIDA, par exemple en intégrant l'éducation sur le VIH et le SIDA aux programmes d'enseignement scolaire.



© 2005 Jane Brown/CCP, avec l'aimable autorisation de Photoshare

En **Guyana**, le syndicat d'enseignants (GTU) entend former au moins un enseignant par établissement pour qu'il fasse office de point focal pour le VIH et le SIDA. En l'espace d'un an, le GTU a ainsi formé 600 enseignants, couvrant ainsi près de 70 % des écoles du pays. Le GTU a travaillé en collaboration avec le gouvernement pour veiller à ce que l'éducation sur le VIH et le SIDA soit pleinement intégrée au programme scolaire et que les écoles consacrent suffisamment de temps à cette question.

Au **Kenya**, la politique du secteur de l'éducation sur le VIH et le SIDA de 2005 a été élaborée par le Ministère de l'éducation en partenariat avec le Ministère de l'intérieur, l'Union nationale kényenne des enseignants et la Commission des services aux enseignants. L'élaboration et la publication de cette politique ont été financées par l'UNESCO, avec le soutien de l'ONUSIDA.

En **Inde**, la Coalition nationale pour l'éducation a constaté que des efforts considérables avaient été déployés afin d'élaborer des programmes scolaires et des modules de formation sur le VIH en étroite collaboration avec les instances responsables de la santé et de l'éducation au niveau national. Cependant, dans les États, la mise en œuvre et l'utilisation des matériels à l'école sont tributaires de la priorité donnée au VIH et au SIDA par les organismes responsables de l'éducation au niveau des États. Dans la pratique, seule une minorité d'États – Andhra Pradesh, Karnataka, Maharashtra et Tamil Nadu, plus touchés par l'épidémie – ont décidé d'utiliser les matériels. En revanche, le **Ghana**, où des points focaux ont été mis en place, a mieux réussi à mettre en œuvre les politiques relatives au VIH et au SIDA élaborées au niveau central par le Ministère de l'éducation.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, le projet Kipus a constitué, grâce au soutien du Bureau de l'UNESCO à Santiago, un réseau composé de 16 établissements de formation des enseignants afin de renforcer l'intégration de l'éducation sur le VIH et le SIDA au programme de formation des enseignants. Le projet a commencé par analyser le contenu des programmes des instituts de formation. Des contenus ont été ajoutés au programme et les instituts ont été encouragés à entreprendre des recherches sur les programmes et les méthodes efficaces en partenariat avec des écoles.

L'initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA), conduite par l'UNESCO, a pour objectif d'accroître le nombre et la qualité des enseignants en Afrique subsaharienne. TTISSA travaille en partenariat avec les ministères de l'éducation pour améliorer le statut et les conditions de travail des enseignants, améliorer la gestion du corps enseignant, élaborer des politiques appropriées et promouvoir la formation professionnelle. L'UNESCO et les ministères de l'éducation travaillent également en collaboration avec plusieurs organisations régionales, telles que l'Union africaine, l'ADEA, la Banque africaine de développement, les communautés économiques régionales, le Secrétariat du Commonwealth, le Commonwealth of Learning et un certain nombre de donateurs multilatéraux et bilatéraux.

Les partenariats au sein même des ministères de l'éducation, par exemple entre les différents départements chargés du recrutement, de l'affectation et de la formation des enseignants, de la conception des programmes ou encore de la production de matériels d'enseignement et d'apprentissage, sont indispensables pour que puisse être formulée une réponse du secteur de l'éducation globale et coordonnée. Il est tout aussi nécessaire de constituer des partenariats aux différents échelons du secteur éducatif – national, district, local – pour que les politiques et les plans soient mis en application.

Les partenariats entre les ministères de l'éducation et les établissements éducatifs, y compris les instituts de recherche et de formation et les éditeurs de livres scolaires, peuvent contribuer à l'élaboration de matériels de formation et d'apprentissage pertinents sur le VIH et le SIDA et faire en sorte que les politiques et les programmes s'appuient sur des données fiables. Les partenariats entre les instituts d'enseignement, par exemple par l'intermédiaire des réseaux régionaux de recherche, jouent également un rôle important dans l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Dans certains pays, les institutions universitaires participent aux conseils nationaux pour le SIDA et à l'élaboration des politiques. Toutefois, peu d'éléments attestent d'une coopération entre les

universités et les organisations de personnes vivant avec le VIH ou de partenariats entre différentes facultés, la médecine et l'éducation par exemple (UNESCO, 2006).

Le dialogue entre le gouvernement et les syndicats d'enseignants est essentiel pour que les enseignants soient informés des plans et des politiques nationaux et qu'ils puissent y apporter leur soutien. Or, il ressort des ateliers organisés par l'IE que les dirigeants syndicaux et les enseignants ne sont généralement pas au courant des plans nationaux relatifs au VIH et au SIDA et qu'ils ne sont pas associés à l'élaboration des plans du ministère de l'éducation relatifs sur la réponse du secteur au VIH et au SIDA.

Il est également nécessaire que les ministères de l'éducation travaillent en collaboration avec les syndicats d'enseignants sur des questions telles que les politiques relatives au VIH et au SIDA applicables au lieu de travail, la formation continue, la révision des programmes et l'adoption de nouveaux matériels pédagogiques. L'expérience montre que la participation active des chefs d'établissement et des enseignants à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des interventions sur le VIH et le SIDA en milieu scolaire revêt une importance toute particulière.

En **Indonésie**, l'UNESCO travaille avec le Ministère de l'éducation, la Commission nationale de lutte contre le SIDA et les instituts de formation des enseignants afin de renforcer la formation des enseignants en matière de prévention du VIH. Il s'agit notamment de soutenir la révision du manuel de formation initiale des enseignants ainsi que l'élaboration de principes directeurs nationaux relatifs à la formation continue des enseignants. D'autres partenaires ont participé à ce projet, notamment l'ONUSIDA, l'UNICEF, l'OMS et des ONG internationales et locales. L'approche révisée sera appliquée à titre expérimental dans un échantillon d'instituts de formation initiale, avant d'être étendue à l'échelle nationale.

Au **Rwanda**, le Ministère de l'éducation associe les formateurs régionaux des syndicats au programme de formation à l'éducation sur le VIH et le SIDA. Il accorde en outre des congés de formation à tous les enseignants pour leur permettre de suivre des séminaires organisés par les syndicats. Au Lesotho, le Ministère de l'éducation coopère avec l'association des enseignants en vue de la publication d'un manuel pratique sur le VIH et le SIDA à l'usage des enseignants.

Les partenariats entre les éducateurs, par l'intermédiaire des réseaux d'écoles et d'enseignants ou des syndicats d'enseignants, peuvent favoriser le partage des expériences et contribuer à améliorer la qualité de l'éducation sur le VIH et le SIDA. La Conférence régionale africaine de l'Internationale de l'éducation, consacrée au VIH et au SIDA, a donné aux représentants des syndicats d'enseignants de 47 pays l'occasion de mettre en commun leurs expériences en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA.

Les partenariats entre les réseaux d'enseignants, les syndicats et les organisations d'éducateurs vivant avec le VIH et le SIDA contribuent fortement à ce que les besoins des enseignants soient pris en considération. Ils mènent une action de sensibilisation et militent pour le traitement, la prise en charge et le soutien des enseignants touchés par l'épidémie (Internationale de l'éducation, 2007).

Les syndicats d'enseignants en **Namibie** et au **Kenya** mettent actuellement en œuvre des programmes de prévention du VIH. Le syndicat d'enseignants camerounais a produit et diffusé « HIV/AIDS: A wake up call » (VIH et SIDA : l'heure du réveil a sonné), qui décrit ce que les enseignants peuvent faire pour répondre au VIH et au SIDA (Simon, 2002). Dans divers pays comme le **Burundi**, le **Mali** et le **Soudan**, les

syndicats d'enseignants prennent activement part aux actions de prévention du VIH destinées aux enseignants et organisent des ateliers pour que les enseignants prennent conscience des risques liés au VIH auxquels ils sont eux-mêmes exposés. Le Conseil national du syndicat enseignant de Tanzanie, par exemple, consacre 1 % des cotisations versées par ses membres aux activités de formation sur le VIH et le SIDA.

2.8 Les partenariats avec la société civile

Les partenaires de la société civile comprennent les ONG, les organisations confessionnelles, les organisations communautaires, les associations professionnelles, les syndicats d'enseignants et les associations et comités de parents d'élèves. Pour être efficaces, les réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA doivent impérativement impliquer la société civile. Les organisations de la société civile peuvent notamment contribuer à renforcer l'engagement en faveur de l'éducation sur le VIH et le SIDA, à mieux faire comprendre le contexte social et culturel local et à impliquer et à mobiliser les communautés.

Toutefois, de façon générale, les ministères de l'éducation n'ont pas réussi à impliquer la société civile de façon systématique. Les partenariats entre les gouvernements et les ONG sont souvent informels et inéquitables, les ministères de l'éducation étant peu enclins à consulter les organisations de la société civile ou à les associer à l'élaboration des politiques. La collaboration entre les ministères de l'éducation et les ONG spécialistes du VIH et du SIDA ou de l'éducation reste limitée. Il semblerait que les ministères de l'éducation préfèrent engager des partenariats avec les grandes ONG internationales plutôt qu'avec les organisations nationales. La qualité et la portée des partenariats varient considérablement selon les pays. Souvent, la société civile entretient des relations plus fortes avec les départements de l'éducation à l'échelle des districts. Quelques exceptions méritent toutefois d'être notées : la participation des partenaires de la société civile à la formulation de la stratégie sur le VIH et le SIDA du

secteur de l'éducation et à la conception des programmes en Zambie, à la collecte d'informations au Soudan, et aux tests des matériels d'apprentissage au Ghana (Boler et Jellema, 2005 ; ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2005). Voir également les exemples ci-dessous.

Le manque d'information sur les organisations de la société civile et sur le travail qu'elles accomplissent dans les domaines du VIH et du SIDA et de l'éducation constitue souvent un obstacle. La collaboration insuffisante entre les ONG spécialistes de l'éducation et celles qui travaillent sur le VIH et le SIDA nuit également à la coordination de l'action et à l'efficacité des partenariats avec les pouvoirs publics.

Les enseignants et les écoles ont tout à gagner à travailler en partenariat avec les ONG et les organisations communautaires, qui sont souvent les principaux prestataires, à l'échelle locale, des services de prévention et de prise en charge du VIH et du SIDA. Les ONG et les organisations communautaires peuvent également contribuer à mieux sensibiliser les enseignants et à faire en sorte que l'éducation sur le VIH et le SIDA dispensée aux apprenants soit acceptable par les communautés. Les partenariats peuvent inciter ces organisations à coopérer entre elles et avec les autorités chargées de l'éducation. La coordination est indispensable pour que l'ensemble des partenaires chargés de l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école donnent aux enfants et aux jeunes des informations et des messages cohérents.



© 2006 Parmi Suchdev, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Au **Mali**, un solide partenariat unit le Ministère de l'éducation, l'UNICEF, Save the Children/US et Plan International. Ensemble, ces organisations élaborent les politiques sur la santé en milieu scolaire, elles renforcent l'éducation à la santé et conçoivent des outils destinés à la collecte des données et à l'analyse sur le VIH et le SIDA.

Au **Ghana**, le Ministère de l'éducation, des sciences et des sports, les partenaires du développement et les organisations de la société civile ont procédé ensemble à l'examen de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Leur analyse montre que plus de 120 ONG interviennent sur le VIH et le SIDA dans les écoles publiques. Le ministère, qui pour l'essentiel n'était pas au courant de ces activités, a depuis mis en place un secrétariat chargé du VIH et du SIDA afin de

renforcer les partenariats avec les ONG et d'harmoniser l'éducation préventive relative au VIH dans le secteur. Ces mesures, ainsi qu'une meilleure compréhension des activités menées par les différentes organisations, contribueront à l'avenir à une meilleure coordination de la réponse.

En **Zambie**, le Ministère de l'éducation travaille en étroite collaboration avec le programme de soins à domicile du diocèse catholique de Ndola ainsi qu'avec le programme Copperbelt d'éducation à la santé, afin de s'appuyer sur les compétences de ces ONG et de s'assurer que les interventions à l'école complètent les activités communautaires. En outre, le syndicat national des enseignants (ZNUT) travaille avec deux ONG, Family Health Trust et le

réseau des enseignants contre le SIDA, afin de renforcer l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école. Le ZNUT a également coopéré avec le gouvernement pour que le programme scolaire inclue la prévention au VIH et que les enseignants touchés par le VIH et le SIDA puissent continuer à travailler.



© ADEA 2006

En **Tanzanie**, l'ONG TENMET travaille avec des organisations spécialistes du VIH et du SIDA pour les encourager à axer leurs campagnes de sensibilisation et de prévention du VIH et du SIDA sur les enseignants.

Au **Ghana**, le projet sur le renforcement des partenariats sur le VIH et le SIDA dans l'éducation (Strengthening HIV/AIDS Partenariats in Education, SHAPE), a contribué à favoriser la coopération entre les écoles et les ONG pour mener des activités relatives au VIH et au SIDA en milieu scolaire. En collaboration avec neuf ONG, World Education dispense une éducation sur le VIH et le SIDA aux jeunes des écoles au moyen d'un programme d'éducation par les pairs. Les activités comprennent notamment des formations visant à renforcer les capacités des ONG, l'appui à la planification conjointe des activités des ONG et des coordinateurs de la santé à l'école ainsi que l'assistance financière et technique à la mise en œuvre.

Straight Talk (franc parler), initiative fondée sur des partenariats entre des écoles, des ONG, des organisations communautaires et des églises en **Ouganda** et dans **d'autres pays africains**, diffuse le bulletin d'informations *Straight Talk* dans les écoles et apporte son soutien à la mise en place de clubs *Straight Talk* dans les établissements scolaires. Les enseignements tirés indiquent que la réussite des partenariats dépend des facteurs suivants :

- Participation des responsables nationaux et locaux de l'éducation à la planification dès la phase initiale.
- Bonne communication et compréhension mutuelle entre les responsables de l'éducation, les autorités scolaires et les ONG.
- Niveau adéquat de formation et de soutien aux ONG pour leur permettre de mener des recherches et de définir des plans d'action pour les activités qu'elles mènent en milieu scolaire.
- Coordination efficace pour éviter que les diverses organisations ne diffusent des messages multiples et contradictoires.

La société civile constitue elle aussi un partenaire clé pour les organismes des Nations Unies qui travaillent sur l'éducation et le VIH & SIDA. Ainsi, l'UNESCO travaille en partenariat avec un large éventail d'organisations, dont des troupes de théâtre et des organisations de médias en Afrique de l'Ouest, des associations de jeunes au Brésil et des syndicats d'enseignants par l'intermédiaire d'Éducation pour tous/SIDA (EPT/SIDA).

Le kit conçu par le PNUD a pour but de renforcer les partenariats avec les organisations de la société civile. Il guide la constitution des partenariats et cite des exem-

ples de collaboration réussie entre le PNUD et la société civile (PNUD, 2006). Le kit énumère les nombreuses contributions de la société civile : plaidoyer, recherche, représentation, prestation de services et surveillance du respect des engagements pris par les gouvernements et les bailleurs de fonds. Le PNUD fait appel aux organisations de la société civile en tant que partenaires de l'exécution des programmes, de prestataires et de bénéficiaires des subventions, tout en soulignant qu'il est important d'évaluer les capacités des organisations de la société civile avant d'établir des accords de partenariat.

En 2006, l'UNESCO et ses partenaires du programme EPT/SIDA se sont concertés sur les moyens de renforcer le soutien apporté aux enseignants séropositifs en **Afrique de l'Est** et en **Afrique australe** (UNESCO et programme EPT/SIDA, 2007). Cette rencontre réunissait des ministères de l'éducation, des syndicats d'enseignants et des enseignants séropositifs du **Kenya**, de **Namibie**, d'**Ouganda**, de **Tanzanie**, de **Zambie** et du **Zimbabwe**, ainsi que des représentants d'organismes des Nations Unies, de l'EDC, de l'IE, de donateurs bilatéraux et de la société civile. La réunion avait notamment pour objectif de déterminer les capacités permettant d'établir durablement des réseaux d'enseignants séropositifs au sein des syndicats d'enseignants et de constituer des partenariats entre ces réseaux et d'autres acteurs aux niveaux régional et national, tout en resserrant les liens entre les initiatives existantes.

Les consultations ont mis en évidence le rôle central des syndicats et des réseaux d'enseignants séropositifs pour faire face aux problèmes rencontrés par les enseignants séropositifs sur leur lieu de travail, en particulier la stigmatisation et les discriminations. Compte tenu d'un taux de syndicalisation supérieur à 90 % dans la région, les syndicats d'enseignants sont les organisations les mieux placées pour promouvoir les intérêts et le bien-être des enseignants. Cependant, à l'exception du Democratic Teachers' Union en Afrique du Sud et du Teachers Association au Zimbabwe, rares sont les syndicats d'enseignants qui soutiennent activement les droits des enseignants séropositifs. De même, il n'existe officiellement que très peu de partenariats entre les syndicats et les groupes d'enseignants vivant avec le VIH, à l'exception notable de l'Ouganda, où a été mis en place un partenariat entre le syndicat national des enseignants et le Groupe des enseignants pour la lutte contre le SIDA. Une telle situation est imputable à l'insuffisance des ressources et des capacités du côté des syndicats et au manque de confiance entre les

syndicats et les organisations d'enseignants séropositifs, en particulier dans les contextes où l'engagement des syndicats à soutenir les enseignants séropositifs reste sans effets ou n'a pas permis l'intégration des syndicalistes séropositifs dans les structures et les processus décisionnels.

Les consultations ont abouti à la formulation d'un ensemble de recommandations concernant le soutien apporté par les syndicats aux enseignants séropositifs, en particulier :

- élaborer une politique syndicale afin de protéger les enseignants séropositifs de la stigmatisation et de la discrimination ; associer les personnes vivant avec le VIH aux activités syndicales liées au VIH à tous les niveaux ; traiter le problème de la confidentialité et de la divulgation du statut sérologique ; créer au sein du syndicat un espace sûr pour permettre aux personnes vivant avec le VIH de se rencontrer ; renforcer les capacités des personnes vivant avec le VIH ;
- constituer des partenariats avec des organisations de personnes vivant avec le VIH et sensibiliser le gouvernement et l'opinion publique aux droits et aux intérêts des enseignants vivant avec, ou affectés par, le VIH ;
- donner un caractère officiel aux relations entre les syndicats d'enseignants et les groupes d'enseignants séropositifs ;
- fournir une aide aux groupes de soutien des enseignants vivant avec le VIH ;
- associer les enseignants séropositifs aux programmes des syndicats relatifs au VIH et au SIDA ;
- faire office de médiateurs entre les ministères de l'éducation et les enseignants ;
- faire en sorte que les enseignants sachent où et comment accéder aux services ;
- veiller à ce que les droits des enseignants soient respectés et à ce que leurs besoins soient pris en considération.

2.9 Les partenariats avec les personnes vivant avec le VIH (PVVIH)

Le principe d'une participation accrue des personnes vivant avec le VIH et le SIDA à la réponse à l'épidémie est reconnu depuis 1994. Les partenariats avec les personnes vivant avec le VIH et les organisations de personnes vivant avec le VIH peuvent considérablement renforcer l'importance et l'impact de l'éducation sur le VIH et le SIDA. La participation des personnes vivant avec le VIH aux programmes sur le VIH en milieu scolaire permet ainsi de faire taire les idées erronées et de lutter contre

la stigmatisation et les discriminations, d'informer les étudiants sur la vie avec le VIH et sur les besoins des personnes vivant avec le VIH, de faire connaître les services et de faciliter l'orientation vers les services de conseil et les tests de dépistage du VIH, notamment, ainsi que vers les groupes de soutien. Les personnes vivant avec le VIH peuvent d'autre part jouer un rôle majeur dans l'aide psychosociale donnée aux enfants vivant avec, ou affectés par, le VIH et le SIDA.

En **Afrique du Sud**, l'information sur le traitement à l'école est un domaine de travail privilégié de la Campagne pour l'accès aux traitements (Treatment Action Campaign, TAC), organisation créée à l'initiative de personnes vivant avec le VIH. La TAC travaille avec les enseignants, les pairs-éducateurs et les étudiants séropositifs : elle forme les enseignants pour leur permettre d'offrir à leurs étudiants une éducation au traitement et les pairs-éducateurs pour leur donner des informations sur le traitement, et elle encourage les apprenants vivant avec le VIH à créer des comités d'action SIDA qui militent en faveur de politiques de soutien en milieu scolaire, de la prévention du VIH et de l'éducation au traitement.

En **Ouganda**, le Ministère de l'éducation travaille en partenariat avec des groupes de personnes vivant avec le VIH, comme Uganda Young Positives, et avec des ONG telles que AIDS Support Organization (TASO), qui donne une formation aux conseillers pédagogiques ; le Centre d'information sur le SIDA, qui intervient en faveur de l'information et des services en milieu scolaire ; et l'Association ougandaise des conseillers, qui soutient la formation des conseillers pédagogiques. Au **Mozambique**, grâce au soutien de l'UNICEF, un groupe de personnes vivant avec le VIH, Kindlimuka, met en œuvre des programmes d'apprentissage participatifs sur le VIH dans les écoles.

Les groupes d'enseignants séropositifs ne contribuent pas seulement à améliorer la qualité de la vie des enseignants vivant avec le VIH, ils luttent également contre la stigmatisation et les discriminations dans les écoles et les communautés, ce qui permet d'humaniser le VIH et de proposer des modèles de vie avec le VIH. Les consultations UNESCO-EPT/SIDA sur l'appui aux enseignants séropositifs évoquées ci-dessus ont mis en évidence le rôle capital des syndicats et des réseaux d'enseignants

séropositifs face aux problèmes rencontrés par les enseignants séropositifs sur leur lieu de travail. Les syndicats d'enseignants tels que l'Union démocratique des enseignants d'Afrique du Sud et l'Association des enseignants du Zimbabwe soutiennent activement les droits des enseignants séropositifs. En Ouganda, un partenariat a été officiellement établi entre le syndicat national des enseignants et le Groupe des enseignants pour la lutte contre le SIDA.

2.10 Les partenariats avec les communautés

Outre qu'elles constituent des ressources fondamentales, les communautés sont les partenaires indispensables des actions menées pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation (Castle, 2004). Les partenariats entre les autorités chargées de l'éducation et les communautés contribuent à mieux faire connaître les politiques relatives à la gratuité de l'éducation et aux droits de tous les enfants à l'éducation, renforçant ainsi l'engagement des parents en faveur de l'éducation. Les partenariats avec les communautés contribuent à garantir aux enfants touchés par le VIH et le SIDA les mêmes

droits à l'éducation que les autres enfants et à repérer les enfants non scolarisés.

La consultation technique organisée en mai 2007 par l'UNESCO en Afrique australe a mis en évidence le rôle important des partenariats entre écoles et communautés pour renforcer l'accès à la prévention, au traitement, à la prise en charge et au soutien. Il est en effet essentiel de susciter l'adhésion des parents et des communautés à la diffusion des informations et aux services destinés aux jeunes et de dissiper les craintes que de telles actions ne stimulent l'activité sexuelle des jeunes.

Une étude systématique portant sur l'efficacité des interventions communautaires axées sur la prévention du VIH auprès des jeunes dans les pays en développement a permis de procéder à l'évaluation de 22 projets, qui ont été regroupés par catégories : interventions ciblant les jeunes mises en œuvre par des organisations ou des centres existants ; interventions ciblant les jeunes indépendamment des organisations en place ; interventions ciblant l'ensemble des membres de la communauté mises en œuvre par les réseaux traditionnels ; interventions ciblant l'ensemble des

communautés mises en œuvre à l'occasion d'événements organisés dans la communauté. Les données recueillies indiquent dans l'ensemble que le premier type d'intervention produit des résultats positifs ; il n'a pas été possible de déterminer de façon concluante l'efficacité des trois autres types d'interventions. En conclusion, l'étude note que les interventions communautaires ciblant explicitement les jeunes et mises en œuvre par le biais de structures existantes peuvent être un moyen de renforcer les connaissances et les compétences (Maticka-Tyndale et Brouillard-Coyle, 2006).

En **Équateur**, un projet soutenu par le FNUAP s'est appuyé sur des méthodes participatives pour donner aux enfants des informations sur l'égalité entre les sexes, la sexualité et la santé reproductive. L'une des composantes clés de ce projet était une « école pour les parents », qui avait pour but d'aider les parents à mieux comprendre les problèmes tels que les changements physiologiques qui se produisent au cours de l'adolescence, la résolution des conflits et l'estime de soi.

En **Chine**, l'UNESCO travaille avec l'Association chinoise pour l'éducation des adultes pour aider les centres d'apprentissage communautaires à mener une action de sensibilisation sur le VIH et le SIDA dans le but de renforcer les réponses communautaires à l'épidémie. Les centres d'apprentissage évalueront la vulnérabilité au niveau communautaire et mettront en œuvre une planification participative. Ils adapteront, élaboreront et appliqueront à titre expérimental des méthodes et des matériels à l'appui des réponses communautaires.



© 2005 Eric Thompson, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Les projets sur l'éducation de base soutenus par la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) en **Guinée**, au **Mali** et au **Tchad** visent à renforcer les compétences sociales et citoyennes nécessaires à la responsabilisation, et ce au moyen de méthodes d'apprentissage actif centrées sur les apprenants eux-mêmes. Intégrés aux programmes nationaux du secteur de l'éducation, ces projets ont établi une étroite coopération entre les secteurs de l'éducation et de la santé et associent les communautés à la réponse locale au SIDA. La démarche suivie dans le cadre de ces projets consiste à améliorer les connaissances sur la sexualité et la prévention au VIH ; à favoriser une meilleure communication entre les parents et les enfants et entre les enseignants et les élèves ; à inciter les jeunes et les adultes à participer à leur environnement social et culturel ; et à encourager les initiatives communautaires de lutte contre le SIDA. L'information et l'implication des mères, traditionnellement responsables de l'éducation des filles, font l'objet d'une attention particulière. Il s'agit notamment de mettre en place des associations de mères et de proposer une formation et un soutien.

En **Guinée**, les filles en situation précaire bénéficient du soutien scolaire dispensé par des enseignantes sélectionnées et formées à cet effet. Les cours incluent les disciplines scolaires, des activités pratiques et l'éducation sexuelle. Ils associent les mères, ainsi encouragées à soutenir l'éducation de leurs filles. Les premiers résultats sont encourageants : les filles qui bénéficient de l'aide apportée dans le cadre du projet vont à l'école plus longtemps et obtiennent de meilleures notes ; le nombre de grossesses non désirées diminue chez les jeunes filles ; les parents et les enseignants parlent plus librement de sexualité ; et les responsables de l'éducation ont reconnu qu'ils avaient l'obligation de dispenser une éducation sur le VIH.

En 2002, le PNUD a lancé un projet avec le Ministère de l'éducation en **Angola** afin de renforcer le système éducatif face au VIH et au SIDA. Grands axes du projet : donner aux acteurs sociaux, en particulier aux enseignants, aux responsables communautaires, aux forces armées, à l'église et aux médias, une formation sur les droits de l'homme, la paix, l'égalité entre les sexes et le VIH et le SIDA ; établir et renforcer les réseaux communautaires pour favoriser le dialogue et offrir des services aux mères adolescentes, aux orphelins, aux enfants vulnérables et aux personnes vivant avec le VIH ; et renforcer les capacités en matière d'élaboration de matériels pédagogiques destinés aux écoles et aux médias adaptés au contexte culturel. Le système éducatif angolais était alors sur le point de réviser le programme scolaire, ce qui a permis, dans le cadre de ce projet, d'intégrer le VIH et le SIDA. Le projet a mis en place une équipe nationale de coordination et des unités décentralisées

installées au sein des délégations provinciales chargées de la santé. Ces unités, composées d'enseignants, de représentants d'organisations intervenant directement auprès des personnes vivant avec le VIH, de l'armée, des médias et de responsables communautaires et religieux, étaient chargées de l'identification des communautés et des acteurs sociaux et de la coordination et du suivi de la mise en œuvre. Cette approche décentralisée a favorisé la coordination, le renforcement des capacités et la participation des communautés. Les acteurs sociaux ont suivi une formation de deux semaines portant sur des informations à caractère général, sur l'utilisation des méthodes participatives et sur la planification des actions de prévention. D'autres activités de sensibilisation ont été menées à l'échelle des communautés, des écoles, des bases militaires, des institutions religieuses et des ONG.

Tout aussi importantes sont les interventions communautaires axées sur les normes sociales et culturelles dans le but de créer un environnement propice aux pratiques sexuelles à moindre risque. L'analyse des publications réalisée en 2006 par YouthNet et CARE (Information & Knowledge for Optimal Health (INFO) Project, 2006) montre que les interventions fondées sur une forte participation communautaire entraînent des changements positifs dans le contexte communautaire, une modification de la perception des jeunes par les adultes et une amélioration de la condition des jeunes. Le projet d'éducation sur le SIDA Mema kwa Vijana mis en œuvre dans les communautés rurales de Tanzanie a permis d'améliorer les connaissances et note l'utilisation des préservatifs chez les jeunes. L'une des clés de cette réussite a consisté à changer les normes et les croyances des communautés, en particulier chez les hommes adultes.

YouthNet relève toutefois que peu de projets de recherche permettent de déterminer avec précision si la participation des communautés entraîne une amélioration de la situation des jeunes face au VIH et qu'un certain nombre de questions restent sans réponse en ce qui concerne les méthodes d'élaboration et d'évaluation des interventions fondées sur la participation communautaire dans le but de renforcer la prévention du VIH chez les jeunes. Les partenariats entre les communautés et les écoles qui associent les communautés à la gestion des écoles peuvent aussi jouer un rôle important. Plusieurs mécanismes favorisent les partenariats entre les écoles et les communautés, en particulier les associations de parents d'élèves, les associations parents-enseignants, la participation des représentants de la communauté et des parents d'élèves à la gestion des écoles et aux comités sur le VIH et le SIDA, ou encore la participation de la communauté aux clubs sur la santé à l'école (Magome et Prew, 2004).

Au **Mexique**, la gestion décentralisée des écoles et la participation des parents à la gestion des écoles se sont traduites par une réduction du nombre d'abandons scolaires et de redoublements. La gestion axée sur les écoles associant les parents a permis de responsabiliser les chefs d'établissement et les enseignants face aux parents ; elle favorise la prise de décisions en fonction des besoins locaux, ce qui a abouti à une utilisation plus efficace des ressources disponibles ; elle a permis aux parents d'utiliser des ressources pour améliorer les infrastructures scolaires et acheter des matériels pédagogiques, ce qui a contribué à la mise en place de meilleurs environnements d'apprentissage ; elle a amélioré la communication entre les parents, les enseignants et les chefs d'établissement ; elle a incité les membres de la communauté à s'impliquer plus activement, en particulier en exprimant leurs attentes quant à l'éducation de leurs enfants (Gertler et al., 2006).

L'expérience montre qu'il est nécessaire de sensibiliser les chefs d'établissement et les enseignants au rôle et à la contribution des communautés et de renforcer les capacités des représentants des communautés pour leur permettre de participer de façon significative à la gestion de l'école. Comme l'attestent plusieurs exemples, ces initiatives peuvent être prises par les responsables de

l'éducation comme par les associations de parents. D'autre part, il est indispensable que l'ensemble des partenaires s'accordent sur les rôles et les responsabilités. Ainsi, l'ADEA révèle que la Fédération africaine des associations de parents a établi une Charte des parents, qui fixe le cadre des partenariats entre les associations de parents et les responsables de l'éducation.

Au **Malawi**, la formation des chefs d'établissement comporte un volet sur l'organisation de réunions de parents d'élèves sur le thème des jeunes face au VIH et au SIDA.

En **Tanzanie**, dans le cadre d'un programme pilote, les réunions parents-enseignants ont abordé des thèmes relatifs au VIH et au SIDA et les communautés locales ont été représentées dans les comités scolaires sur le VIH et le SIDA. La participation plus active des parents a renforcé les programmes relatifs au VIH et au SIDA en milieu scolaire et les parents ont manifesté un soutien accru envers les enseignants responsables de l'orientation et des conseils.

Au **Mali**, les membres des comités de gestion scolaire ou des associations de parents suivent une formation sur des questions relatives au VIH et au SIDA. Ils sont responsables, en coopération avec les comités locaux de lutte contre le SIDA, de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des programmes sur le VIH et le SIDA à l'école.

En **Afrique du Sud**, le Ministère de l'éducation a conçu trois guides pratiques : (1) « *What parents need to know* » (ce que les parents doivent savoir), recueil de conseils pratiques pour aider les parents à travailler avec les écoles dans le but de protéger leurs enfants ; (2) « *Develop an HIV/AIDS plan for your school* » (Élaborer un plan de lutte contre le VIH/SIDA dans votre école), à l'intention des structures de direction et des équipes de gestion des écoles ; (3) « *Manage HIV/AIDS in your district and province* » (Gérer le VIH/SIDA dans votre district et dans votre province), à l'usage des planificateurs de l'éducation. Dans le cadre d'un projet expérimental, les parents et les conseils d'administration de plus de 80 établissements scolaires ont suivi une formation sur l'utilisation de ces guides (Hartell et Maile, 2004).

Les liens entre l'école et la communauté peuvent être renforcés lorsque l'école sert de centre communautaire de ressources. Ces centres peuvent ainsi offrir aux adultes des possibilités d'alphabétisation et d'éducation, proposer à la communauté une éducation sur le VIH et le SIDA, former les prestataires de soins et faire office de centres de prise en charge et de soutien pour les familles et les enfants touchés par le VIH et le SIDA. Les partenariats entre les écoles et les communautés qui

participent aux activités telles que les jardins scolaires pour améliorer la nutrition ou aux formations destinées à renforcer les compétences génératrices de revenus, peuvent renforcer le soutien dont bénéficient les enfants touchés par le VIH et le SIDA. Les manifestations scolaires, telles que les journées du sport, le théâtre, la danse et les concerts peuvent aussi constituer des outils d'une grande efficacité pour impliquer la communauté et faire face au VIH et au SIDA.

En **Zambie**, le projet *Communities supporting Health, HIV/AIDS, Nutrition and Gender Education in Schools* (CHANGES) fournit aux communautés et aux organisations communautaires des subventions d'un montant modeste pour entreprendre des activités novatrices destinées à améliorer l'accès à l'éducation, soutenir les activités scolaires à l'appui de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition, et intégrer la sensibilisation au VIH et au SIDA et la prévention à l'épidémie aux activités menées à l'échelle de l'école et de la communauté à l'intention des filles et des autres enfants vulnérables. Géré par CARE International, dans le cadre du Programme plus vaste d'investissement dans le sous-secteur de l'éducation de base, le projet a organisé une formation sur la formulation de demandes de financement ainsi que des activités de renforcement des capacités pour permettre une bonne gestion financière des subventions. Le projet a également pris des mesures pour sensibiliser la communauté

aux problèmes de santé et au VIH et au SIDA et inciter les communautés à planifier leurs activités. Le théâtre a permis de susciter des débats sur les problèmes de santé et d'éducation au sein de la communauté. A l'échelle du district et de la communauté, le personnel chargé de la santé et de l'éducation a suivi une formation sur le travail avec les communautés et les écoles et, en collaboration avec les responsables communautaires, il a défini des stratégies participatives pour faire face aux problèmes identifiés par les communautés. Parmi les effets positifs, il convient de noter l'intérêt manifesté par les parents, les responsables communautaires et les autorités locales à l'égard des activités relatives à la santé et à la nutrition à l'école. Les ministères de la santé et de l'éducation au niveau de la province et du district ont ainsi demandé que le projet soit appliqué à plus grande échelle.

Les ministères de l'éducation et les écoles doivent également travailler en partenariat avec les communautés afin de lutter contre la stigmatisation et les discriminations à l'encontre des éducateurs et des apprenants séropositifs.

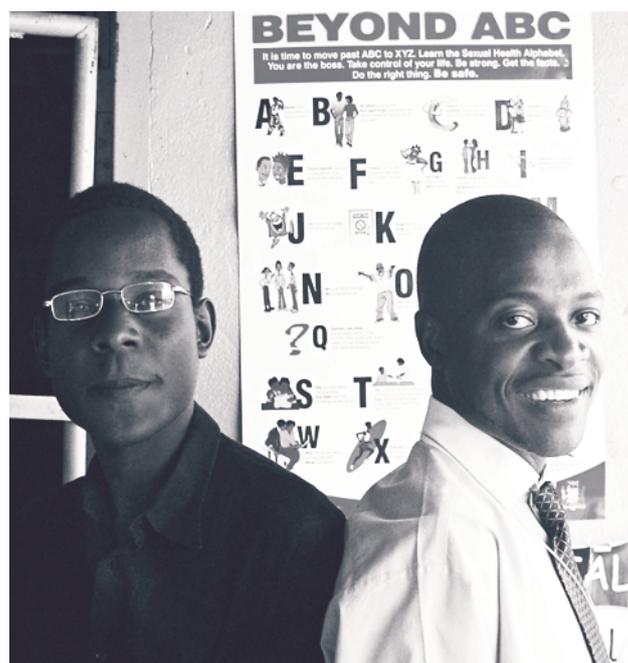
Ces partenariats sont d'autant plus efficaces que les chefs d'établissement, les organes directeurs des écoles et les responsables communautaires s'impliquent activement et qu'ils soutiennent les enseignants vivant avec le VIH.

2.11 Les partenariats avec les enfants et les jeunes

La participation active des enfants et des jeunes à la conception, à la planification et à la mise en œuvre des activités relatives au VIH et au SIDA dans les écoles revêt un caractère essentiel. Elle permet en effet que l'éducation sur le VIH s'appuie sur les réalités de la vie des enfants et qu'elle tienne compte de leurs connaissances, de leur expérience et de leurs préoccupations.

L'implication des enfants et des jeunes en tant que partenaires, notamment dans les programmes de sensibilisation et d'éducation, dans l'éducation par les pairs et dans les activités de conseil, contribue à accroître l'importance aux activités et permet aux enfants et aux jeunes de devenir les agents de l'action et du changement positifs. En outre, la possibilité donnée aux enfants et aux jeunes de s'exprimer envoie un signal fort qui peut avoir un impact extraordinaire sur la mobilisation des communautés (DFID, 2004).

Les partenariats associant les élèves de même que les partenariats entre les groupes et les associations de jeunes renforcent la confiance, l'estime de soi et les compétences. Les partenariats entre jeunes et adultes renforcent les capacités des jeunes tout en mobilisant les parents, les enseignants et les administrateurs des écoles.



© 2006 Cindy Waszak Geary, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Le Bureau de l'UNESCO à Montevideo soutient un programme intitulé « Aide-toi toi-même : brisons le silence, parlons du SIDA » qui intervient, au moyen de l'éducation par les pairs, auprès des jeunes gens particulièrement exposés au VIH dans les quartiers urbains défavorisés en **Argentine** et en **Uruguay**. Fondé sur un partenariat entre institutions universitaires, autorités municipales chargées de la santé et de l'éducation et organisations de la société civile, ce programme propose aux éducateurs, au personnel de santé et aux travailleurs communautaires des formations et un soutien coordonnés pour les aider à dispenser une éducation préventive et met en évidence les problèmes liés à l'environnement et au lieu de travail dans le secteur éducatif. Bien qu'il n'ait pas été facile d'établir de bonnes relations entre des partenaires issus de contextes très divers, l'assistance technique a permis de surmonter les difficultés découlant des divergences de conceptions et d'approches.

L'UNESCO soutient Entre Jóvenes (Entre jeunes), un réseau « virtuel » constitué en **Amérique latine** dans le but de favoriser les échanges d'informations entre les organisations de jeunes et de renforcer les capacités des organisations intervenant auprès jeunes, en particulier les pouvoirs publics et les ONG. Le réseau anime un site Web et des ateliers en ligne, il propose des modules de formation, des manuels, des matériels audiovisuels et une assistance technique sur les questions liées au VIH & SIDA et à la communication, afin d'aider les groupes à organiser eux-mêmes leurs activités. Également source d'informations actualisées, le réseau constitue un forum de dialogue et favorise l'échange des ressources et des expériences. Les évaluations montrent que le réseau est jugé particulièrement intéressant par les organisations éloignées des centres urbains car ce sont elles qui ont le moins facilement accès à l'information. Toutefois, l'une des principales difficultés relevées concerne l'instauration d'un dialogue et de relations dynamiques et durables entre les organisations. Pour surmonter ces difficultés, la communication électronique est complétée par des rencontres afin d'encourager les groupes à s'informer mutuellement de leurs activités.

Student Partnership Worldwide travaille en collaboration avec des écoles et des étudiants en **Tanzanie**. Cette ONG forme les 18-25 ans à l'utilisation des techniques participatives en classe et à l'extérieur de l'école, le but étant de donner aux étudiants une éducation sur la santé sexuelle et reproductive. Le suivi montre que les jeunes ayant reçu une formation de pairs-éducateurs peuvent exercer une influence positive sur leurs cadets et contribuer à la lutte contre la stigmatisation et le déni au sein de la communauté. L'éducation par les pairs a permis de renforcer les connaissances, d'aider les filles à s'affirmer davantage et à accepter d'aborder des sujets tels que l'égalité entre les sexes et la santé sexuelle et reproductive, tout en contribuant à la réduction du taux de grossesse parmi les adolescentes.

Le programme YAPS (Youth-Adult Partnership with Schools) – qui part du principe que la participation de tous les partenaires clés dès la phase initiale est essentielle à la réussite des programmes axés sur le changement des comportements – a été élaboré et mis en œuvre en collaboration avec dix écoles de la province de Chiang Mai en Thaïlande. L'approche YAPS s'appuie sur le recours à l'apprentissage participatif, à l'apprentissage ludique et aux stratégies d'acquisition des compétences chez les responsables des associations de jeunes. Les résultats montrent que cette approche a permis de préparer les jeunes à leur rôle de dirigeant en les incitant à entreprendre des activités de façon autonome et à diffuser des informations sur la prévention du VIH à l'école (Fongkaew et al., 2006).

Au **Mozambique**, le projet Kuhluvuka comporte un volet éducation par les pairs à l'école fondé sur un partenariat entre les pairs-éducateurs et les enseignants. Les enseignants ont suivi une formation visant au renforcement de l'éducation par les pairs au moyen de l'enseignement sur le VIH et le SIDA et de la réalisation, en collaboration avec les pairs-éducateurs, d'activités dans la classe. Le recrutement de filles pour animer l'éducation par les pairs a fait l'objet d'une grande attention. Il a également fallu s'assurer du soutien des parents à la participation des filles à l'éducation de leurs condisciples au VIH & SIDA et à la sexualité. Chaque école a été encouragée à établir un centre pour la prévention et la réponse au VIH et au SIDA. Composé d'enseignants et de pairs-éducateurs, ces centres sont chargés de planifier les activités et d'en assurer le suivi et la viabilité au-delà du calendrier fixé pour le projet. Des partenariats ont été mis en place avec les éducateurs communautaires et les établissements de santé pour soutenir et conseiller les pairs-éducateurs et répondre aux demandes de services suscitées par les activités d'éducation par les pairs.

Dans le cadre d'un projet mené dans la province de KwaZulu-Natal en **Afrique du Sud**, des élèves du primaire de 9 à 13 ans ont suivi une formation pour apprendre à parler du VIH et du SIDA à la radio. Ce projet s'appuyait sur un partenariat entre le Children's Institute de l'Université de Cape Town, le Zisize Educational Trust et l'école primaire Okhayeni à Ingwavuma. Les élèves ont pris part à des ateliers sur la radio et ont interviewé des adultes et d'autres enfants à propos du VIH et du SIDA et des effets de l'épidémie sur leur famille. En associant des interviews, l'histoire de leur famille et la description de leur propre existence et de leur environnement, les enfants ont produit des autobiographies diffusées à la radio en zoulou et en anglais. Le SIDA n'est pas toujours mentionné lorsque les enfants évoquent la mort de leurs parents ou de membres de leur famille mais les émissions de radio montrent les effets du SIDA sur leur existence, par exemple lorsque les enfants parlent de ce qui les rend tristes, des personnes qu'ils ont perdues et des funérailles auxquelles ils ont assisté.

Lorsqu'ils travaillent dans le cadre de partenariats internationaux et avec des organisations telles que l'ONUSIDA et le UNFPA, les jeunes participent de plus en plus aux campagnes en faveur d'interventions sur le VIH et le SIDA adaptées aux jeunes et sur les droits et les besoins des jeunes vivant avec le VIH, comme l'illustrent les exemples de la page suivante. Il n'est pas facile, toutefois, de

faire en sorte que les jeunes participent véritablement aux forums internationaux, aux instances décisionnelles nationales ou encore à la planification, à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes. L'expérience montre qu'il est indispensable de renforcer les capacités et les compétences des jeunes pour leur permettre de participer de façon significative.

Lorsqu'ils travaillent dans le cadre de partenariats internationaux et avec des organisations telles que l'ONUSIDA et le FNUAP, les jeunes participent de plus en plus aux campagnes en faveur d'interventions sur le VIH et le SIDA adaptées aux jeunes et sur les droits et les besoins des jeunes vivant avec le VIH, comme l'illustrent les exemples de la page suivante. Il n'est pas facile, toutefois, de faire en sorte que les jeunes participent véritablement aux forums internationaux, aux instances décisionnelles nationales ou encore à la planification, à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes. L'expérience montre qu'il est indispensable de renforcer les capacités et les compétences des jeunes pour leur permettre de participer de façon significative.

Soutenue par l'ONUSIDA et le UNFPA, la Coalition mondiale des jeunes sur le VIH/SIDA (GYCA) est une alliance dirigée par des jeunes qui regroupe plus de 3 500 jeunes leaders travaillant sur le VIH et le SIDA dans 150 pays. La Coalition a pour but de donner aux jeunes leaders des connaissances, des compétences, des ressources et des possibilités d'élargir la portée des interventions sur le VIH et le SIDA menées par des jeunes. Les activités privilégient le plaidoyer, et plus particulièrement la participation aux conférences internationales, le renforcement des capacités, la constitution de réseaux et la diffusion des

bonnes pratiques. La Coalition préconise une approche fondée sur les droits de l'homme, sur des informations complètes et précises et sur une éducation et des services adaptés aux jeunes. Elle accorde notamment une large place aux besoins des jeunes marginalisés.

YouthForce a été établie en 2002 lors de la Conférence internationale sur le SIDA de Barcelone afin de renforcer la participation des jeunes aux futures conférences internationales. YouthForce a eu un impact non négligeable lors des conférences suivantes, à Bangkok et Toronto, en obtenant que les questions relatives aux jeunes soient inscrites à l'ordre du jour, en faisant en sorte que les contributions des jeunes bénéficient d'une reconnaissance accrue et en favorisant les partenariats jeunes-adultes. Dans le cadre d'un partenariat avec, entre autres, GYCA, Advocates for Youth et le UNFPA, YouthForce planifie actuellement la participation des jeunes à la Conférence internationale sur le SIDA de Mexico, prévue pour 2008.

Youth Incentives, initiative hollandaise axée sur la santé et les droits des jeunes en matière de sexualité et de reproduction, s'attache à associer les jeunes à l'évaluation des besoins, à la prise de décisions et à la gestion des programmes et des services.

3. LES PARTENARIATS À L'APPUI DE L'EPT ET DE L'ACCÈS UNIVERSEL

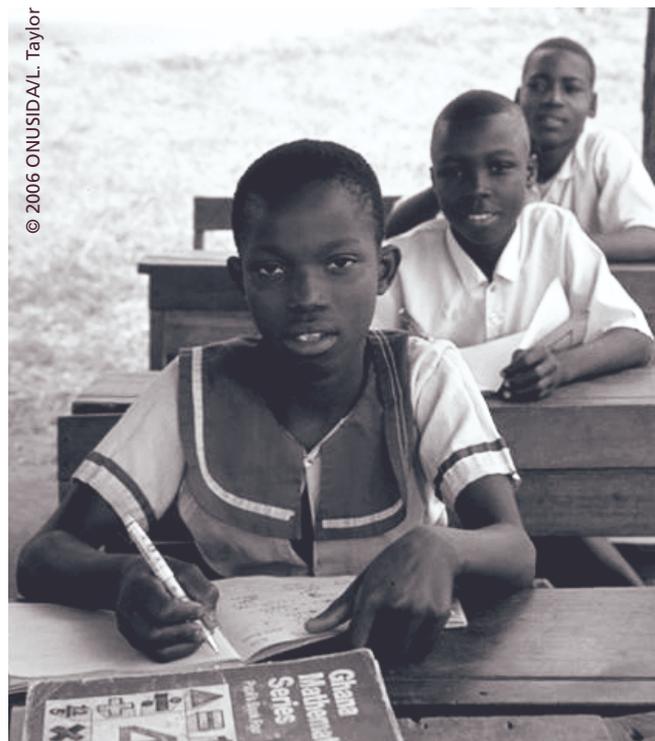
La présente section s'appuie sur des exemples divers pour montrer comment les partenariats mis en place dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA contribuent à la réalisation des objectifs de l'EPT et soutiennent l'action en faveur de l'accès universel aux programmes de prévention du VIH et du SIDA, au traitement, à la prise en charge et au soutien.

3.1 Améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation

L'amélioration de l'accès à l'éducation est un objectif capital en soi mais sa contribution à la réponse au VIH et au SIDA lui confère également une grande importance. L'éducation est indispensable pour permettre aux apprenants d'accéder à l'information relative au VIH et au SIDA. Il est ainsi bien établi que l'éducation peut réduire la vulnérabilité au VIH, en particulier dans le cas des filles.

ActionAid International a étudié les données relatives aux effets de l'éducation des filles sur le comportement sexuel et le VIH, l'impact éventuel de l'enseignement primaire et secondaire sur la vulnérabilité des filles face au VIH et les mécanismes possibles qui sous-tendent le rapport entre le VIH et l'éducation des filles (Hargreaves, J. et Boler, T., 2006). Les résultats de l'étude montrent que, bien qu'au début de l'épidémie les femmes ayant un niveau d'études plus élevé étaient davantage exposées au VIH que celles qui avaient fait moins d'études, l'épidémie a évolué et les rapports entre VIH et éducation se sont eux aussi modifiés. Les filles ayant un niveau d'études plus élevé ont leur premiers rapports sexuels plus tard et sont mieux à même de négocier avec leurs partenaires des pratiques sans risques et de réduire ainsi le risque d'infection par le VIH. Dans tous les pays examinés, les filles ayant terminé leurs études secondaires présentent un risque d'infection par le VIH plus faible et une plus forte probabilité d'utiliser les préservatifs que les filles ayant abandonné leurs études à la fin de l'enseignement primaire. L'éducation formelle peut avoir cinq types d'incidence sur la vulnérabilité au VIH :

- Elle permet aux filles de bénéficier d'une éducation sur le VIH et le SIDA.
- Elle a des effets psychosociaux bénéfiques sur les filles en renforçant l'image qu'elles ont d'elles-mêmes et leur capacité à agir.
- Elle débouche sur de meilleures perspectives économiques qui, à leur tour, entraînent un changement de mode de vie pouvant avoir un impact sur la vulnérabilité au VIH.
- Elle influe sur l'équilibre des pouvoirs dans les relations sexuelles.
- Elle a un impact sur les réseaux sociaux et sexuels des filles.



© 2006 ONUSIDA/L. Taylor

À l'échelle mondiale et nationale, les partenariats et coalitions contribuent fortement au plaidoyer en faveur de l'accès de tous les enfants à l'éducation. Ces partenariats militent pour la réforme des politiques qui ont une incidence sur l'accès à l'éducation, comme l'élimination des frais de scolarité, et pour l'adoption de lois qui protègent les droits à l'éducation de tous les enfants, en particulier des enfants issus des communautés marginalisées.

Au niveau mondial, la CME regroupe les grandes ONG et les principaux syndicats d'enseignants de plus de 150 pays afin de faire campagne pour une éducation de base gratuite et obligatoire pour tous. La CME milite également pour d'autres objectifs qui se rattachent à la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA,

comme l'éducation des filles et l'éducation de qualité. Ensemble, l'ETII sur l'éducation et l'ETII sur les enfants affectés par le VIH et le SIDA s'appuient sur le lobbying, la recherche, l'analyse de situations et la diffusion d'informations pour militer en faveur de leurs principaux objectifs communs, en particulier l'élimination des frais de scolarité, l'utilisation des écoles comme centres de prise en charge et de soutien et la qualité de l'éducation.

Les partenariats nationaux formés de gouvernements, d'organisations de la société civile et de communautés peuvent contribuer à l'action en faveur de l'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de l'éducation, comme l'illustrent les exemples suivants :

En **Indonésie**, un partenariat entre la Commission nationale sur le SIDA, des ministères nationaux (éducation, santé, droit et droits de l'homme), des coparrainants de l'ONUSIDA (ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, Banque mondiale), des donateurs bilatéraux (Norvège et Australie) et des ONG internationales et locales (Plan International, Save the Children/UK) s'efforce de garantir à tous les enfants une égalité d'accès et de droits à l'éducation.

Des fonds ont été mobilisés pour produire un recueil des conventions, des lois et des réglementations qui garantissent à tous les enfants le droit à une éducation de qualité, dans le cadre de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Il est prévu à l'avenir d'encourager l'utilisation de ce recueil dans les programmes de formation initiale et continue des enseignants.

L'amélioration de l'accès à l'éducation exige de repérer les enfants qui ne sont pas inscrits à l'école ou qui ont abandonné l'éducation formelle. La probabilité d'abandon scolaire chez les enfants touchés par le VIH et le SIDA est sans commune mesure avec celle des autres enfants. Il est nécessaire de mettre en place des systèmes de suivi

efficaces afin de repérer les enfants vulnérables et de les surveiller. Les partenariats entre les autorités chargées de l'éducation, les écoles et les communautés peuvent jouer un rôle majeur dans la collecte des données sur la fréquentation scolaire et l'identification des facteurs qui entravent l'accès des enfants à l'éducation.

Au **Népal**, un système communautaire d'information pour la gestion de l'éducation (C-EMIS), qui a collecté des données pour la planification et l'élaboration d'indicateurs centrés sur la communauté et l'enfant, a contribué à développer l'accès à l'éducation et à améliorer la qualité de l'éducation. Les communautés ont collecté des données à l'aide d'outils permettant de mesurer le caractère inclusif et les acquis scolaires et de détecter les lacunes du système de l'enseignement primaire, en particulier les écoles qui ne répondent pas aux besoins des enfants issus des communautés pauvres et marginalisées. Les données C-EMIS ont été collectées pour l'ensemble de la communauté pour éviter qu'elles ne tiennent compte que des problèmes touchant la population scolarisée. Les données ont été recueillies par des comités communautaires et transmises aux responsables de la communauté, comme les conseils d'administration des écoles ou les comités de développement des quartiers et des villages, qui les ont à leur tour transmises au responsable de l'éducation du district. La participation des communautés et des parents au projet C-EMIS a permis de renforcer la maîtrise locale de l'éducation et d'encourager les parents à participer à la gestion des écoles. Les plans de mise

en œuvre préparés par les conseils d'administration des écoles sont davantage centrés sur la communauté et accordent une importance accrue à la nécessité de motiver les enfants laissés-pour-compte de l'éducation et leurs parents afin d'obtenir l'aide de l'État (postes d'enseignants supplémentaires ou bourses, par exemple). Grâce à l'amélioration des plans et aux aides supplémentaires fournies par l'État aux écoles, on a constaté une progression de la scolarisation et de la fréquentation des filles et des enfants issus des minorités ethniques et des basses castes. En outre, les conseils d'administration des écoles ont fait état d'une amélioration des relations avec les communautés et avec les quartiers, villages et districts partenaires. Les familles défavorisées, mieux informées des possibilités qui s'offrent à elles, ont plus de chances de demander à bénéficier de l'accès à l'éducation, d'une éducation de qualité et de la responsabilisation en matière d'éducation. Les chefs d'établissement ont indiqué que les taux de rétention et de passage en classe supérieure s'étaient améliorés. Le Ministère de l'éducation a invité tous les districts à adopter la procédure C-EMIS et a approuvé un format national normalisé pour la collecte des données C-EMIS.

Les partenariats militent également en faveur de l'éducation des filles. Les partenariats mondiaux comprennent l'UNGEI, dirigé par l'UNICEF, qui a été décrit plus haut. La CME s'appuie en outre sur des coalitions régionales qui font campagne pour l'éducation des filles et travaillent

en étroite collaboration avec le Forum des éducatrices africaines (FAWE), réseau disposant d'une trentaine de sections nationales en Afrique qui s'efforce de donner aux filles la possibilité d'accéder à l'éducation et de terminer leurs études.

Au **Bangladesh**, le gouvernement et les ONG travaillent en partenariat dans les contextes de l'éducation non formelle et du secteur de l'éducation publique. Ce partenariat a permis aux ONG de préconiser certaines mesures pour améliorer l'accès des filles à l'éducation, par exemple, le recrutement d'un nombre supplémentaire d'enseignantes, l'amélioration des installations utilisées par les filles dans les écoles et la révision des programmes et des matériels pédagogiques afin d'éliminer les préjugés sexistes.

Les partenariats avec les communautés revêtent une importance essentielle au regard de l'accès des filles à l'éducation. L'action associant les responsables communautaires, les parents et les filles permet de mieux faire comprendre que les filles jouissent d'un droit égal à l'éducation et de renforcer l'engagement en faveur de l'éducation des filles.

La Campagne pour l'éducation des femmes (Camfed), qui intervient auprès des communautés rurales pour permettre aux filles d'aller à l'école, oriente actuellement son action sur le **Ghana**, la **Tanzanie**, la **Zambie** et le **Zimbabwe**. Les partenariats avec ceux qui ont une influence sur la vie des filles – familles, communautés, écoles, responsables politiques et jeunes femmes ayant terminé leurs études – sont un ingrédient essentiel du succès. L'action s'appuie sur le principe selon lequel c'est la pauvreté, et non le manque de volonté, qui empêche les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Il est donc essentiel de mobiliser des fonds afin de soutenir la scolarisation des filles. Pour la Camfed, la première étape consiste à établir des comités de district afin de mobiliser et de distribuer des ressources et de forger des alliances. Composés des représentants des autorités locales, des chefs traditionnels, des parents, de la police, des écoles, des services de santé et des ONG, ces comités accueillent également des jeunes filles diplômées.

En coopération avec les communautés, la Camfed repère les filles qui connaissent les plus grandes difficultés et s'engage à les soutenir pour leur permettre ainsi d'aller à l'école (il s'agit notamment de payer les frais de scolarité, les uniformes, les fournitures scolaires, etc.) et de définir les moyens par lesquels la communauté peut leur venir en aide, par exemple en leur proposant le soutien psychosocial de femmes locales ou un tutorat par des enseignantes dans le cadre scolaire.

La Camfed s'efforce de faire en sorte que celles qui sont habituellement exclues, par exemple les femmes et les jeunes filles pauvres, soient intégrées aux instances décisionnelles et qu'elles reçoivent une formation qui leur permette de participer de façon significative. Cela prend du temps, mais les résultats sont positifs : les femmes sont de plus en plus nombreuses à être représentées au sein des organes de gouvernance des écoles et certains chefs commencent à inviter des jeunes filles à prendre la parole lors des réunions communautaires. Il est indispensable que les jeunes femmes ayant terminé leurs études grâce à l'aide de la communauté s'impliquent dans ces efforts : elles donnent en effet à leurs cadettes un exemple à suivre et illustrent les effets positifs de l'éducation des filles pour les autres communautés. Dans le cas des filles scolarisées loin de chez elles, les partenariats contribuent à lutter contre le problème de l'insécurité sur les trajets entre le domicile et l'école. Certaines communautés ont mobilisé des ressources locales pour établir des foyers communautaires où les filles sont hébergées en toute sécurité à proximité de l'école pendant toute la durée du trimestre. Les partenariats permettent d'autre part aux parents de prendre contact avec les responsables des écoles pour leur faire part de leurs préoccupations concernant les violences sexuelles à l'école. Les responsables collaborent avec les autorités judiciaires et éducatives pour punir les auteurs de violences et élaborer de nouveaux règlements qui protègent plus efficacement les filles.



© 2006 Cindy Waszak Geary, avec l'aimable autorisation de Photoshare

3.2 Renforcer les capacités d'élaboration des politiques et des plans relatifs au VIH et au SIDA

Il est nécessaire d'intégrer le VIH et le SIDA aux plans et aux processus de l'éducation afin de formuler une réponse globale du secteur de l'éducation. Il est établi que la participation d'un large éventail de partenaires peut entraîner une amélioration des politiques et des plans et renforcer l'engagement en faveur de leur mise en œuvre.

En 2007, l'équipe d'EDUSIDA à l'UNESCO a organisé en Afrique une série d'ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités afin de promouvoir le dialogue entre les acteurs clés du secteur de l'éducation et de renforcer les capacités de planification et de mise en œuvre des réponses globales du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Ces ateliers, qui ont réuni des représentants des ministères de l'éducation, des organismes des Nations Unies et d'organisations de la société civile – dont des associations de personnes vivant avec le VIH – ont donné aux participants la possibilité de consolider les partenariats et de mettre en commun les expériences et les enseignements avec d'autres pays, ainsi qu'avec les autres partenaires du secteur de l'éducation à l'intérieur de leur propre pays.

Lors de l'atelier sous-régional anglophone en Afrique, les pays ont répertorié un certain nombre de difficultés communes : insuffisance des financements ; difficultés liées à la coordination et à l'harmonisation des activités ; intégration du VIH et du SIDA aux programmes scolaires ; formation et soutien des éducateurs ; élaboration et mise en œuvre des politiques ; suivi et évaluation de l'impact du VIH et du SIDA et des réponses du secteur

de l'éducation. Les participants ont également indiqué quels étaient les domaines dans lesquels les partenariats avaient contribué aux progrès. Ainsi, au Kenya, l'UNESCO a aidé le Ministère de l'éducation à formuler la stratégie du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA et à définir les Principes directeurs adaptés au lieu de travail dans l'éducation. En Tanzanie, l'UNESCO a soutenu des activités visant à renforcer les capacités des enseignants en matière d'éducation sur les compétences nécessaires à la vie courante.

L'analyse des réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA dans 18 pays a mis en évidence l'importance des partenariats efficaces pour résoudre les problèmes qui se posent lorsque la conception des plans du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA ne tient pas compte des autres processus politiques et budgétaires et que les unités responsables du VIH et du SIDA au sein des ministères de l'éducation sont isolés à la fois du reste du ministère et des autres ministères sectoriels (Boler et Jellema, 2005). Cette étude révèle qu'il est nécessaire de mettre en place des partenariats avec les ministères de l'éducation afin de leur permettre de mieux comprendre les implications du VIH et du SIDA dans le secteur et d'élaborer et de mettre en œuvre des réponses appropriées, en coopération avec les services chargés, au sein des ministères de l'éducation, de l'élaboration des politiques, de la planification, des ressources humaines, de la conception de la formation et des programmes scolaires, par exemple, ainsi qu'avec d'autres acteurs du secteur de l'éducation.

En **Jamaïque**, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture a constitué une équipe de réponse au VIH/SIDA grâce au soutien de l'UNESCO, de l'UNICEF et de donateurs tels que la Banque mondiale et le Japon. L'équipe de réponse avait pour objectifs de renforcer les capacités du ministère en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi d'une réponse intégrée au VIH et au SIDA associant les ONG et les donateurs, d'élaborer des matériels de formation des enseignants, d'établir un cadre pour les éducateurs sur le VIH et le SIDA et d'utiliser des matériels pédagogiques à titre expérimental (Chambers, 2005).

En **Namibie**, la politique nationale sur le VIH/SIDA pour le secteur de l'éducation, qui a été publiée en 2003, est le fruit d'une coopération entre un large éventail d'acteurs. Par l'intermédiaire du groupe de réflexion du comité conjoint sur le VIH/SIDA pour l'éducation et sous la direction du centre d'assistance juridique, le secteur de l'éducation a organisé des groupes de discussion à tous les échelons du système éducatif, ainsi que des consultations régionales et une conférence nationale. La politique officialise le rôle des éducateurs, des parents, des administrateurs et des planificateurs.

En **Éthiopie**, l'UNESCO contribue, avec d'autres partenaires du développement au sein du groupe des donateurs de l'éducation, à soutenir l'élaboration de la politique et de la stratégie de lutte contre le VIH et le SIDA du Ministère de l'éducation. L'UNESCO a fourni les fonds de lancement tandis que les donateurs de l'éducation ont financé la cartographie et l'élaboration des politiques. Parmi les partenaires ayant pris part à l'élaboration des politiques figurent des bureaux régionaux de l'éducation, des organismes responsables de l'éducation à l'échelle des districts, des instituts de formation des enseignants, des organisations de personnes vivant avec le VIH, des réseaux d'ONG spécialistes de l'éducation et des communautés. À l'issue de ces consultations, l'importance des partenariats transparait dans l'ensemble du projet de politique nationale éthiopienne du secteur de l'éducation en vue d'une réponse aux défis posés par le VIH et le SIDA, formulé en novembre 2006. Ainsi, la politique accorde une grande importance à la participation des communautés à la prévention du VIH, aux efforts intégrés menés par les écoles et les communautés pour lutter contre la stigmatisation et les discriminations et favoriser le bien-être des orphelins et des enfants vulnérables, au partenariat entre le Ministère de l'éducation et celui de la

santé pour permettre au personnel du secteur de l'éducation d'accéder aux conseils et aux tests volontaires, à la thérapie antirétrovirale (TAR) et à d'autres services, à la planification conjointe s'appuyant sur les associations parents-enseignants, la direction des écoles et les associations communautaires, et à l'application du système national de suivi et d'évaluation pour déterminer la contribution de chacun des partenaires.

L'Unité mobile d'intervention sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation (MTT), rebaptisée EduSector AIDS Response Trust

(ESART), a mis en place une équipe de réponse rapide qui a travaillé en partenariat avec les ministères de l'éducation et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEPE). L'objectif poursuivi par ce partenariat consistait à former les hauts responsables et les planificateurs africains à la gestion de l'impact du VIH et du SIDA sur le secteur de l'éducation. Le partenariat a permis de produire une vingtaine de modules de formation sur l'éducation et le SIDA.

3.3 Le financement de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA

Bien que les ressources consacrées au SIDA aient beaucoup augmenté à l'échelle internationale, le financement de la réponse du secteur de l'éducation n'a pas été prioritaire et la majorité des fonds sont alloués au secteur de la santé. Les ministères de l'éducation et les autres acteurs du secteur de l'éducation ignorent généralement qu'ils peuvent bénéficier de financements et ne savent pas comment accéder aux ressources allouées à la lutte contre le VIH et le SIDA.

Les partenariats, par exemple avec les organismes des Nations Unies et les bailleurs de fonds par l'intermédiaire des groupes de travail du secteur de l'éducation ou des groupes de donateurs, peuvent aider les ministères de l'éducation à mobiliser des ressources en faveur de l'action sur le VIH et le SIDA. Les partenaires du développement soutiennent eux aussi les ministères pour les aider à préparer des plans et des budgets relatifs à l'action sur le VIH et le SIDA dans le cadre des budgets du secteur de l'éducation ; à concevoir des stratégies de collecte de fonds ; et à soumettre des propositions aux bailleurs de fonds internationaux.

Comme nous l'avons noté plus haut, les partenariats avec les autorités nationales de lutte contre le SIDA sont essentiels pour garantir la conformité du plan du secteur de l'éducation à la réponse nationale globale au VIH et au SIDA et pour soutenir la recherche de financements. Dans beaucoup de pays, par exemple au Burundi, au Cameroun, en Gambie et en Sierra Leone, les conseils nationaux pour le SIDA soutiennent les ministères de l'éducation en ce qui concerne la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. La participation aux mécanismes nationaux de coordination, qui coordonnent les activités du Fonds mondial au niveau national, peut donner au secteur de l'éducation l'occasion de soumettre des propositions au Fonds mondial.

En **Namibie**, le Ministère de l'éducation et le Ministère de la santé ont soumis une proposition conjointe au Fonds mondial. Les fonds obtenus ont permis au secteur de l'éducation d'intégrer le VIH et le SIDA et, plus précisément, de renforcer ses cadres réglementaires, sa réponse aux besoins des orphelins et enfants vulnérables et son Unité chargée de la gestion du VIH et du SIDA.

3.4 Renforcer l'éducation préventive relative au VIH

Les partenariats peuvent fournir les compétences et l'assistance techniques nécessaires aux activités destinées à renforcer la prévention du VIH à l'école. Il s'agit notamment d'élaborer des politiques et de renforcer les capacités et les compétences du personnel du secteur de l'éducation afin de planifier et de gérer les programmes éducatifs relatifs à la prévention du VIH et du SIDA.

Au **Nigéria**, le programme éducatif de l'UNESCO sur la prévention du VIH, exécuté en 2003-2004, visait à susciter le soutien des responsables politiques en faveur de l'éducation préventive relative au VIH au sein du secteur de l'éducation. Le programme, auquel participaient l'UNESCO, l'ONUSIDA, les ministères fédéraux et nationaux de l'éducation, des établissements de formation des enseignants et des ONG, avait pour but d'élaborer un cadre d'action pour permettre au secteur de l'éducation d'agir face au VIH et au SIDA. Le programme a également permis de mieux coordonner les

actions menées par les secteurs public et privé et par la société civile. Des ateliers supplémentaires ont également été organisés afin de renforcer les capacités des responsables politiques, des chefs d'établissement et des enseignants ; des matériels ont été élaborés à l'usage des enseignants ; et les programmes scolaires relatifs à la santé ont été révisés afin d'inclure l'éducation sur le VIH et le SIDA à tous les niveaux du système éducatif. Dès la phase initiale, l'UNESCO a travaillé en étroite collaboration avec le Bureau du Président, le Ministère fédéral de l'éducation et les organisations de

la société civile spécialistes de l'éducation, ce qui contribué à rassembler l'ensemble des partenaires et à permettre au secteur de l'éducation de s'approprier le programme. L'une des principales difficultés provient du déficit de financement du secteur de l'éducation, ce qui se traduit par les lenteurs de l'exécution des programmes éducatifs relatifs au VIH et au SIDA. Cependant, des unités chargées de l'éducation sur le VIH et le SIDA ont été créées dans chacun des 36 États afin de diriger les ateliers de renforcement des capacités destinés aux enseignants de l'enseignement primaire et secondaire.

Par l'intermédiaire du projet du Fonds de l'OPEP pour le renforcement de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA, l'UNESCO est intervenue en **Chine** en partenariat avec le département chargé de l'enseignement de la physique, de la santé et de l'art du Ministère de l'éducation dans un certain nombre de domaines dont : la sensibilisation des responsables

de l'éducation ; le renforcement des capacités des éducateurs ; et le soutien à l'extension de la prévention du VIH au niveau local. L'UNESCO a soutenu et plaidé en faveur de l'intégration d'une formation sur le VIH et le SIDA à l'Académie nationale de gestion de l'éducation, institut de formation des hauts responsables de l'éducation et des directeurs des universités et des écoles. L'UNESCO a également apporté son soutien à l'application à titre expérimental de différents modèles de formation initiale des enseignants, et à la documentation et à la diffusion de ces modèles. Le projet ayant évolué, une plus grande attention est désormais accordée au renforcement des capacités du secteur de l'éducation au niveau provincial. Il s'agit en particulier d'améliorer la planification, la coordination, l'évaluation et le suivi de l'éducation préventive relative au VIH et au SIDA et de soutenir les interventions menées dans des écoles pilotes situées dans les provinces du Guangxi et du Hainan.

Les partenariats peuvent en outre apporter un soutien technique et financier pour renforcer la formation des éducateurs et l'élaboration des programmes et des matériels d'enseignement.

Au **Cambodge**, l'UNESCO et l'UNICEF travaillent avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports afin de formuler une politique relative à l'éducation et au VIH & SIDA et de préparer des matériels pédagogiques sur le VIH et le SIDA à l'intention des élèves du primaire.

En **Jordanie**, le Ministère de l'éducation ne dispose pas de capacités suffisantes pour intégrer le VIH et le SIDA au secteur et au programme scolaire. L'UNESCO, l'OMS, l'UNICEF et le UNFPA travaillent en collaboration dans le cadre de la programmation conjointe des Nations Unies au niveau des pays et apportent leur soutien au Ministère pour lui permettre d'actualiser et de renforcer le programme d'enseignement de la santé à l'école.

Un projet UNESCO/Fonds de l'OPEP au **Liban** s'appuie sur un partenariat entre le programme national de lutte contre le SIDA au Liban et l'Unité d'information sur l'éducation sanitaire de l'Université américaine de Beyrouth. Dans le cadre de ce projet, des enseignants et des étudiants âgés de 14 à 18 ans ont suivi une formation sur le VIH et le SIDA, les infections sexuellement transmissibles (IST) et l'abus de drogue. Le projet a également permis d'organiser, en collaboration avec le Département d'orientation et de conseil en matière de santé du Ministère de l'éducation, des ateliers à l'intention des responsables et coordinateurs de la santé en milieu scolaire afin de les sensibiliser aux questions relatives au VIH et au SIDA et de renforcer leurs compétences, notamment dans le domaine de la communication, pour leur permettre de mener des activités favorisant les changements de comportement. Toujours au Liban, l'UNESCO diffuse des informations sur le VIH dans les écoles en s'appuyant sur des partenariats avec le réSEAU et les clubs scolaires de l'UNESCO.

En **Afrique australe**, le projet d'éducation par les pairs sur le VIH/SIDA, qui a pris fin en 2005, s'appuyait sur une collaboration entre l'Université de Western Cape en Afrique du Sud et l'Université de Zambie. Des relations officielles ont été établies entre ces deux institutions afin de favoriser la formation conjointe, l'échange d'idées et d'expériences et l'évaluation et le suivi conjoints des programmes d'éducation par les pairs axés sur le changement des attitudes et des perceptions chez les étudiants. Les étudiants formés ont eu recours, entre autres méthodes, au théâtre interactif et aux jeux de questions-réponses. Très prisées, ces activités d'éducation par les pairs ont incité les communautés alentour à demander à avoir accès aux services des pairs-éducateurs.

L'UNESCO travaille en étroite collaboration avec le Ministère de l'éducation et des sciences en **Russie** depuis 2004. Le concept d'éducation préventive relative au VIH a été adopté par les autorités chargées de l'éducation et le Ministère a commencé à préparer des cours de formation sur l'éducation préventive relative au VIH et au SIDA. Les ateliers destinés aux autorités locales, aux enseignants, aux scientifiques et aux ONG dans quatre des sept districts fédéraux de Russie ont fortement contribué au soutien dont ont bénéficié les formations proposées et l'élaboration des matériels relatifs à ces thèmes. L'UNESCO a soutenu ces ateliers ainsi que l'élaboration de matériels sur l'éducation préventive relative au VIH à l'intention des formateurs, des élèves enseignants, des enseignants et des parents. D'autre part, l'UNESCO, en collaboration avec le UNFPA, procède à l'évaluation des efforts actuellement menés en Russie dans le domaine de l'éducation préventive relative au VIH – législation concernant l'éducation préventive relative au VIH, programmes d'enseignement et informations accessibles auprès de nombreuses sources sur la prévention du VIH comme les médias et les médias électroniques – dans le but de formuler des recommandations sur la promotion de l'éducation préventive relative au VIH à l'école. L'UNESCO, l'UNICEF et le ministère ont organisé la toute première conférence nationale sur l'éducation préventive relative au VIH en novembre 2006, réunissant ainsi les autorités régionales et fédérales, les enseignants, les universités et les ONG afin d'examiner les questions les plus urgentes.

En **République démocratique populaire lao**, l'UNESCO a organisé des ateliers destinés à renforcer les capacités des enseignants dans le domaine de l'éducation préventive relative au VIH et au SIDA. En réunissant les enseignants, les médecins exerçant en province, les hauts fonctionnaires du Ministère de l'éducation et les spécialistes de l'éducation au niveau des provinces, des districts et des écoles, ces ateliers ont contribué à la formation de partenariats. Il reste à espérer que la constitution d'un réseau de professionnels concernés contribuera à étayer les efforts menés en faveur de l'éducation préventive relative au VIH.

Dans les **Caraïbes**, l'UNESCO et les ministères de l'éducation travaillent en partenariat avec l'Université de West Indies, le groupement des éditeurs caribéens et plusieurs éditeurs commerciaux afin d'élaborer des matériels d'apprentissage sur l'éducation à la vie de famille dans les écoles. En **Jamaïque**, l'UNESCO et l'UNICEF travaillent en collaboration pour soutenir le Ministère de l'éducation. Tandis que l'UNICEF soutient l'enseignement des compétences nécessaires à la vie courante, l'UNESCO se consacre à l'élaboration de matériels d'enseignement et d'apprentissage relatifs à ce domaine.

3.5 Susciter l'engagement et le soutien en faveur de l'éducation sur le VIH et le SIDA

Les ministères de l'éducation ne sont pas toujours disposés à intégrer l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école dans les pays où l'éducation sur le VIH & SIDA et l'éducation sexuelle sont des sujets sensibles par crainte de susciter des réactions hostiles au sein de l'opinion publique. Les partenariats stratégiques qui encouragent la collaboration entre les ministères sectoriels et fournissent une assistance technique externe peuvent inciter

les ministères de l'éducation à aborder la question du VIH et du SIDA et à vaincre l'opposition des responsables politiques à l'intégration à l'école de l'éducation préventive relative au VIH ainsi qu'à des sujets spécifiques tels que les préservatifs. Les partenariats peuvent également contribuer efficacement au plaidoyer et inciter l'opinion publique à soutenir plus fermement l'éducation sur le VIH à l'école.

Au **Brésil**, la forte opposition de l'Église catholique aux préservatifs a pu être surmontée grâce à des partenariats entre le gouvernement et la société civile. Principales actions menées : des représentants locaux de l'église ont été associés aux comités locaux de gestion des programmes ; des données fiables ont permis de démontrer que l'accès aux préservatifs n'est pas un facteur de précocité sexuelle ; les communautés et les familles ont été associées aux activités de prévention ; l'aide qu'elles ont reçue leur ont permis de mieux comprendre l'épidémie et les risques auxquels sont exposés les jeunes.

En **Bolivie**, un projet lancé par la CME a abouti à une campagne menée par plusieurs organisations dans le but d'intégrer le VIH et le SIDA au programme scolaire. Les ateliers ont permis de rassembler les ministères, les donateurs, les ONG internationales et nationales spécialistes du SIDA et de l'éducation, les réseaux de personnes vivant avec le SIDA et les universités, ce qui a suscité un engagement interinstitutionnel fort en faveur de l'intégration immédiate de l'éducation sur le VIH et le SIDA au programme d'enseignement national. Diverses mesures ont été prises : création de groupes de travail ; recueil d'exemples de bonnes pratiques tirées d'expériences de la société civile à intégrer au programme d'enseignement ; proposition visant à inclure le VIH et le SIDA à la formation initiale et continue des enseignants ; mise en place d'un mécanisme de coordination au sein du Ministère de la santé et du Ministère de l'éducation. En Bolivie, un projet lancé par la CME a abouti à une campagne menée par plusieurs organisations dans le but d'intégrer le VIH et le SIDA au programme scolaire. Les ateliers ont permis de rassembler les ministères, les donateurs, les ONG internationales et nationales spécialistes du SIDA et de l'éducation, les réseaux de personnes vivant avec le SIDA et les universités, ce qui a suscité un engagement interinstitutionnel fort en faveur de l'intégration immédiate de l'éducation sur le VIH et le SIDA au programme d'enseignement national. Diverses mesures ont été prises : création de groupes de travail ; recueil d'exemples de bonnes pratiques tirées d'expériences de la société civile à intégrer au programme d'enseignement ; proposition visant à inclure le VIH et le SIDA à la formation initiale et continue des enseignants ; mise en place d'un mécanisme de coordination au sein du Ministère de la santé et du Ministère de l'éducation.



© 2008 Erberto Zani, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Au **Mozambique**, le projet Biz Generation dispense une éducation préventive relative au VIH dans les écoles. De jeunes bénévoles coordonnés par le programme d'enseignants adapté aux élèves engagent des débats, donnent des conseils et des informations aux élèves et distribuent des préservatifs. Cette action est complétée par des séminaires destinés aux parents, à qui on explique que le programme n'est pas une incitation à l'activité sexuelle. Le projet est décrit comme constituant une très bonne réponse au VIH et au SIDA par les jeunes travaillant en partenariat avec les ministères de l'éducation, de la santé, de la jeunesse et des sports, grâce au soutien du UNFPA et aux conseils techniques de Pathfinder International. L'objectif consiste à favoriser l'accès universel des jeunes aux connaissances et aux compétences nécessaires à la vie courante, au traitement, à la prise en charge et au soutien. Il s'agit notamment de mettre en place des « coins conseils » dans les écoles et les associations de jeunes, de permettre l'accès aux préservatifs et aux contraceptifs et d'offrir aux adolescents des services qui leur sont adaptés.

Les structures interministérielles peuvent contribuer à susciter un engagement politique au plus haut niveau et à s'assurer du soutien du Ministère de l'éducation à certains programmes et activités spécifiques. Dans certains pays, l'élaboration réussie d'une politique du

secteur éducatif relative à l'éducation sur le VIH et le SIDA et l'introduction de l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école résultent de l'instauration de ces comités ou équipes spéciales ministériels.

Le Bureau de l'UNESCO à Amman en **Jordanie** s'appuie sur des partenariats stratégiques en Jordanie, pays où il est difficile pour les institutions éducatives d'aborder le thème de la santé sexuelle et où le Ministère de l'éducation n'a pas intégré le VIH et le SIDA à sa politique sur la santé à l'école. Les questions touchant à la santé, comme les IST, relèvent du Ministère de la santé, qui est à l'origine de la stratégie et de la politique nationales sur le SIDA. L'UNESCO a mis sur pied une équipe spéciale interministérielle composée de représentants du Ministère de la santé, du Ministère de l'éducation, du Conseil national sur le SIDA et de la faculté de médecine de l'Université de Jordanie afin de superviser la mise en œuvre du programme sur l'éducation concernant le VIH et le SIDA financé par l'OPEP. Placée sous la présidence du Ministère de la santé, l'équipe spéciale, qui se réunit à intervalle régulier a contribué à mobiliser des ressources en faveur du programme et à obtenir que les ministères concernés approuvent les activités du programme. Selon l'évaluation succincte réalisée par l'UNESCO, l'ensemble des institutions participantes soutiennent le partenariat et reconnaissent que l'équipe spéciale interministérielle a contribué à amplifier la réponse du secteur de l'éducation et à améliorer la coordination de cette réponse.

Cette collaboration a permis au Ministère de la santé et au Ministère de l'éducation d'organiser des ateliers de formation conjoints sur le VIH et le SIDA à l'intention des inspecteurs, des enseignants, des conseillers, des chefs d'établissement et des planificateurs des programmes d'enseignement. Une équipe de formateurs d'enseignants a été établie à l'Université de Jordanie. Composée de spécialistes du conseil pédagogique, de l'élaboration des programmes, de médecine et de sociologie, elle a pour objectif de donner une formation aux membres du personnel du Ministère de la santé et du Ministère de l'éducation pour les aider à utiliser les compétences nécessaires à la vie courante et les manuels de formation des enseignants élaborés dans le cadre du programme. L'équipe spéciale a sélectionné les institutions et les spécialistes chargés de l'élaboration de ces manuels et d'autres matériels destinés aux éducateurs et aux apprenants. L'UNESCO a financé la participation de spécialistes des programmes d'enseignement, d'enseignants, d'inspecteurs et de professionnels de la santé pour relire les premières versions de ces matériels. Il s'agissait notamment d'organiser des séminaires permettant à divers partenaires de tester les matériels avant la finalisation. Cette procédure a été extrêmement longue et il a été nécessaire de remanier les matériels à plusieurs reprises.

Avant d'introduire l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école, il est nécessaire de s'assurer du soutien des administrateurs des écoles, des enseignants, des responsables de la communauté et des parents. Les partenariats peuvent permettre aux éducateurs et aux communautés d'exprimer leurs inquiétudes, de discuter du rôle des écoles dans l'éducation des enfants et des jeunes sur le VIH et le SIDA et de veiller à ce que les parents sachent ce qui est enseigné à leurs enfants. Les parents ne pas

toujours aussi hostiles à l'éducation sur le VIH et le SIDA que ne le croient parfois les responsables de l'éducation et les enseignants, en particulier s'ils prennent part à la planification et à la prise de décision et si l'éducation s'appuie sur des approches adaptées au contexte culturel. Les partenariats avec les ONG qui ont une expérience du plaidoyer et de l'éducation du public peuvent également contribuer à susciter l'adhésion de la communauté à l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école.

Au **Viet Nam**, lorsque le gouvernement a décidé d'inclure l'éducation sur la santé reproductive et le VIH & SIDA dans les programmes d'enseignement des classes de la 10^e à la 12^e année, il s'est d'abord heurté à la résistance des communautés. Après un dialogue approfondi, les parents ont accepté que ces sujets soient enseignés en classe. Le programme YAPS en Thaïlande utilise des processus participatifs pour inciter les parents, les enseignants et les administrateurs des écoles à participer plus activement à l'éducation sur la sexualité et sur la prévention du VIH dispensée à l'école aux jeunes adolescents. Cette approche, qui a permis de surmonter l'opposition à l'éducation sexuelle, a veillé à ce que les activités et les messages soient adaptés à la culture et aux valeurs thaïlandaises, démarche qui a abouti à l'intégration du programme au système scolaire.

Les groupes de discussion avec les parents mis en place dans le cadre du projet SHAPE au **Ghana** ont permis de constater que la majorité des parents étaient favorables à un enseignement scolaire qui donne à leurs enfants des informations exactes sur le VIH et le SIDA. Il ressort également que beaucoup de parents aimeraient acquérir des connaissances et des compétences supplémentaires pour être en mesure de discuter du VIH et du SIDA avec leurs enfants (Adamchak, 2005).

Le programme YAPS en **Thaïlande** utilise des processus participatifs pour inciter les parents, les enseignants et les administrateurs des écoles à participer plus activement à l'éducation sur la sexualité et sur la prévention du VIH dispensée à l'école aux jeunes adolescents. Cette approche, qui a permis de surmonter l'opposition à l'éducation sexuelle, a veillé à ce que les activités et les messages soient adaptés à la culture et aux valeurs thaïlandaises, démarche qui a abouti à l'intégration du programme au système scolaire.

En **Tanzanie**, le programme Mema Kwa Vijana qui avait pour but d'améliorer les connaissances sur la santé sexuelle et reproductive chez les 12-19 ans et de réduire les taux de VIH, d'IST et de grossesses non désirées, a établi des partenariats entre les autorités chargées de la santé et de l'éducation et entre les enseignants, les parents et les élèves des écoles. Le programme s'est d'emblée appuyé sur les autorités chargées de l'éducation, les chefs d'établissement et les responsables religieux pour faire en sorte que l'éducation sur la santé sexuelle et reproductive soit acceptée et pour vaincre l'opposition à l'enseignement sur les préservatifs. Chaque école disposait de trois enseignants formés à l'approche MEMA afin de dispenser une éducation participative sur la santé sexuelle et reproductive en classe. Ils étaient aidés par des pairs-éducateurs et leurs cours étaient complétés par des activités extrascolaires, telles que le théâtre et les débats. Des professionnels de santé ont suivi une formation sur la mise en place de services relatifs à la santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes, sur la distribution de préservatifs et sur la mobilisation de la communauté. Le programme était supervisé par les comités d'école, composés de membres de la communauté, de responsables des quartiers ou des villages, de responsables de l'éducation, de professionnels de santé et d'enseignants. L'un des principaux enseignements tirés concerne l'importance d'une approche globale associant l'éducation à la prestation de services et au soutien de la communauté.

Le programme sur l'éducation préventive et la sexualité (PESP) au **Brésil**, mis en œuvre à Sao Paulo par le Ministère fédéral de la justice, l'Unité nationale sur le SIDA et deux organisations de la société civile, cible les élèves et les enseignants des écoles, les parents et les quartiers scolaires. Dans sa phase expérimentale, le programme était axé sur la formation, le renforcement des compétences et la négociation des plans d'éducation préventive des écoles. Après avoir été en butte à l'opposition de certains chefs d'établissement et de parents, le PESP a été relancé en 2003 sous le nom « Signons un Pacte ». Le « nouveau »

programme, qui relevait du Secrétariat à l'éducation du conseil municipal, fut intégré aux programmes existant à Sao Paulo, comme le projet « École ouverte » de l'UNESCO ou le programme Young Agents destiné aux jeunes non scolarisés. La distribution de préservatifs dans les écoles, responsabilité assumée jusque-là par les enseignants, fut confiée à un comité conjoint composé d'étudiants, de parents et de responsables scolaires. À ce jour, dans le cadre du programme, des associations de parents ont été créées dans 12 écoles, des groupes d'élèves-pairs dans 36 écoles et des comités de distribution de préservatifs dans 60 écoles.

Le Groupe pour l'étude et l'enseignement de la population a lancé en 1994 un programme destiné à promouvoir l'éducation à la vie de famille au Sénégal, avec le soutien des ministères de l'éducation, de la santé et des finances, de l'UNICEF, de l'UNESCO, du UNFPA et de plusieurs ONG. Le programme a mis en place des clubs d'éducation à la vie de famille placés sous la direction de pairs-éducateurs et de centres scolaires d'information et de conseils pour les jeunes afin d'aborder les questions de la santé reproductive et du VIH/SIDA ; il a élaboré et intégré des programmes d'enseignement et des matériels spécifiques sur la santé sexuelle et reproductive et mené des actions de plaidoyer.

Des pairs-éducateurs ont également produit des documents sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents à l'intention des formateurs de pairs-éducateurs. L'une des clés du succès a été la participation du Ministère de l'éducation, des parents et des enseignants à la conception du programme. L'étude de suivi réalisée en 2000 montre que les adolescents ayant participé aux clubs d'éducation à la vie de famille avaient une meilleure connaissance de la santé sexuelle et reproductive et qu'ils manifestaient un comportement plus responsable. Ce constat a été corroboré par les chefs d'établissement et d'autres participants. Citons, parmi les bonnes pratiques du programme : la participation des jeunes gens à l'élaboration des matériels et à l'organisation des clubs de pairs ; la priorité donnée aux problèmes rencontrés par les jeunes, tels que la grossesse, les IST et le VIH et le SIDA ; la dénonciation des rôles et des attitudes sexistes préjudiciables ; l'utilisation de méthodes interactives et participatives, comme le jeu de rôle, le théâtre, les débats ; l'intervention auprès de l'ensemble de la communauté par le biais de manifestations communautaires et de la participation des parents.

L'action menée au **Pakistan** par Save the Children a montré à quel point il est important d'obtenir le soutien d'un large échantillon de la communauté et de veiller à ce que les valeurs défendues par le programme scolaire soient cohérentes avec les valeurs positives de la communauté. Elle montre également que lorsque l'éducation sur la santé sexuelle est intégrée aux activités de la communauté, elle produit un plus grand impact. Ainsi, dès lors qu'il a été intégré aux clubs de jeunes, aux clubs se réunissant après l'école et à d'autres groupes de jeunes, le programme Aware for Life a attiré davantage de participants que lorsqu'il était mené de façon indépendante (Save the Children/UK, 2001).

Il est tout aussi important de s'assurer du soutien des chefs religieux. L'Enquête mondiale sur l'état de préparation montre que près des deux tiers des ministères de l'éducation indiquent avoir fait des démarches pour que les chefs religieux approuvent les méthodes de prévention du VIH adoptées par le secteur de l'éducation, notamment à l'aide d'informations et de matériels. Plus de 70 % des ministères de l'éducation indiquent qu'ils associent les organisations confessionnelles à la réponse du secteur de l'éducation (ETII sur l'éducation, 2005).



© 2005 CCP, avec l'aimable autorisation de Photoshare

3.6 Atténuer l'impact du VIH et du SIDA

Les partenariats peuvent contribuer à atténuer l'impact du VIH et du SIDA sur les apprenants et les éducateurs. Au moyen de partenariats avec d'autres ministères sectoriels, des organisations de la société civile, des communautés et des réseaux d'intervention efficaces, le secteur de l'éducation peut contribuer à garantir aux éducateurs et aux apprenants l'accès au traitement au VIH et au SIDA, à la prise en charge et au soutien et à faire en sorte que l'école constitue un environnement d'apprentissage sûr où les élèves se sentent soutenus. La prise en charge et le soutien efficaces des apprenants et des enseignants favorisent la prévention du VIH et constituent un élément essentiel d'une éducation de qualité.

Les écoles contribuent beaucoup à identifier les enfants touchés par le VIH et le SIDA – les enseignants peuvent parfois s'apercevoir qu'un élève de leur classe a des problèmes chez lui car ses résultats et son comportement à l'école s'en ressentent. Si les écoles représentent des lieux importants de prise en charge et de soutien, elles ne peuvent pas toutefois fournir toute l'aide nécessaire aux enfants vivant avec le VIH ou touchés par le VIH. Il est indispensable, par conséquent, que les écoles établissent des relations avec les prestataires de soins de santé ou de services d'aide sociale, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des ONG. Les enseignants doivent pouvoir bénéficier de conseils et s'appuyer sur des protocoles clairs pour orienter les enfants vers ces services et avoir le soutien des administrateurs de l'école pour être en mesure d'effectuer de telles démarches.

En **Afrique du Sud** également, une étude portant sur plusieurs écoles situées dans deux provinces a mis en évidence divers partenariats entre les écoles et les prestataires de services. Ainsi, dans plusieurs écoles, les enseignants ont établi des relations avec les services sociaux et orientent les enfants démunis vers ces services. Les organes de direction des écoles soutiennent également les enfants en les exemptant de frais de scolarité, en mobilisant des fonds et en leur procurant des uniformes, des vêtements et des livres.

Afin de quantifier la vulnérabilité et la demande de services locaux, la province de KwaZulu-Natal en **Afrique du Sud** a créé une base de données contenant des informations sur les enfants scolarisés et les services offerts aux orphelins et enfants vulnérables. Cette base de données illustre l'approche intersectorielle qui est désormais privilégiée – et qui associe le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la justice, les écoles et les communautés – afin de fournir une aide au niveau de l'école et de la communauté pour permettre aux enfants d'être inscrits à l'école et d'y rester. Les enseignants se servent d'un outil facile d'utilisation pour collecter des données sur les enfants scolarisés et sur la situation familiale de tous les apprenants. Grâce à cette démarche, ils connaissent mieux la situation de leurs élèves. Les données recueillies permettent d'aider les enfants à obtenir les documents juridiques qui leur sont nécessaires pour bénéficier d'une assistance sociale. Cette initiative a entraîné une amélioration des relations entre les écoles et le ministère chargé de délivrer ces documents, ce qui revêt une grande importance dans la mesure où beaucoup de familles touchées ne savent pas que ces documents sont nécessaires pour accéder au système de bourses. Ainsi, dans la région où la base de données a été créée, seuls 58 % des enfants remplissant les conditions requises bénéficiaient effectivement d'une bourse. Pour améliorer l'accès, les aides sociales peuvent désormais être obtenues auprès d'un guichet unique.



© UNAIDS/G. Pirozzi

En **Zambie**, le Ministère de l'éducation encourage les autorités responsables de l'éducation dans les districts à établir des liens avec le Ministère du développement communautaire et des services sociaux et avec les ONG pour mieux repérer les orphelins et enfants vulnérables. Il s'agit de s'appuyer sur les relations qui existent déjà entre l'école et la communauté, par exemple par le biais du Programme pour la promotion de l'éducation des filles (Programme for Advancement of Girls' Education, PAGE) et des programmes axés sur l'éducation des parents et la mobilisation des communautés.

L'exemple des programmes de nutrition à l'école illustre bien la manière dont les partenariats entre le secteur de l'éducation et d'autres organismes contribuent à atténuer l'effet du VIH et du SIDA sur les enfants. L'éducation sur le VIH et le SIDA est un élément du « essential package », programme conjoint du PAM et de l'UNICEF destiné à améliorer la santé et la nutrition des enfants d'âge scolaire. La composante relative à l'éducation sur le VIH et le SIDA préconise une formation aux compétences nécessaires à la vie courante afin d'encourager durablement les comportements à moindre risque et prévoit des interventions destinées à atténuer l'impact

du VIH et du SIDA sur les enfants. Les partenaires du programme de nutrition à l'école du PAM mènent des actions de prévention du VIH dans les écoles qui bénéficient de l'aide du PAM. Le PAM a de surcroît défini des principes directeurs à l'intention des bureaux de pays sur la mise en place des partenariats, en particulier avec d'autres programmes et organisations des Nations Unies, comme l'ONUSIDA, l'UNICEF et l'UNESCO, les autorités et les ministères de l'éducation aux niveaux national et local, les ONG, les communautés, les associations parents-enseignants et les comités locaux d'orphelins et d'enfants vulnérables.

En **Ouganda**, le PAM et le HCR travaillent ensemble. Le HCR distribue de la nourriture dans le cadre des programmes de nutrition à l'école tandis que le PAM fournit de la nourriture aux programmes d'alphabétisation des adultes financés par le HCR et comportant une sensibilisation au VIH et au SIDA.

Au **Bénin**, le PAM travaille avec des écoles et des partenaires de la société civile pour établir des liens entre l'éducation sur le VIH et le SIDA et les programmes de nutrition scolaires. Ces activités renforcent le programme national d'enseignement sur le SIDA à l'école primaire, adopté par le Ministère de l'éducation en 2005 à la suite du programme de formation des enseignants de 2004. Grâce à un financement fourni par le Canada, le PAM a mis en œuvre un programme de communication visant à changer les comportements face au VIH et au SIDA (CCC) pendant l'année scolaire 2005-2006. Les orphelinats bénéficiant de l'aide du PAM sont également couverts par le programme. Dès le lancement du programme,

le PAM a repéré les ONG ayant des compétences en matière de CCC, réalisé une étude de base sur la sensibilisation des enfants scolarisés au VIH et au SIDA et formé des travailleurs communautaires, des ONG et des personnes vivant avec le VIH pour les aider à leur tour à former des pairs-éducateurs à l'école.

Au **Lesotho**, le PAM travaille en partenariat avec les bureaux chargés de l'éducation dans tous les districts afin de mettre en œuvre des programmes de nutrition à l'école. D'autre part, le PAM est un organisme partenaire du programme national de bourses destinées aux élèves à partir de la 5^e année (de la 1^{re} à la 4^e année, l'enseignement est gratuit). Des comités locaux composés de chefs d'établissement, de responsables locaux et de représentants des parents et de l'église identifient les élèves remplissant les conditions requises pour l'attribution d'une bourse.

Les partenariats peuvent également inciter la communauté à prendre en charge et à soutenir les enfants touchés par le VIH et le SIDA. (Pour de plus amples informations sur la prise en charge et le soutien des apprenants touchés, voir les brochures 3 et 5 de cette série.)

En partenariat avec la Chambre de commerce américaine et la Fondation Høglund, le Bureau de l'UNESCO à Beijing a piloté deux projets en **Chine** dans le but de permettre aux communautés rurales d'apporter un soutien éducatif et psychologique aux enfants touchés par le VIH et le SIDA. Le projet a notamment permis de réaliser les activités suivantes : évaluation des besoins des enfants ; mise en place de partenariats entre le gouvernement, les ONG et les organisations communautaires ; formation des parents, des enseignants et des professionnels de santé ; financement de la scolarisation et prise en charge des frais de subsistance des enfants ; organisation de campagnes communautaires pour lutter contre la stigmatisation et les discriminations ; mise en œuvre d'activités telles que camps de vacances et thérapie par l'art.

En **Chine** toujours, Save the Children/UK a commencé en 1995 à travailler avec les communautés et les autorités locales pour renforcer les capacités des communautés afin d'atténuer le risque de VIH et de promouvoir la prévention au VIH et la prise en charge des enfants et des jeunes dans la province du Yunnan. Il s'agissait notamment de mettre en place une éducation par les pairs en faveur des enfants et des jeunes et d'organiser la prise en charge par la communauté des enfants rendus orphelins par le SIDA. Save the Children a travaillé en partenariat avec les autorités du comté et de la préfecture ainsi qu'avec les communautés locales afin de réaliser des études de base, de dispenser une éducation sur la santé et de distribuer des préservatifs. Dans le cadre du programme, un projet sur la prévention du VIH a été mis en œuvre dans plusieurs collèges en coopération avec la Commission chargée de l'éducation de la province du Yunnan. Ce projet a depuis été étendu à plus de 2 000 écoles réparties dans quatre provinces.

Les partenariats peuvent fortement contribuer à atténuer l'impact du VIH et du SIDA sur les enseignants. Lorsqu'ils travaillent ensemble, les syndicats d'enseignants et les groupes et réseaux d'enseignants séropositifs exercent des pressions plus efficaces sur les ministères de l'éducation pour les inciter, par exemple, à adopter des politiques sur le VIH et le SIDA adaptées au lieu de travail, à lutter contre la stigmatisation et les discriminations à

l'encontre des éducateurs séropositifs et à prendre en charge et à soutenir les enseignants infectés et affectés (Internationale de l'éducation, 2007). La collaboration entre les autorités chargées de l'éducation, les écoles et les syndicats d'enseignants est essentielle au regard de la mise en œuvre des politiques visant à protéger les droits des enseignants séropositifs et à leur permettre d'accéder au traitement, à la prise en charge et au soutien.

Au **Kenya**, l'élaboration d'une politique sur le VIH et le SIDA adaptée au lieu de travail dans le secteur de l'éducation a entraîné une coopération entre le Ministère de l'éducation et un large éventail de partenaires. Un cadre de politique a été mis en place à l'issue de consultations avec les syndicats d'enseignants, les universités, les organisations étudiantes et les ONG. KENEPOTE, réseau kenyan d'enseignants séropositifs, a été créé en 2003 par deux enseignants victimes de stigmatisation et de discriminations de la part des parents d'élèves et de leurs collègues. Désormais fort de plus de 3.000 membres, ce réseau, qui a pour objet d'autonomiser les enseignants séropositifs et de leur apporter une aide

psychosociale et économique, travaille en partenariat avec le Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies, la Teacher's Service Commission et l'Union nationale kenyane des enseignants pour mettre en relief les besoins et les droits des enseignants séropositifs. Le soutien apporté publiquement à KENEPOTE par le Ministère a beaucoup contribué à réduire la stigmatisation. Grâce aux actions de KENEPOTE et à la politique du Ministère sur le VIH et le SIDA adaptée au lieu de travail, l'attitude des enseignants, des parents et des communautés à l'égard des enseignants séropositifs commence à changer.



Comme nous l'avons déjà noté dans la présente brochure, il est nécessaire de renforcer les partenariats entre les syndicats d'enseignants et les réseaux d'enseignants séropositifs afin de mener auprès de l'ensemble du corps enseignant des interventions destinées à réduire la vulnérabilité au VIH et à soutenir les enseignants séropositifs. La plupart des groupes d'enseignants séropositifs sont constitués de bénévoles et ne disposent que de ressources limitées, alors que les syndicats d'enseignants ont les infrastructures et les capacités nécessaires pour intervenir auprès d'un grand nombre d'enseignants. La participation des enseignants séropositifs aux syndicats d'enseignants peut également contribuer à réduire la stigmatisation et les discriminations au sein même des syndicats et de la profession enseignante. Toutefois, la mobilisation des enseignants séropositifs pose problème. Bien qu'à l'instar du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie, certains pays disposent de groupes et de réseaux d'enseignants vivant avec le VIH, il s'agit-là d'exceptions. Dans d'autres pays, comme en Namibie et au Zimbabwe, les enseignants séropositifs commencent tout juste à se regrouper.

En **Afrique du Sud**, on estime que 45.000 éducateurs sont séropositifs. Le projet Prévention, prise en charge et accès au traitement, fruit d'un partenariat entre quatre syndicats nationaux d'enseignants, l'Association médicale sud-africaine, le Tshepang Trust, des écoles et des ONG, bénéficie du soutien des Départements nationaux et provinciaux de l'éducation (AED *et al.*, 2007). Le projet poursuit les objectifs suivants : remédier aux effets du VIH et du SIDA sur les éducateurs et, plus précisément, renforcer les connaissances des directeurs d'école et des éducateurs en ce qui concerne la prévention de la transmission, les comportements à haut risque et les problèmes rencontrés par les personnes infectés ou affectés par le VIH et le SIDA ; inciter les dirigeants et les éducateurs à s'orienter vers les conseils et le dépistage ; améliorer l'accès au traitement et à la prise en charge ; et donner aux directeurs d'école et aux éducateurs les informations qui leur permettront de protéger les droits humains de leurs collègues et des élèves.

Dans le cadre du projet, un programme est actuellement mis en œuvre à titre expérimental dans les trois provinces les plus touchées par le VIH et le SIDA (Cap-Oriental, KwaZulu-Natal et Mpumalanga). 100.000 éducateurs répartis dans 15.000 écoles sont concernés. Le projet a adopté une approche intégrée de la prévention du VIH, du traitement du SIDA et des maladies associées et de la prise en charge et du soutien des éducateurs infectés ou affectés par le VIH et le SIDA.

Sous les auspices du Tshepang Trust, des médecins proposent aux éducateurs et à leur conjoint des conseils, un dépistage et des traitements. Des affiches et des brochures produites dans le cadre du projet encouragent le dépistage et le traitement. Un autre partenaire, le Solidarity Centre, est intervenu auprès de formateurs d'enseignants recrutés par les syndicats dans chaque province pour leur donner une formation sur divers thèmes tels que les aspects juridiques du VIH et du SIDA,

la prévention, les conseils et le dépistage, le traitement, les moyens de rester en bonne santé, la divulgation du statut VIH, la prise en charge et le soutien sur le lieu de travail. Plus de 15.000 représentants d'écoles ont été formés à l'éducation par les pairs axée sur les enseignants. Un manuel sur l'éducation par les pairs a en outre été élaboré à l'usage des enseignants, ainsi qu'un manuel pour les directeurs d'école. Les chefs d'établissement sont encouragés à mettre en place un programme d'éducation par les pairs, à soutenir et à évaluer les enseignants menant un travail d'éducation par les pairs au sein de leur établissement, à recruter des enseignants pairs-éducateurs au sein des équipes de gestion

des écoles, à veiller à ce que des politiques adaptées au lieu de travail soient élaborées et mises en œuvre, à orienter les enseignants vers la ligne directe sur le traitement des enseignants du Tshelang Trust (Tshelang Teachers Treatment Hotline), et à promouvoir des campagnes de conseil et de tests de dépistage dans les écoles. Le manuel encourage également les chefs d'établissement à associer l'ensemble de la communauté scolaire, notamment les chefs religieux et les chefs traditionnels, les professionnels de santé et les guérisseurs traditionnels, à la conception d'un plan de mise en œuvre relatif au VIH et au SIDA à l'école.

4. CONCLUSION

La présente section fait la synthèse des enseignements tirés et recense les facteurs qui contribuent ou nuisent à l'efficacité des partenariats dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA.

4.1 Enseignements tirés

- Il n'existe pas de modèle universel de partenariat. Dans le domaine de l'éducation et du VIH & SIDA, de nombreux types de partenariats coexistent. Ils ont chacun leur propre mode de fonctionnement, interviennent à des niveaux divers et font appel à des acteurs variés.
- Les partenariats mondiaux peuvent favoriser la coordination, la mise à l'échelle, l'harmonisation et la viabilité de l'action des partenaires internationaux à l'appui des réponses globales du secteur de l'éducation au niveau national. D'autre part, les partenariats mondiaux contribuent dans une large mesure à l'élaboration des cadres de politique, à l'action normative et à la définition des principes directeurs. Il est indispensable, toutefois, de veiller à la bonne coordination des partenariats et des initiatives au niveau mondial.
- Les partenariats régionaux peuvent contribuer à susciter l'engagement des responsables politiques à l'échelle nationale, à mener des initiatives destinées à surmonter les difficultés communes et à promouvoir les réponses nationales en favorisant la collaboration et la confrontation des expériences.
- Les réponses globales du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA au niveau national exigent la mise en place de partenariats solides entre les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux. Ces partenariats peuvent améliorer la coordination, la mobilisation des ressources et l'utilisation des ressources disponibles. Toutefois, leur efficacité est souvent tributaire de l'autorité du gouvernement et de la maîtrise qu'il exerce sur le processus.
- Les partenariats entre les ministères de l'éducation et les autres acteurs du secteur de l'éducation, en particulier les commissions du service du corps enseignant, les syndicats d'enseignants et les associations professionnelles, les établissements de formation des enseignants, les autorités scolaires et les chefs d'établissement, peuvent encourager les responsables politiques à s'engager plus fermement en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et des plans relatifs au VIH et au SIDA, par exemple en intégrant l'éducation sur le VIH et le SIDA aux programmes d'enseignement.
- Les partenariats avec les organisations de la société civile peuvent contribuer à renforcer l'engagement en faveur de l'éducation sur le VIH et le SIDA, à faciliter la compréhension du contexte social et culturel local et à impliquer et à mobiliser les communautés.
- Les partenariats avec les communautés permettent de vaincre les oppositions, de renforcer l'engagement et de soutenir les activités liées à l'éducation et au VIH & SIDA tout en s'assurant de leur caractère approprié et pertinent.
- Dans la mesure du possible, les enfants et les jeunes, en particulier ceux qui sont touchés par le VIH et le SIDA, doivent participer en qualité de partenaires aux activités relatives à l'éducation et au VIH & SIDA.
- La participation, en qualité de partenaires, des personnes vivant avec le VIH, des éducateurs séropositifs en particulier, et le recours à leurs connaissances, à leurs compétences et à leur expérience peuvent avoir un effet bénéfique sur les politiques et les programmes.

4.2 Obstacles

- Le VIH et le SIDA sont encore souvent considérés comme un problème de santé ne nécessitant pas l'intervention des autres secteurs.
- Les ministères de l'éducation n'ont qu'une expérience limitée de la coopération avec d'autres ministères sectoriels. Il existe peu d'exemples documentés de partenariats établis entre différents ministères sectoriels dans le but de renforcer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.
- Il peut parfois s'avérer difficile de réunir le secteur de l'éducation et celui du VIH & SIDA, ainsi que leurs mécanismes de coordination respectifs.
- De façon générale, les ministères de l'éducation n'ont pas réussi à impliquer systématiquement la société civile et n'ont qu'une expérience limitée de la coopération avec la société civile. Le manque d'informations sur les organisations de la société civile et sur les travaux qu'elles accomplissent dans les domaines de l'éducation et du VIH et du SIDA peut constituer un obstacle. D'autre part, la coordination insuffisante entre les ONG spécialistes de l'éducation et les ONG travaillant sur le VIH et le SIDA nuit à la mise en œuvre d'une action coordonnée et à l'établissement de partenariats efficaces avec le gouvernement.
- La mise en place des partenariats et la gestion d'un large éventail de partenaires poursuivant des objectifs, des intérêts et des approches variés exigent parfois beaucoup de temps.
- Il est parfois difficile d'obtenir le consensus de toutes les parties prenantes, par exemple les responsables politiques, les chefs religieux, les syndicats et les enseignants, sur les priorités à définir et sur la manière de surmonter les problèmes. Les partenariats sont rarement exempts de relations de pouvoir inégales – il importe de les reconnaître et d'y remédier.
- Les partenariats entraînent une surcharge de travail et impliquent notamment de consacrer beaucoup de temps aux réunions et à la communication, ce qui est très contraignant pour les organisations de taille modeste.
- Les divergences de vues sur le sens du partenariat et sur les attentes qu'il suscite, de même que le manque de clarté dans la répartition des rôles et des responsabilités des différents partenaires, peuvent être sources de difficultés. La nécessité de concilier les priorités des différentes organisations et celles du partenariat et de gérer les concurrences éventuelles constitue un problème supplémentaire.
- Les partenariats et leur impact font rarement l'objet d'évaluations. Il convient d'élaborer des outils et des indicateurs qui permettent de mesurer l'efficacité et les résultats des partenariats.

4.3 Facteurs contribuant à l'efficacité des partenariats

- Parvenir à un accord sur les objectifs poursuivis par le partenariat et veiller à ce que tous les partenaires se rassemblent autour d'une compréhension commune de ces objectifs. Privilégier les possibilités de collaboration concrètes et spécifiques plutôt que l'élaboration des grands principes de la collaboration.
- Parvenir à un accord sur la structure du partenariat et sur les rôles et les responsabilités de chacun des partenaires. Veiller à ce que tous les partenaires comprennent l'avantage comparatif et la contribution des autres acteurs du partenariat.
- Consacrer le temps nécessaire à l'instauration de la confiance, des relations et du dialogue pour surmonter les difficultés. Mettre en place des mécanismes de communication clairs et des processus transparents de prise de décision et de reddition mutuelle de comptes. Définir la façon dont le partenariat devra gérer les situations où les partenaires ne réussissent pas à parvenir à un accord.
- Procéder, à intervalle régulier, à l'évaluation de l'efficacité du partenariat et de la réalisation des objectifs à l'aide d'indicateurs convenus et effectuer une analyse conjointe des résultats de l'évaluation. Examiner régulièrement le rôle du partenariat et les besoins qu'il suscite et ajuster les objectifs, les rôles et le nombre de partenaires si nécessaire.
- Impliquer les partenaires clés dès le début du processus, en particulier ceux dont les décisions ont un effet déterminant sur le succès des activités proposées. Une telle démarche contribue en effet à renforcer la maîtrise et l'engagement. Veiller à ce que tous les partenaires participent à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation.
- Réunir un ensemble cohérent de partenaires en fonction des compétences et des contributions de chacun. Sélectionner, au sein des organisations partenaires, des personnes à qui sera confié le soin de plaider en faveur des objectifs du partenariat et qui

disposent de l'autorité nécessaire pour influencer leur organisation.

- Déterminer les connaissances et les compétences nécessaires à une participation significative aux partenariats et consacrer suffisamment de temps et de ressources au renforcement des capacités des partenaires. Les représentants des communautés ou

des jeunes, par exemple, peuvent en effet avoir besoin d'une formation afin d'acquérir les compétences et la confiance requises qui leur permettront de participer aux partenariats. De même, la formation et l'orientation pratique des parents peuvent renforcer l'efficacité des organes de direction des écoles et des comités de gestion.

Aucun secteur n'est capable à lui seul d'apporter une réponse d'une portée ou d'une ampleur suffisante pour traiter de l'éducation et du VIH & SIDA. L'expérience montre que les réponses mondiales, régionales, nationales et locales gagnent en efficacité lorsque les différents acteurs et secteurs travaillent ensemble plutôt qu'indépendamment les uns des autres. Les partenariats stratégiques peuvent contribuer à la réalisation de l'EPT et à l'accès universel ; de manière plus spécifique, ils peuvent susciter un engagement politique, mobiliser des ressources et renforcer les capacités dans la perspective d'une réponse nationale efficace du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA ; promouvoir la coordination des efforts, le caractère holistique des interventions et la cohérence des approches ; renforcer les efforts en faveur de l'introduction de l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école ; et contribuer à atténuer l'impact de l'épidémie sur les éducateurs et les apprenants.

BIBLIOGRAPHIE

- Academy for Educational Development (AED) et al. 2007. *Combating the effects of HIV and AIDS through the Prevention, Care and Treatment Access Project for South African educators: School Managers' Handbook*. 2007.
- ADAMCHAK, S. 2005. *Ghanaian parents' views of HIV/AIDS education in schools: Report of focus group discussions*. Ghana, World Education: SHAPE 2.
- African Youth Alliance. 2006. *Partenariats: A technical paper on the AYA experience*. New York, African Youth Alliance.
- ATTAWELL, K. et DICKINSON, C. 2007. *Progress on implementation of the Global Task Team recommendations in support of national AIDS responses*.
- Banque mondiale. 2002. *Accelerating the education sector response to HIV/AIDS in Africa in the context of EFA*. Washington, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale.
- Banque mondiale et Partnership for Child Development. 2008. *Accelerating the education sector response to HIV/AIDS*. New York, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
- BOLER, T. et JELLEMA, A. 2005. *Inaction mortelle : une étude transnationale des réponses éducationnelles au VIH/SIDA*. Bruxelles, Campagne mondiale pour l'éducation.
- Campagne mondiale pour l'éducation. 2004. *Apprendre pour survivre : comment l'éducation pour tous pourrait épargner le virus VIH et SIDA à des millions de jeunes*. Bruxelles, GCE.
- CASTLE, C. 2004. *Building bridges between the school and community*. Présentation, 30 novembre 2004. UNESCO.
- CHAMBERS, C. 2005. *The Ministry of Education, Youth and Culture Jamaica HIV/AIDS response team: Preliminary evaluation of effectiveness, Final Report*.
- Department for International Development (DFID). 2004. *Learning to listen. DFID action plan on children and young people's participation 2004-2005*. London, Department For International Development.
- Development Cooperation Ireland (DCI). 2003. *Report on Symposium. HIV/AIDS and education: From policy to practice – What works in the formal education sector* http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev.php?ID=4768_201&ID2=DO_TOPIC
- DEVINE, S. et UNICEF, 2001. *A multisectoral approach to planning services for AIDS orphans*, Sanpatong district, Chiang Mai, Thaïlande. 2001.
- DRAXLER, A. 2008. *New Partenariats for EFA: Building on Experience*, Paris, UNESCO – IPE/World Economic Forum.
- Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2008a. *Improving the Education Response to HIV and AIDS: Lessons in partner efforts in coordination, harmonisation, alignment, information sharing and monitoring in Jamaica, Kenya, Thailand and Zambia*. Paris, UNESCO.
- Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2008b. *Outils pour intégrer le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation*. Paris, UNESCO.
- Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2005. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA 2004*. Paris, UNESCO/IPE.
- Équipe de travail inter-institutions de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2004. *Le rôle de l'éducation dans la protection, les soins et le soutien des orphelins et enfants vulnérables vivant dans un monde avec le VIH et le SIDA*. Paris, UNESCO/IPE.
- INGRAM, G. et al. 2006. *The untapped opportunity: How public-private partenariats can advance education for all*. Academy for Educational Development (AED). 2006.
- Internationale de l'éducation. 2007. *Inclusion is the answer: Unions involving and supporting educators living with HIV. A toolkit for educators and their unions*. Bruxelles, Internationale de l'éducation.
- Internationale de l'éducation. 2005. *EFA HIV and AIDS: The teachers' union response*. Bruxelles, Internationale de l'éducation.
- Internationale de l'éducation. 2000. *Results of the Education International survey concerning HIV-related actions and policies of teachers' unions, ministries of education and ministries of health*. Bruxelles, Internationale de l'éducation.

- International HIV/AIDS Alliance. 2002, *Pathways to Partnership*. Brighton, International HIV/AIDS Alliance.
- FONGKAEW, W. et al. 2006. HIV/sexual and reproductive health programme for HIV prevention: The Youth-Adult Partnership with Schools approach. *J Med Assoc Thai*. Vol. 89, N° 10.
- FOUILLOUX, M. et al. Empowering the world's teachers' unions to prevent HIV infection and related discrimination: Findings from three international workshops. Présentation. IE, EDC et OMS.
- GERTLER, P. et al. 2006. *Empowering parents to improve education: Evidence from rural Mexico*. Banque mondiale. Policy Research Working Paper 3935. Washington D.C., Banque mondiale.
- Global Coalition on Women and AIDS. 2004. *AIDS and girls' education*. Genève, Global Coalition on Women and AIDS.
- Groupe pour l'étude et l'enseigneemnt de la population (GEEP). 2003. An experiment to prevent the spread of HIV/AIDS among school children. In: *Education and HIV/AIDS: A sourcebook of HIV/AIDS prevention programs*. Washington D.C., Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale.
- GTZ - Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit. 2006. *Des pratiques « qui font école » : la prévention du VIH/SIDA dans l'éducation de base en Afrique francophone*. Collection de pratiques liées au VIH de la GTZ. Eschborn, Allemagne, GTZ, 2006.
- HARGREAVES, J. et BOLER, T., 2006. *Girl power: the impact of girls' education on HIV and sexual behaviour*. ActionAid International. 2006.
- HARTELL, C. et MAILE, S. 2004. *HIV/AIDS and education: A study on how a selection of school governing bodies in Mpumalanga understand, respond to and implement legislation and policies on HIV/AIDS*. International Journal of Educational Development, Vol. 24, No. 183, p. 99.
- IDOGHO, O. 2007. *Building the multisectoral partnership to deliver HIV education in schools: The Nigeria experience*. Draft. 2007.
- Information & Knowledge for Optimal Health (INFO) Project. 2006, *Youth Issue Papers*. Arlington (USA) Family Health International.
- MAGOME, K. et PREW, M. 2004. *Bridging the gap between the school and communities: School governing bodies working with schools to protect their children against HIV and manage the impact of AIDS at school*. 15^e Conférence internationale sur le SIDA, Bangkok.
- MALAMBO, R. 2000. The views of teachers and pupils on the teaching of HIV/AIDS in basic education: A case study of Zambia's Lusaka and southern provinces. *Current Issues in Comparative Education*, Vol. 3, n° 1.
- MATICKA-TYNDALE E. et BROUILLARD-COYLE C. The effectiveness of community interventions targeting HIV and AIDS prevention at young people in developing countries. In: Équipe de travail inter-institutions de l'ONUSIDA sur les jeunes. 2006. *Preventing HIV/AIDS in Young People: A Systematic Review of the Evidence from Developing Countries* (DA Ross, B Dick & J Ferguson, eds.), Genève, Suisse, Organisation mondiale de la santé (OMS).
- MAVANGA, R. *Junior farmer field and life school: the Mozambique experience*. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Présentation.
- MGALLA, Z. et al. 1998. Protecting schoolgirls against sexual exploitation: A guardian programme in Mwanza, Tanzanie. *Reproductive Health Matters*, Vol. 7, n°12, p. 19-30.
- Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, Jamaïque. *National policy for HIV/AIDS management in schools*. Jamaïque, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture.
- Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, UNESCO et UNICEF. 2004. *Cambodia Youth Risk Behaviour Survey. Summary report*. Phnom Penh, UNESCO.
- MLAMLELI, O. et al. 2000. Creating programmes for safe schools: Opportunities and challenges related to gender-based violence in South Africa. *McGill Journal of Education*, Vol. 35, n° 3, p. 261-77.
- MORRISSEY, M. 2005. *Response of the education sector in the Commonwealth Caribbean to the HIV/AIDS epidemic: A preliminary overview*. Genève, Organisation internationale du Travail (OIT).
- OIT et UNESCO. 2006. *An HIV/AIDS workplace policy for the education sector in the Caribbean*. Port of Spain (Trinité-et-Tobago), OIT et UNESCO.

- OIT et UNESCO. 2006a. *An HIV and AIDS workplace policy for the education sector in Southern Africa*. Paris, UNESCO.
- Organisation internationale du Travail (OIT). 2001. *Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail*. Genève, OIT.
- PNUD. 2006. *UNDP and civil society organizations. A toolkit for strengthening partenariats*. New York, PNUD.
- PNUD. 2006a. *Evaluation of UNDP's role and contributions in the HIV/AIDS response in Southern Africa and Ethiopia*. Genève, UNDP Evaluation Office.
- Programme alimentaire mondial (PAM). 2003. *Options pour l'intégration de l'éducation sur le VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire*. Rome, Programme alimentaire mondial.
- Save the Children UK. 2001. *Young people and HIV/AIDS: Responding to the new Asian Crisis*. Londres, Save the Children.
- Save the Children UK. 2000. *Working for change in education: A handbook for planning advocacy*. Londres, Save the Children.
- Simon, N. 2002. *HIV/AIDS: A wake up call from teachers by teachers to teachers and students*. Cameroon Teachers' Trade Union Project, Yaoundé, Cameroun, Cameroon Teachers' Trade Union [CATTU].
- SMYTH, I. et RAO, N. 2004. *Partenariats for Girls' Education*. Oxford, Oxfam GB.
- STERN, E. 2005. *Evaluation of UNESCO Brazil's contribution to the Brazilian AIDS Programme*. Brasilia, Bureau de l'UNESCO au Brésil.
- UNESCO. 2008. *EDUSIDA. Cadre d'action : Pour une réponse globale du secteur de l'éducation*. Deuxième édition. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2007a. *Atelier sous-régional anglophone de renforcement des capacités de réponse au VIH et au SIDA en Afrique*. Lusaka, UNESCO.
- UNESCO. 2007b. *Atelier sous-régional francophone de renforcement des capacités de réponse au VIH et au SIDA en Afrique*. Bamako, UNESCO.
- UNESCO. 2007c. *Atelier sous-régional lusophone de renforcement des capacités de réponse au VIH et au SIDA en Afrique*. Maputo, UNESCO.
- UNESCO. 2007d. *Stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2007e. *UNESCO's strategy for HIV and AIDS in Latin America and the Caribbean*. Septembre 2007. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2006a. *Expanding the field of inquiry: A cross-country study of higher education institutions' responses to HIV and AIDS*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2006b. *Linking EDUCAIDS with other ongoing initiatives: An overview of opportunities – An assessment of challenges*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2006c. *Synergies between formal and non-formal education: An overview of good practices*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2005. *UNESCO's response to HIV and AIDS*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2004a. *Education pour tous, l'exigence de qualité : Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005*. Paris, UNESCO.

- UNESCO. 2004b. *Programmes phares de l'EPT : mécanismes de soutien multi-partenaires pour mettre en oeuvre les objectifs de l'EPT*. UNESCO. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2002. *Les enfants en situation difficile : renforcement des partenariats pour combattre le VIH/SIDA et la discrimination*. Paris, UNESCO.
- UNESCO et réSEAU. 2004. *Living and learning in a world with HIV/AIDS. HIV/AIDS at school*. Paris, UNESCO.
- UNESCO et EPT/SIDA. 2007. *Supporting HIV-Positive Teachers in East and Southern Africa: Technical Consultation Report, 30 novembre – 1^{er} décembre 2006, Nairobi, Kenya*. Paris, UNESCO.
- UNESCO et Gouvernement de la Jamaïque. *Project for education sector capacity building for HIV/AIDS response 2003-2004*. Kingston, Bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes.
- UNESCO et PSI. 2005. *Introducing VCT in teacher training colleges in Zimbabwe. A joint UNESCO-PSI initiative*. Zimbabwe, UNESCO Harare.
- UNESCO et OMS. 2006. *HIV and AIDS treatment education. Technical consultation report*. Paris, UNESCO.
- USAID-PVO Steering Committee on Multisectoral Approaches to HIV/AIDS. 2003, *Multisectoral responses to HIV/AIDS: A compendium of promising practices from Africa*. Washington DC, Academy for Educational Development (AED).
- VISSER-VALFREY, M. 2005. *Addressing HIV/AIDS in Education*. La Haye, Pays-Bas, Ministère des affaires étrangères.

RÉPONSE DE L'UNESCO AU VIH & SIDA

En ses qualités d'organisme des Nations Unies dotée d'un mandat dans le domaine de l'éducation et de membre fondateur et coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), l'UNESCO aborde l'épidémie de manière globale. Elle est consciente que l'éducation peut jouer un rôle capital dans la prévention du VIH et que l'un de ses principaux rôles est d'aider les apprenants et les éducateurs, dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle, à éviter l'infection. Elle est aussi consciente qu'il lui incombe de réagir à l'impact de l'épidémie sur les systèmes éducatifs et qu'il faut redoubler d'efforts pour s'attaquer aux problèmes relatifs aux soins, au traitement et au soutien qu'il faut apporter aux personnes infectées et affectées par le VIH.

La stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA à l'échelle mondiale, révisée en 2007, est guidée par les cinq principes clés suivants (UNESCO, 2007) :

- **Cohérence et concentration** : L'UNESCO coordonne et concentre ses efforts sur les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif et où elle peut apporter une valeur ajoutée, conformément à la division du travail instaurée par ONUSIDA et autres recommandations visant à améliorer la coordination ;
- **Maîtrise et partenariat** : L'UNESCO soutient les processus multipartenaires visant à réaliser au niveau des pays les objectifs convenus sur le plan international ;
- **Efficacité** : Afin de promouvoir des réponses efficaces et efficientes, l'UNESCO soutient des approches fondées sur les données factuelles disponibles et émergentes, des approches holistiques fondées sur les droits, culturellement appropriées, spécifiques à chaque âge et scientifiquement précises ; elle cherche à associer d'une manière pertinente les personnes vivant avec le VIH et d'autres partenaires principaux, encourage et favorise l'égalité entre les sexes et tire parti des forces et des capacités sans équivalent de tous ses secteurs ;
- **Flexibilité** : Pour répondre à différents besoins dans différents contextes, l'UNESCO prône le « connaître son épidémie » ;
- **Action durable** : Le SIDA doit être reconnu comme une urgence de long terme qui exigera des décennies d'action stratégique pérenne.

Les cinq actions principales du programme de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA sont les suivantes :

- Plaidoyer et soutien en faveur de politiques et de pratiques fondées sur des données factuelles ;
- Conseil en matière de politiques et de programmes ;
- Appui technique et renforcement des capacités ;
- Coordination et harmonisation ;
- Suivi, mesure et évaluation des progrès.

Toutes les activités de l'UNESCO relatives au VIH et au SIDA reposent sur les principes fondamentaux selon lesquels elles doivent être scientifiquement précises, techniquement appropriées, favorables à l'égalité entre les sexes, spécifiques à chaque âge et enracinées dans les droits de l'homme, associant toutes les personnes qui vivent avec le VIH à tous les stades de la conception et de la mise en œuvre des interventions.

Pour tout complément d'information sur la réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA, voir <http://www.unesco.org/aids>.

OUTILS D'APPUI FONCTIONNELS D'EDUSIDA



Fiches techniques

Ces fiches de deux pages résument les principales questions relatives aux éléments essentiels de la réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Réparties sur les cinq éléments essentiels de cette réponse, ces fiches sont destinées aux responsables des ministères de l'éducation et des autres organismes chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, des allocations budgétaires et de l'exécution des programmes à l'intention du personnel du secteur de l'éducation et des apprenants. Chaque fiche est censée constituer un document de référence autonome. Ensemble, elles proposent une série continue et détaillée de lignes directrices sur les activités requises pour faire face à l'épidémie au niveau national.



Aperçus des ressources pratiques

Il s'agit de présentations succinctes de certaines des principales ressources relatives à différents éléments de la réponse – sur le plan des politiques et des programmes – du secteur de l'éducation au VIH & SIDA. Chacun de ces Aperçus contient un bref synopsis de chaque ressource, de sa finalité, de son contenu et de ses modalités d'accès.

Pour tout complément d'information et pour accéder aux ressources susmentionnées, voir <http://www.educaids.org>.

Liste exhaustive des fiches techniques

Éléments d'une réponse globale	Intitulé des fiches techniques
Éducation de qualité	Éducation de qualité et VIH & SIDA Fonder la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA sur le respect des droits de l'homme Pour une approche sexospécifique des réponses du secteur de l'éducation Pour une éducation au VIH et au SIDA adaptée au contexte culturel Éducation des filles et prévention du VIH Éducation pour les orphelins et les enfants devenus vulnérables par le VIH et le SIDA Éducation au VIH et au SIDA pour les minorités Éducation au VIH et au SIDA pour les réfugiés et les personnes déplacées internes Prévention du VIH ciblée vers les populations clés Promouvoir une participation accrue des personnes vivant avec le VIH aux réponses du secteur de l'éducation
Contenu, programmes et matériels d'apprentissage	Des curricula pour l'éducation au VIH et au SIDA Combattre la stigmatisation et la discrimination associées au VIH Éducation relative au VIH et au SIDA à l'école primaire Éducation relative au VIH et au SIDA dans l'enseignement secondaire Réponses de l'enseignement supérieur au VIH et au SIDA
Formation et soutien des éducateurs	Formation des éducateurs au VIH et au SIDA Créer un environnement favorable pour les enseignants dans le contexte du VIH et du SIDA Soutien psychosocial aux élèves affectés ou infectés par le VIH Renforcer les liens entre l'école et la communauté
Politique, gestion et systèmes	Politiques sur le lieu de travail en matière de VIH et SIDA dans le secteur de l'éducation Analyse de la situation, condition d'une réponse efficace du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA Modèles de projection pour le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation Gérer les capacités humaines du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA Coordination et partenariats stratégiques en matière d'éducation au VIH et au SIDA Financement international de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA Plaidoyer en faveur d'une réponse globale du secteur de l'éducation Suivi et évaluation des réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA
Approches et points d'entrée type	L'éducation fondée sur les compétences nécessaires à la vie courante pour la prévention du VIH Santé scolaire et prévention du VIH L'éducation au VIH et au SIDA des jeunes déscolarisés La prévention de la consommation de drogue dans le contexte de l'éducation au VIH et au SIDA L'alimentation scolaire et VIH & SIDA L'éducation au traitement du VIH et du SIDA Rôle de la communication et des médias dans la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA Prévention conçue avec et pour les personnes qui vivent avec le VIH

Visitez le site Internet EDUSIDA, <http://educAids.org>, pour obtenir des versions à jour et des fiches techniques additionnelles ainsi que d'autres instruments de soutien à la mise en oeuvre d'EDUSIDA. Toutes les ressources sont disponibles sur CD-ROM dans les six langues des Nations Unies (anglais, français, espagnol, russe, arabe, chinois) et en portugais.

SITES WEB UTILES

- Réponse de l'UNESCO au VIH et SIDA
<http://www.unesco.org/aids>
- EDUSIDA
<http://www.educaids.org>
- ONUSIDA, ETII sur l'éducation
<http://www.unesco.org/aids/iatt>
- Centre d'échanges d'informations sur l'impact du VIH et SIDA sur l'éducation, UNESCO
<http://hivaidsclearinghouse.unesco.org>

Bureaux hors Siège de l'UNESCO

L'UNESCO dispose de bureaux hors Siège - bureaux régionaux, bureaux multipays et bureaux nationaux - dans les villes suivantes :

Abuja, Accra, Addis-Abeba, Almaty, Amman, Apia, Bamako, Bangkok, Beijing, Beyrouth, Brasilia, Brazzaville, Bujumbura, Le Caire, Dakar, Dar es-Salaam, Dhaka, Doha, Genève, Haïti, Hanoi, Harare, La Havane, Islamabad, Jakarta, Kaboul, Katmandou, Kigali, Kingston, Kinshasa, Libreville, Lima, Maputo, Mexico, Montevideo, Moscou, Nairobi, New Delhi, New York, Phnom Penh, Port-au-Prince, Quito, Rabat, San José, Santiago, Tachkent, Téhéran, Venise, Windhoek et Yaoundé.

Pour tout complément d'information sur les bureaux hors Siège de l'UNESCO, voir la page Web :
http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=34016&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Organismes coparrainant l'ONUSIDA

- Banque mondiale <http://www.worldbank.org/aids>
- HCR – Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/protect?id=401915744>
- OIT - Organisation internationale du Travail
<http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/>
- OMS - Organisation mondiale de la santé
<http://www.who.int/hiv/en/>
- ONUDC - Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
http://www.unodc.org/unodc/drug_demand_hiv_aids.html
- PAM - Programme alimentaire mondial
http://www.wfp.org/food_aid/food_for_hiv/index.asp?section=12&sub_section=1
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement <http://www.undp.org/hiv/>
- UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <http://www.unesco.org/aids>
- UNFPA - Fonds des Nations Unies pour la population
<http://www.unfpa.org/hiv/index.htm>
- UNICEF - Fonds d'intervention des Nations Unies pour l'enfance <http://www.unicef.org/aids/>
- Secrétariat de l'ONUSIDA <http://www.unaids.org>

4

BROCHURE N°

POLITIQUES RATIONNELLES ET BONNES PRATIQUES SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA

Pour des partenariats efficaces

La présente brochure est la quatrième d'une série de publications consacrées aux principaux axes de travail de l'UNESCO sur le VIH, le SIDA et le secteur éducatif. Elle s'intéresse au rôle et à l'importance des partenariats stratégiques pour ce qui est de renforcer les réponses du secteur éducatif au VIH et au SIDA.

La brochure 1 explique pourquoi le VIH et le SIDA sont des questions importantes pour le secteur éducatif, recense les failles des politiques et programmes actuels, et souligne l'absence d'éléments d'information. La brochure 2 aborde les questions qui concernent les apprenants dans le contexte du VIH et du SIDA, notamment les droits et l'accès à l'éducation, à la protection, à la connaissance et aux compétences, aux soins et au soutien. La brochure 3 traite des questions qui concernent les éducateurs dans le contexte du VIH et du SIDA, notamment la formation, la conduite à adopter, les soins et le soutien, tandis que la brochure 5 s'intéresse plus particulièrement à la question d'un enseignement efficace, à l'aide d'exemples concrets.

Ces brochures sont principalement destinées aux décideurs, gestionnaires et responsables de gouvernements, de bailleurs de fonds et d'ONG travaillant dans le secteur de l'éducation. Nous espérons qu'elles aideront également les directeurs d'établissements scolaires, administrateurs, professeurs principaux, enseignants et autres éducateurs à relever quelques-uns des défis que présente l'épidémie de VIH et de SIDA.

Pour plus d'informations sur le travail de l'UNESCO en matière de VIH et de SIDA, consulter le site : <http://www.unesco.org/aids> ou écrire à : aids@unesco.org